



BIBLIOTECA NAZ.

B-32-

XVIII

B

32

NAPOLI

BIBLIOTECA NAZ.

Vittorio Emanuele III

XV III

B

32

NAPOLI

66 3



C O D E
D E
C A T H E R I N E.



INSTRUCTIONS

ADRESSÉES PAR SA MAJESTÉ

L'IMPERATRICE

DE TOUTES LES RUSSIES

*à la Commission établie pour travailler
à l'exécution du projet d'un*

NOUVEAU CODE

DE LOIX.

Traduit de l'Allemand.

*Seigneur Dieu ! donne-moi les lumieres
& l'intelligence nécessaires pour juger
ton peuple suivant ta sainte loi , &
suivant la vérité !*

(Par Gray des Landres)



Y V E R D O N ,

Aux dépens de la Société Typograph.

M. DCC. LXIX.







INSTRUCTION

*pour la Commission établie par Sa
Majesté, pour travailler à l'exé-
cution du projet d'un*

NOUVEAU CODE

D E L O I X.

1. **L**A Religion Chrétienne nous apprend à nous faire les uns aux autres, autant de bien qu'il nous est possible.

2. Si nous envisageons ce précepte de notre Religion, comme étant une règle déjà gravée dans le cœur de tous les peuples, ou seulement comme une règle qu'il

importe d'y graver, il suivra toujours delà, qu'en général, tout homme dont le cœur est droit, & qui pense bien, doit souhaiter ardemment de voir sa patrie parvenir au plus haut degré de bien-être, de réputation, de bonheur, & de tranquillité qu'il est possible d'atteindre.

3. Mais le principal objet de ses soins, doit être de donner à ses concitoyens des loix, qui ne portent aucune atteinte au bonheur de chacun d'eux ; qui, au contraire, les mettent à l'abri de toutes les entreprises qui pourroient être un obstacle à leur félicité.

4. Pour parvenir plus sûrement & plus promptement à ce but, qui comme nous l'espérons, est l'objet du vœu général de toute la nation, il est nécessaire de prendre pour principe, la regle que nous avons rapportée ci-dessus, & d'avoir devant les yeux l'État,

pour le Code de la Russie. 7

la constitution , & la nature de cet Empire.

5. Les seules loix que l'on peut dire être conformes à la nature des choses , sont celles qui s'accordent le mieux avec la nature du peuple pour lequel elles sont faites.

Nous donnerons donc dans les trois articles suivans , l'exposé précis de ce que nous entendons par la nature du peuple que nous avons en vue.

ARTICLE PREMIER.

L'Empire Russe est une des Puissances Européennes.

6. Nous en trouvons la preuve dans les suites heureuses qu'ont eu les changemens , que Pierre le Grand entreprit de faire dans les mœurs de la Russie. Les mœurs de ce tems-là ne convenoient

point au climat où elles regnoient ; parce qu'elles étoient l'effet du mélange de différentes nations , & de la conquête de diverses provinces étrangères. Mais lorsque Pierre le Grand introduisit les mœurs & les coutumes Européennes , chez son peuple , elles se trouverent lui convenir au-delà de tout ce qu'il avoit osé présumer.

A R T I C L E I I.

L'Empire de Russie a 32 degrés d'étendue en latitude, & 165 degrés en longitude.

7. Le gouvernement de la Russie , est par sa constitution la domination d'un seul. Il n'est d'autre puissance que celle qui est réunie dans sa seule personne , & c'est la seule qui dans un Empire si étendu , puisse agir avec l'activité

& l'uniformité nécessaires.

8. Un Empire étendu suppose une puissance suprême dans la personne qui le gouverne. Il faut que la promptitude des décisions supplée au retard, que la distance des lieux cause dans l'exécution des ordres.

9. Toute autre forme de gouvernement quelle qu'elle soit, ne nuiroit pas seulement à la Russie, mais seroit enfin la cause certaine de sa ruine.

10. Nous ajoutons encore ; qu'il est plus avantageux de n'être soumis qu'aux loix d'un seul maître, que de dépendre de la volonté de plusieurs.

11. Mais quel est le but d'un gouvernement souverain ? Ce n'est pas de priver les hommes de leur liberté naturelle ; au contraire, c'est de diriger leurs actions de manière qu'ils parviennent à jouir du plus grand bien-être.

A 5.

12. Par conséquent un gouvernement qui ne travaille qu'à atteindre ce but, & qui en même tems resserre moins que tout autre les bornes de la liberté naturelle, est celui qui répond le mieux aux desseins, que l'on doit supposer chez des créatures raisonnables, & aux fins que l'on s'est proposées, en formant des sociétés civiles.

13. L'attention de tout gouvernement, le but vers lequel il doit tendre, doit donc être, la gloire du citoyen, de l'Etat, & du Prince.

14. C'est cette gloire qui fait naître l'esprit de liberté chez un peuple, quoiqu'il vive sous une autorité souveraine ; & c'est cet esprit qui est le germe de tant d'actions éclatantes, même sous un tel gouvernement, & qui peut autant contribuer à avancer le bien-être des citoyens, que la liberté même.

A R T I C L E III.

*De la sûreté de la constitution
de l'Empire.*

15. La puissance dont l'exercice est confié à des tribunaux moyens & inférieurs, qui dépendent tous d'un supérieur, est ce qui constitue l'essence du gouvernement.

16. J'ai dit, que l'essence du gouvernement consistoit dans ces divers tribunaux dépendans d'un supérieur; mais quant au fond de la chose, c'est le Prince qui est la source de tout le pouvoir de l'Empire & des citoyens.

17. Les loix qui sont la base du gouvernement de l'Empire, supposent l'existence de certains tribunaux, par lesquels le pouvoir du Souverain coule & se répand, comme autant de branches d'un grand fleuve.

18. Des loix qui permettent de faire des représentations à ces tribunaux, pour leur faire connaître, que tel règlement est contraire à la loi fondamentale, ou qu'il est nuisible, obscur, ou que l'exécution en est impossible : des loix qui déterminent d'avance, à quels réglemens je dois me soumettre, & comment il faut les exécuter ; de telles loix, dis-je, font sans doute celles qui contribuent le plus à assurer & à donner à tout Empire un état permanent.

ARTICLE IV.

Le Corps qui doit veiller à la garde & au maintien des loix, doit être un Corps politique.

19. On ne peut charger de cette garde & de ce maintien des loix, que certains tribunaux du royaume, qui devront publier les

nouveaux réglemens, & renouveler ceux que le laps du tems auroit fait oublier.

20. Il est du devoir de ces tribunaux, d'examiner soigneusement toutes les ordonnances qui émanent du Souverain. Ils ont le droit de faire des représentations, au cas qu'ils y trouvaient quelque chose d'incompatible avec les loix fondamentales de l'Etat; en un mot, ils se conduiront suivant ce que l'on a dit §. 18.

21. Lors donc qu'ils ne trouvent rien dans les nouvelles ordonnances qui répugne à ces loix fondamentales, ils doivent joindre ces nouvelles loix aux anciennes; & les annoncer au peuple.

22. C'est le Sénat qui est chargé en Russie, de veiller à la garde & au maintien des loix.

23. Tous les autres tribunaux ont le même droit, & sont tenus

de faire des représentations au Sénat, ou même au souverain, au cas qu'ils trouvent qu'il y ait lieu d'en faire.

24. Si l'on demande : en quoi consiste la garde & le maintien des loix ? Je réponds : que cette garde & ce maintien des loix , doit être une source de direction pour les tribunaux dont nous avons parlé , en conséquence de laquelle , s'acquittant comme ils y sont tenus du devoir de leur charge , suivant les regles qui leur sont prescrites , ils fassent en sorte que la volonté du Souverain , soit exécutée conformément aux loix fondamentales & à la constitution de l'Empire.

25. Cette instruction empêche que le peuple ne puisse mépriser ou transgresser impunément les réglemens du Souverain ; elle met en même tems un frein pour mo-

dérer ses passions, & dompter son opiniâtreté.

26. Car d'un côté cette instruction rend légitimes les peines que l'on inflige à ceux qui transgressent les loix ; d'un autre côté elle fait voir que la conduite du juge est conforme aux loix , sur-tout lorsqu'il s'oppose à l'enrégistrement des nouvelles ordonnances qu'il trouve contraires à la gloire de l'Empire , ou qui dans la pratique sont contraires à la justice , ou préjudiciables aux intérêts du peuple.

A R T I C L E V.

De l'état des Habitans en général.

27. C'est un grand bonheur à tout homme , de se trouver dans de telles circonstances , que quand ses passions lui font naître l'idée

de faire du mal , il soit forcé de reconnoître cependant qu'il lui est plus avantageux de n'en pas faire.

28. Les loix doivent servir autant qu'il est possible , à veiller à la sûreté de tous les citoyens en particulier.

29. L'égalité parmi les citoyens consiste , en ce qu'ils soient tous tenus d'observer les mêmes loix.

30. Cette égalité demande qu'il y ait un arrangement propre à empêcher le riche d'opprimer ceux dont les facultés sont moindres , ou de faire servir à son intérêt particulier , sa dignité , l'exercice de sa charge , qui ne lui est confiée que comme à un Magistrat.

31. La liberté civile ne consiste pas en ce que chacun puisse faire ce qu'il juge à propos.

32. Dans un Etat , c'est-à-dire , parmi des hommes qui se réu-

nissent pour vivre en société, & qui ont des loix, la liberté ne consiste en autre chose, que dans le pouvoir de faire ce que l'on doit vouloir, & de n'être pas forcé de faire ce que l'on doit ne pas vouloir.

33. Il faut se faire une juste idée de la liberté. La liberté est le droit de faire tout ce que les loix nous permettent de faire; & si un citoyen quel qu'il fût, pouvoit commettre quelque action contraire aux loix, il n'y auroit plus de liberté; puisque dès lors d'autres citoyens auroient le droit de faire incontinent la même chose.

34. Une humeur paisible est ce qui fait la liberté civile d'un citoyen, & cette liberté civile résulte de la pensée, qu'il faut que chacun jouisse tranquillement de sa propre sûreté: mais pour que les hommes soient mis en

possession de cette liberté, il faut que les loix soient telles, qu'aucun citoyen n'ait sujet de craindre la puissance d'un autre ; mais que tous ensemble craignent les loix.

A R T I C L E VI.

Des loix en général.

35. Les loix doivent défendre uniquement ce qui peut nuire aux individus en particulier, ou au bien de la société en général.

36. Toutes les actions qui ne nuisent ni aux particuliers ni au public, ne peuvent point être l'objet des loix, qui n'ont été faites uniquement, que pour procurer la plus parfaite tranquillité & les plus grands avantages, à ceux qui vivent sous leur protection.

37. Afin donc que dans le cours de la vie on se conforme à ces loix, il faut qu'elles soient si

bonnes , & assurent si pleinement les moyens de se procurer le plus grand de tous les biens , que tout le monde croie , sans qu'il reste à ce sujet aucun doute , qu'il est de son intérêt particulier de se conformer exactement à ce que ces loix prescrivent.

38. C'est-là le plus haut degré de perfection , auquel il faut s'efforcer de parvenir en donnant des loix.

39. Il est une infinité de choses qui gouvernent les hommes : la religion , le climat , les loix , certaines maximes politiques adoptées , l'exemple des événements passés , les mœurs & les usages.

40. Delà vient chez chaque peuple cette façon générale de penser , qui répond si parfaitement à ces diverses causes que nous venons d'indiquer.

41. Ainsi , par exemple , la nature & le climat sont les deux choses

qui gouvernent les sauvages.

42. Les usages dirigent les Chinois.

43. Les loix tyrannisent les habitans du Japon.

44. Les mœurs donnerent autrefois le ton chez les Lacédémoniens.

45. Les maximes d'Etat & les anciennes mœurs, produisirent le même effet à Rome.

46. Ce qui forme les différents caractères des nations, c'est un composé de vertus & de vices, de bonnes & de mauvaises qualités.

47. Heureux sont ceux dont le caractère est tel, qu'il en découle beaucoup de bien, sans qu'il paroisse qu'ils en soient redevables à ces causes.

48. On peut citer divers exemples de ces différents effets, pour confirmer ce que nous disons ici. Il y a longtems que l'on vante la fidélité & la droiture des Espa-

gnols : l'histoire nous fait connoître avec quelle bonne foi ils gardent ce qu'on a remis à leurs soins ; ils ont souvent mieux aimé souffrir la mort, que de déceler ce qu'on leur avoit donné à cacher. On retrouve encore parmi eux cette fidélité, qui autrefois leur étoit propre. Toutes les nations qui négocient à Cadix confient leurs biens aux Espagnols, & n'ont pas encore eu lieu de s'en repentir. Cependant cette qualité si estimable, jointe à leur paresse, produit un mélange, qui leur est des plus nuisibles. Les autres nations de l'Europe font sous leurs yeux le commerce entier de tout le Royaume.

49. Le caractère des Chinois nous donne un autre mélange, qui est précisément l'opposé de celui des Espagnols. L'incertitude des moyens de fournir à leur subsistance, qui vient de la nature

du climat & du terrain , est la cause que ces gens-là font d'une activité incompréhensible , & tellement dominés du desir de gagner & de s'enrichir , qu'aucune nation commerçante ne peut se fier à eux. C'est cette fourberie qui leur est propre qui a fait qu'ils ont conservés le commerce avec le Japon , aucun négociant Européen n'osant hazarder d'emprunter leur nom pour faire ce commerce , quoique cela eût été très-facile , vu le nombre des provinces de ces deux empires, qui sont situées sur les bords de la mer.

50. Je n'ai pas choisi les deux exemples précédents , dans le dessein de diminuer en quoi que ce soit l'espace immense qui sépare la vertu du vice. A Dieu ne plaise ! J'ai seulement voulu faire entendre par-là , que tous les vices politiques ne sont pas des vices moraux ; & que tout ce [qui est

vice en morale, n'est pas un vice en politique ; c'est un principe qu'il ne faut point perdre de vue, parce que dans toute législation, il ne doit rien y avoir de contraire à la façon de penser d'un peuple.

§ 1. Toute législation doit être conforme à la façon la plus générale de penser d'un peuple. Car nous ne faisons rien mieux, que ce que nous faisons volontiers, sans contrainte, & qui s'accorde avec notre inclination.

§ 2. Ainsi, pour introduire des meilleures loix, il est nécessaire de préparer d'avance l'esprit des hommes. Et afin que l'on ne dise pas, pour s'opposer à tout changement utile, que l'esprit du peuple n'est pas disposé à les recevoir, je vous dirai de prendre la peine d'y préparer son esprit d'avance : ce fera déjà là un changement très-utile que vous aurez obtenu.

§ 3. Les loix sont des ordres

particuliers & détaillés , qui émanent du législateur : les mœurs & les usages , au contraire , sont des constitutions qui viennent de toute la nation.

§ 4. Quand il convient pour le bonheur d'un peuple de faire quelque grand changement , il faut que ce qui a été établi par les loix , soit amélioré par les loix , & que ce que la coutume a introduit , soit changé par un autre usage. C'est une très-mauvaise politique , que celle qui prétend changer par les loix , ce qui doit être changé par l'usage.

§ 5. Il est des moyens de s'opposer aux vices & d'empêcher qu'ils ne fassent des progrès ; ces moyens sont d'attacher des peines à la violation des loix. Il y a de même des moyens pour changer les usages ; les exemples servent à cela.

§ 6. Outre cela , plus une nation

on communique avec une autre ,
plus facilement ses usages se
mangent.

57. En un mot : toutes les pu-
nitions que l'on inflige sans une
nécessité absolue, sont des actes de
tyrannie. La loi ne tire pas son
origine uniquement de la force ;
les actions qui tiennent un milieu
entre le bien & le mal , ne sont
pas , par leur propre nature , su-
jettes à être l'objet des loix.

A R T I C L E VII.]

Des loix en particulier.

58. Des loix au moyen des-
quelles on prétend produire un
bien trop grand , causent pour
l'ordinaire des maux plus grands
encore.

59. On trouve le moyen de
se soustraire aux loix , là où la
législation est poussée à l'excès.

- C'est la douceur & la modération ; & non pas des regles outrées, qui servent à gouverner les hommes.

60. C'est le triomphe de la liberté civile, lorsque les loix infligent à ceux qui les violent, des punitions qui découlent de la nature même du délit. Car la punition n'a rien alors d'arbitraire, puisqu'elle ne dépend point du caprice du législateur, mais qu'elle est une suite de la nature même de l'action ; ce n'est donc pas l'homme qui fait violence à l'homme quand on le punit, ce sont ses propres actions.

61. On divise les délits en quatre classes.

62. La premiere renferme ceux qui sont contraires à la religion.

63. La seconde, ceux qui se commettent contre les mœurs.

64. La troisieme, ceux qui attaquent le repos & la tranquillité publique.

65. Enfin, la quatrieme renferme ceux qui détruisent la sûreté des citoyens.

66. La punition que l'on doit infliger dans chacun de ces cas, doit être prise de la nature même du délit.

67. Je range dans la classe des délits contre la religion, seulement ces actions par lesquelles on l'attaque ouvertement; tous les blasphêmes sont de ce genre. Les délits qui troublent le libre exercice de la religion, sont de la nature de ceux qui attaquent le repos & la sûreté des citoyens, & appartiennent par conséquent à ceux de la dernière classe. Mais afin que la punition qui doit être infligée aux profanes, soit tirée de la nature même du délit, il faut qu'elle consiste dans la privation de tous les avantages que la religion nous offre; c'est-à-dire, à ce que l'entrée de toutes les

églises soit défendue au coupable, qu'il ne puisse assister à aucune assemblée des fideles, & qu'il soit séparé de leur société, & cela, soit pour un tems seulement, soit pour toujours.

68. On inflige aussi, suivant l'usage, des châtimens civils à ces transgresseurs.

69. La seconde classe de délits renferme ceux qui sont contre les bonnes mœurs.

70. Telles sont toutes les actions contraires à la pureté des mœurs, soit qu'elles regardent tous les hommes en général, ou chacun en particulier, par où j'entens : toute action qui répugne à l'ordre établi par la nature, qui indique à chacun quel usage il doit faire des dons extérieurs qu'il en a reçu, & qui lui montre comment il doit les employer à sa satisfaction & les faire servir à ses besoins ; la punition de ces fautes

a , doit aussi se prendre dans la nature même de la chose , comme seroit la privation de ces avantages , que la société a voulu qui accompagnassent des mœurs pures : les amendes pécuniaires, la honte ou le déshonneur, la nécessité de se cacher devant les hommes , une note publique d'infamie , le bannissement hors de la ville , & hors de la société ; en général toutes les punitions qu'un tribunal chargé de veiller à la pureté & à l'amendement des mœurs peut infliger , peuvent suffire pour arrêter l'audace & le débordement des mœurs des deux sexes. Car, en effet, ces désordres ne proviennent pas tant d'un cœur méchant , que de l'oubli de soi-même & du peu de cas qu'on en fait. Il n'est ici question que des vices qui regardent la corruption des mœurs , & non pas de ceux qui troublent la tranquillité pu-

blique, comme, par exemple, l'enlèvement, le viol ; car ils appartiennent à la quatrième classe des délits.

71. Les délits qui troublent le repos des citoyens, sont ceux que l'on a mis dans la troisième classe. La punition qu'on doit infliger dans ces cas-là, doit aussi se prendre de la nature même de l'action, & se rapporter à ce repos ; comme, par exemple, que le coupable soit privé de cette tranquillité qu'il a attaquée, qu'on le bannisse, qu'on lui inflige des corrections ; de semblables moyens peuvent ramener des hommes inquiets dans le bon chemin, & les ranger dans l'ordre qu'ils doivent observer. Je comprends sous ce genre de délits contraires au repos public, seulement ceux qui ne consistent que dans la violation de l'ordre.

72. Ceux qui troublent ce re-

pos, & qui en même tems attaquent la sûreté publique, commettent des délits qui sont compris dans la quatrième classe.

Lès punitions que l'on inflige à ceux-ci, sont celles que l'on nomme peines capitales. C'est une façon de rendre à ces gens-là la pareille ; puisqu'on leur refuse en quelque manière toute sûreté, dont, au reste, ils ont privé, ou ont voulu priver leurs concitoyens. Ces peines sont tirées de la nature même de l'action ; elles sont fondées en raison, & naissent du principe même du bien & du mal. Un citoyen mérite la mort, lorsqu'il a violé la sûreté publique, au point d'avoir ôté la vie à quelqu'un, ou seulement d'avoir voulu attenter à ses jours. La peine de mort est un remède pour une société malade. Quand on a violé la sûreté publique à l'égard de la possession des biens, on peut démon-

trer que dans ces cas là , on ne doit pas infliger de peines capitales : il paroît qu'il est mieux & plus conforme à la nature des choses , de punir par la privation des biens , ceux qui violent dans ce sens la sûreté des biens. Et , en effet, il ne devroit y avoir d'autres loix à cet égard , pourvu que tout le monde possédât une quantité égale de biens. Mais , comme il arrive que ceux qui sont les plus portés à attaquer les biens d'autrui , sont ceux précisément qui n'ont rien , il a fallu , par rapport à eux , substituer une peine capitale à une amende pécuniaire. Tout ce que nous avons dit , est fondé sur la nature de la chose , & sert à défendre la liberté civile.

A R T I C L E V I I I.

Des peines.

73. L'amour de la patrie, la crainte & la honte de quelque marque d'infamie, sont des moyens de retenir les hommes, & de les empêcher de commettre des crimes.

74. Sous un gouvernement modéré, ce sera la plus grande punition qu'on pourra infliger à un citoyen, que de le convaincre qu'il est coupable du crime dont on l'accuse. Par ce moyen les loix civiles ramèneront plus facilement les vicieux dans le bon chemin, sans qu'on soit obligé d'employer beaucoup de force.

75. Le législateur d'un tel Etat, ne s'occupera pas tant à punir les crimes, qu'à employer les moyens de les prévenir. C'est à quoi, il faut mettre tous ses soins. Il faut

faire naître dans le cœur des citoyens, au moyen des loix, des mœurs pures, & non pas abatre leur courage & leur esprit, en infligeant des peines corporelles & capitales.

76. En un mot : tout ce que la loi appelle punition, n'est dans le fond rien autre, que la peine & la douleur.

77. Nous savons, par expérience, qu'il est des pays, où les peines les plus douces agissent avec autant d'efficacité sur l'esprit des hommes, que le font ailleurs les punitions les plus sévères.

78. Quand il arrive dans un Etat, que quelqu'un cause un désordre, d'où il résulte un dommage de très-grande conséquence ; si le gouvernement est violent, il y portera incontinent remède & enlèvera le mal, & au lieu de travailler à faire exécuter les anciennes loix, il ordonne les pei-

nes les plus cruelles qui arrêtent le mal tout d'un coup. Il arrive à l'égard de ces peines trop sévères, la même chose qu'à l'égard des peines les plus douces, on en perd à la fin la crainte, & on seroit bientôt forcé d'employer les châtimens les plus sévères dans tous les cas.

79. Il ne faut jamais pousser les hommes à l'extrémité; mais il faut se servir avec précaution des moyens que la nature nous donne, pour les faire parvenir au but où nous voulons qu'ils tendent.

80. Examinez avec soin, & remontez aux causes du désordre, vous trouverez que c'est l'impunité du crime qui lui donne naissance, & non point la douceur des châtimens. Suivons la nature, elle a donné la honte à l'homme pour lui servir de correction; faisons donc en sorte que la honte soit

toujours la partie la plus douloureuse du châtiment.

81. S'il est quelque part un Etat, où l'infamie ne soit pas une fuite du châtiment, il faut en attribuer la cause à la tyrannie du gouvernement, qui inflige, sans distinction, le même châtiment à un scélérat & à un homme vertueux.

82. Si l'on voit des Etats où les hommes ne peuvent être retenus, que par la crainte des peines les plus sévères, soyez assuré que cela est dû à la dureté du gouvernement, qui a commencé par infliger de pareilles peines pour des fautes légères.

83. Un législateur qui s'est proposé de guérir un mal, ne pense, pour l'ordinaire, uniquement qu'à cette guérison; il dirige ses regards uniquement sur cet objet, sans appercevoir toutes les mauvaises suites qui peuvent en résulter.

Lorsque le mal est une fois guéri, on n'apperçoit plus que la dureté du législateur ; & cela ne manque pas de faire contracter au peuple chez qui cela a lieu , quelque vice nouveau : car l'esprit se corrompt, il se familiarise insensiblement avec ces actes de violence.

84. On voit dans l'histoire, que les Japonois ont coutume de traiter leurs enfans avec beaucoup de douceur , parce que la punition ne feroit qu'à endurcir leur cœur : ils disent de même , qu'il ne faut pas traiter avec trop de dureté les esclaves ; parce qu'on peut facilement les porter à se défendre. Il est étonnant qu'un peuple qui a si bien senti, quel esprit devoit présider à la direction d'une famille , n'ait pas su découvrir de même, quel esprit doit diriger le gouvernement d'un Empire & des citoyens.

85. On peut encore trouver

d'autres moyens pour ramener au droit chemin ceux qui s'en écartent. On peut essayer, dans cette vue , de se servir des préceptes de la religion qui sont conformes au génie d'un tel peuple ; on peut encore faire usage de ceux que fournit la philosophie & la morale ; on peut employer des récompenses accordées ou des peines infligées à propos ; faire un bon emploi des regles de l'honneur , en usant de punitions qui entraînent après elles l'infamie ; & enfin faire enforte que chacun en suivant les loix , soit assuré de jouir de tous les avantages qui naissent d'un bien-être constant & d'une vie tranquille. Mais quand on auroit à craindre , que des hommes qui sont déjà accoutumés à des peines sévères , ne puissent plus être tenus en bride par des peines plus douces , & que leur esprit n'ait été gâté par une trop

grande sévérité , il faut se souvenir de cette règle si fondée sur l'expérience ; que le législateur doit procéder par des voies cachées & insensibles , & que quand il se présente des fautes susceptibles de grace , il faut modérer au moins la punition, & suivre cette méthode jusqu'à ce que les circonstances permettent d'en agir de même dans tous les cas.

86. Il est de la dernière injustice, de punir de la même manière un voleur qui se contente de voler , & un voleur qui non-seulement vole , mais qui tue en même tems. Il n'est personne qui ne voie clairement, qu'à l'égard de la sûreté publique , il est une différence à faire dans la peine qu'on doit infliger à ces deux sortes de malfaiteurs.

87. Les voleurs de grands chemins , dans de certains pays , ne tuent jamais , par la raison qu'ils

esperent d'être simplement envoyés dans des colonies éloignées ; parce qu'ils peuvent se trouver dans le cas de ces voleurs , qui n'ont commis qu'un vol , & auxquels on accorde cette grace ; les meurtriers , au contraire , n'ont rien de semblable à espérer.

88. Les bonnes loix tiennent un juste milieu entre les extrêmes ; elles ne se contentent pas toujours de condamner les délinquants à des amendes pécuniaires ; & elles n'infligent pas non plus toujours des peines capitales.

Il est juste d'abolir toutes les peines , par lesquelles le corps humain est défiguré.



A R T I C L E IX.

De l'administration de la justice en général.

89. La puissance d'un juge consiste uniquement dans le maintien des loix , afin que l'on ne doute pas de la liberté & de la sûreté des citoyens.

90. C'est dans ce but-là , que Pierre le Grand a sagement établi un sénat , des colleges , & des tribunaux inférieurs , qui administrent la justice au nom du Prince & suivant les loix : & c'est à cause de cela qu'on a rendu l'appel au Souverain même si difficile ; c'est une loi qui doit être regardée comme inviolable.

91. Il faut par conséquent établir des tribunaux de judicature.

92. Les sentences qui émanent de ces tribunaux , doivent

toutes être conservées & être rendues publiques ; afin que l'on ne juge pas dans ces justices aujourd'hui , d'une manière différente de celle de hier ; afin aussi que les biens & la vie des citoyens , soient autant en sûreté , que la constitution même de l'Empire.

93. Les juges qui président à ces tribunaux , sont donc obligés d'examiner avec toute l'attention possible , les objets qui leur sont présentés ; parce que non-seulement la vie & les biens des citoyens , mais aussi leur honneur dépendent de ces décisions.

94. Les juges sont donc tenus d'examiner d'autant plus soigneusement , & plus scrupuleusement , les causes soumises à leur décision , que ces causes sont de plus grande importance. Il ne faut donc pas s'étonner , si l'on trouve parmi les loix d'un Empire , tant de regles , tant de restric-

tions, tant d'amplifications, qui ne viennent uniquement que de la multitude de cas particuliers, & qui paroissent métamorphoser en une espece de science, ce que le simple bon sens pouvoit dicter.

95. La différence des dignités, des naissances & du caractère des hommes, qu'on remarque dans un Empire, occasionnent le plus souvent beaucoup de partages & de divisions, à l'égard de la nature des biens; & les loix qui se rapportent à ces distinctions, peuvent encore beaucoup augmenter le nombre de ces divisions.

96. Suivant cela, il est différents genres de patrimoine, tels sont un bien propre, un bien acquis, un bien dotal, un bien paternel, maternel, une succession mobilière, &c.

97. Il est des loix qui regardent chacune de ces especes de biens en particulier, auxquelles il

faut se conformer dans les différentes décisions, & qui servent à partager le tout encore dans un plus grand nombre de parties.

98. Et plus le nombre des procès augmente devant un tribunal souverain, & plus aussi la jurisprudence se charge de décisions; & l'on en voit sortir des jugemens, qui quelquefois sont en contradiction les uns avec les autres; soit parce que les différents juges qui se sont succédés les uns aux autres, ont pensé différemment sur un même sujet, ou parce qu'une fois une cause a été bien défendue & une autre fois mal; ou enfin par une suite des abus qui se glissent insensiblement dans tout ce qui passe par les mains des hommes.

99. C'est un mal inévitable, que le législateur doit réformer de tems à autres, comme une

chose contraire à la nature de tout gouvernement modéré.

100. Car si quelqu'un est forcé d'avoir recours aux tribunaux de judicature, il faut que ce soit la nature de la constitution de l'Empire qui l'engage à cela, & non pas la contradiction & l'incertitude des loix.

101. Dans ces pays, où l'on a introduit des distinctions entre les personnes, il faut aussi qu'il y ait des distinctions personnelles établies par les loix. Il est une distinction personnelle que les loix confirment, & qui est la moins de toutes à charge au public, c'est celle qui consiste dans la liberté de faire juger une cause devant un tel tribunal, plutôt que devant tout autre. Mais cela donne lieu à une nouvelle difficulté, savoir, comment il faut reconnoître devant quel tribunal il doit porter sa plainte ?

102. On entend souvent dire en Europe , qu'il faudroit que la justice se rendît par-tout comme on la rend en Turquie ; sur ce pied-là on diroit que les Turcs font le seul peuple sous le soleil , qui , malgré sa crasse ignorance , connoisse parfaitement une chose , dont il importe si fort à tout le monde d'avoir de justes idées.

103. Si vous faites attention aux formes & aux usages juridiques , vous trouverez sans doute beaucoup à redire , lorsque vous vous représentez toutes les peines qu'il en coûte au plaignant , pour parvenir , au moyen d'un jugement dans les formes , à la possession de ce qui lui appartient , & à la réparation de l'injure qui lui a été faite. Mais si vous les comparez avec la liberté & la sûreté des citoyens , vous trouverez que le nombre en est encore trop petit , & vous verrez que la peine ,

les dépenses, les délais, & même les dangers qu'une affaire court quant à sa réussite, n'est autre chose qu'une espèce de contribution, que le citoyen paie pour le maintien de sa liberté.

104. En Turquie où l'on ne fait attention, ni aux biens, ni à la vie, ni à l'honneur des sujets, toutes les querelles & les difficultés sont bientôt applanies, soit d'une façon ou d'une autre. Il leur est indifférent de terminer une affaire de quelque façon que ce soit : ils se contentent seulement de la finir, n'importe comment. Le Bacha, ayant entendu une fois les parties, fait distribuer à l'une ou à l'autre des coups de bâtons sous la plante des pieds, suivant ce que bon lui semble, & les renvoie ainsi chez eux.

105. Dans les Etats, au contraire, où il y a une forme de gouvernement modérée, où la

vie , les biens , l'honneur du moindre des fujets font pris en considération ; là aucun ne perd sa vie , ses biens , ou son honneur , qu'après qu'on a long-tems & soigneusement recherché la vérité. Sous un tel gouvernement on n'ôte la vie à personne, à moins que la patrie ne s'élève contre lui ; & la patrie ne demandera jamais la vie de personne , sans lui avoir donné auparavant tous les moyens de se défendre.

106. Les usages juridiques s'augmentent donc à proportion du cas que l'on fait de l'honneur , des biens, de la vie & de la liberté des citoyens.

107. Il faut entendre les accusés, non-seulement pour avoir une juste idée de la chose qui est à leur charge ; mais aussi afin qu'ils puissent se défendre : il faut qu'ils le fassent eux-mêmes , ou bien qu'ils

qu'ils chargent quelqu'un de les défendre.

108. Il est des gens qui croient, que ce devrait être le juge qui est entré le dernier dans le corps, qui par sa charge devrait défendre les accusés ; comme, par exemple, chez nous, c'est à quoi est appelé l'Enseigne d'une compagnie. Delà viendrait encore un autre avantage, savoir, que par là l'habileté des juges augmenterait beaucoup.

109. Tout ce que l'on entend ici par le mot de défendre, c'est de présenter aux juges tout ce qu'on peut dire à l'avantage de l'accusé, & qui peut servir à sa justification.

110. Des loix qui condamnent un homme, après avoir entendu un seul témoin, sont pernicieuses à la liberté. Du tems des successeurs de Constantin I, il étoit une loi qui portoit, que le témoigna-

ge d'une seule personne d'une dignité éminente, suffisoit pour prouver, sans rien de plus, que l'accusé étoit coupable de ce que l'on mettoit à sa charge; & la même loi portoit qu'on ne devoit après cela écouter personne là-dessus. Une question étoit alors bientôt décidée suivant la volonté de ce législateur, mais aussi quelquefois d'une façon très-singulière; car on jugeoit d'une chose suivant la personne, & de la personne suivant la dignité.

III. Le bon sens demande que l'on admette au moins deux témoins; car un témoin qui assure une chose, & un accusé qui la nie, sont deux autorités égales & opposées l'une à l'autre; c'est pourquoi il faut qu'il y ait encore une troisième personne, pour réfuter l'accusé, si d'ailleurs on n'a pas des preuves incontestables, ou que

les deux parties ne s'en rapportent pas à un troisieme.

112. On regarde la déposition de deux témoins comme suffisante pour punir tous les crimes. La loi s'y fie autant que si c'eût été la vérité même, qui eût parlé par leurs bouches. On examinera cela plus au long dans le chapitre suivant.

113. On juge presque dans tous les pays, que tout enfant né pendant l'état de mariage, doit être censé légitime : la loi à cet égard s'en rapporte à la déposition de la mere. Cependant si dans ce cas, on a voulu se contenter de cela, c'est à cause de l'obscurité qui y regne, & que la loi généralement ne peut éclaircir.

114. L'usage de la torture est contraire à la saine raison ; l'humanité même s'élève contre cette pratique, & demande qu'on l'abo-

lisse entièrement. Nous voyons de nos yeux un peuple très-vanté par la constitution de son Etat, qui la rejette, sans trouver que l'absence de ce moyen lui cause le moindre préjudice. Par conséquent, elle n'est point nécessaire par sa nature. Nous en parlerons plus au long dans la suite.

115. Il est des loix, qui permettent l'usage de la torture, dans le cas où l'accusé ne veut reconnaître, ni qu'il est innocent, ni qu'il est coupable.

116. C'est ôter toute la force au serment que de le rendre trop commun. On ne doit jamais admettre personne à prêter serment, que dans le cas où celui qui jure, n'y trouve aucun avantage pour lui-même, & n'en procure aucun ni au juge ni aux témoins.

117. Des personnes qui doivent paroître en jugement pour cause de grands crimes, doivent

par le consentement de la loi, pouvoir choisir leurs juges, ou au moins ils doivent avoir le droit de rejeter ceux qu'ils jugeront à propos; enforte que l'on puisse dire, que ceux qui restent pour juger le criminel, n'y sont que de son consentement.

118. Il feroit de même juste, que quelques-uns des juges fussent les pairs du criminel; c'est-à-dire, qu'une partie des juges soit prise parmi les gens de son état, afin qu'il n'ait pas lieu de penser, qu'il est tombé entre les mains de gens, qui dans sa cause peuvent tourner à son préjudice la force dont ils sont revêtus: on en voit des exemples dans les conseils de guerre.

119. Quand l'accusé est jugé; ce ne sont pas les juges qui lui infligent la punition, mais c'est la loi.

120. Les sentences doivent être

aussi claires & aussi solidement motivées qu'il est possible, & être conçues en termes qui se rapportent expressement à ceux de la loi. Si les sentences ne renferment que les différentes idées du juge, les citoyens vivroient, sans connoître précisément les devoirs réciproques, qu'ils sont tenus de se rendre les uns aux autres dans cet Etat-là.

121. Je vais rapporter différentes coutumes usitées pour rendre les sentences. Dans certains pays, on enferme les juges, & on ne leur donne ni à boire ni à manger, jusqu'à ce qu'ils soient unanimes pour prononcer leur sentence.

122. Il est d'autres pays où les juges procedent comme s'ils faisoient l'office de médiateurs ; ils examinent ensemble l'affaire dont il s'agit, se font part les uns aux autres de leurs idées, confe-

rent entr'eux , & moderent leurs sentimens , afin de tomber une fois d'accord & de réunir les voix.

123. Les Romains n'admettoient devant les tribunaux que la seule demande ou requête , sans diminution , augmentation , ou modification.

124. Les Préteurs , c'est-à-dire , les juges civils , imaginerent , après cela , certaines formules juridiques , que l'on nommoit formules d'une bonne conscience , suivant lesquelles , le jugement rendu étoit principalement fondé sur la pénétration , & sur les scrupuleuses recherches du juge.

125. On éconduit le plaignant qui porte une plainte fautive : mais l'accusé doit être puni , s'il n'a pas voulu avouer ce dont il est effectivement coupable ; par-là on conserve de part & d'autre , le sentiment d'une bonne conscience.

126. Si on accorde le droit aux tribunaux de judicature , qui sont chargés de veiller au maintien des loix , d'arrêter un homme qui peut donner de bonnes cautions , alors c'en est fait de la liberté , à moins qu'on ne s'assure de la personne d'un tel homme , pour l'obliger de répondre sur le champ sur l'accusation d'un crime , qui suivant les loix mérite la mort. Il demeure dans ce cas - là toujours libre , car il ne se soumet à d'autre puissance qu'à celle de la loi.

127. Mais si la puissance législative croit être en danger , parce qu'elle a cru appercevoir qu'il se tramait quelque conspiration contre l'Etat ou le Souverain , ou bien parce qu'elle a découvert qu'on étoit d'intelligence avec un Etat ennemi ; alors ceux qui ont en main la force coactive , peuvent permettre d'ar-

réter pour un certain tems des citoyens suspects, qui ne perdent leur liberté que pour un tems, & afin que dans la fuite ils la puissent conserver en entier.

128. Mais il vaut mieux que les loix établissent clairement les cas importans, dans lesquels on ne peut pas recevoir de caution en place de l'accusé. Car dans tous les pays, les loix ôtent la liberté à tous ceux qui ne peuvent pas trouver de caution, & pour aussi long-tems, que le danger public ou particulier le demande. Mais on traitera cette matiere plus en détail à l'article X.

129. Quoi qu'on doive envisager tous les délits comme un outrage contre la société, il est cependant une distinction à faire, savoir, si l'action d'un citoyen n'offense qu'un autre citoyen, ou si le délit regarde l'Etat en particulier, en vertu des relations qui

attachent le citoyen à l'Etat. On nomme les premiers, délits particuliers, & les autres, délits publics,

130. Dans quelques royaumes, le Roi qui n'a été placé sur le trône, qu'afin de faire observer les loix dans toute l'étendue du royaume, établit par l'autorité de la loi même, dans toutes les cours de justice, un homme qui poursuit le crime au nom du Roi, & cela produit cet effet, que le nom du dénonciateur est inconnu dans ce pays-là. Mais quand on soupçonne ce vengeur public du crime d'abuser de la puissance qu'on lui a confiée, on l'oblige de produire la personne, qui lui a fait connoître le coupable. Celui qui est chargé de cet office, veille au bien-être des citoyens, & recherche les coupables, & les autres citoyens restent en repos. Chez nous Pierre le Grand char-

gea les Procureurs de faire paroître en justice , tous ceux qui s'étaient rendus coupables de quelques fautes , n'avoient cependant pas de délateurs. Il ne nous reste qu'à créer une charge telle qu'on vient de la décrire , pour aider ces Procureurs , ou pour être à leur tête ; on trouvera ainsi chez nous un plus petit nombre de délateurs.

131. Cette loi Romaine étoit bien digne de blâme , qui permettoit aux juges de prendre de petits présents , pourvu que leur somme ne montât pas dans le courant de l'année au-delà de cent écus. Ceux à qui on ne fait aucun offre , ne demandent rien ; mais ceux auxquels on donne peu , demandent beaucoup , & sont enfin infatiables. Outre cela , est-il plus facile de séduire un homme qui ne doit rien prendre & qui prend quelque chose , qu'un autre qui prend plus qu'il ne devoit

prendre, & qui est toujours obligé de chercher beaucoup d'échappatoires, de trouver des excuses, des raisons, & des prétextes pour se disculper?

132. Il étoit une loi parmi les Romains, qui défendoit la confiscation des biens, à moins que ce ne fût pour cause de crime de leze Majesté, & seulement encore au suprême degré. Il ne seroit pas déraisonnable de suivre une telle loi & d'établir, que les biens ne peuvent être confisqués que pour de certains crimes; & même que l'on ne peut assujettir à cette peine de confiscation que les biens acquis.



A R T I C L E X.

Des formes de la Justice criminelle.

133. Notre intention n'est pas d'entrer ici dans de grands détails sur les délits, de les diviser en différents genres, ni de déterminer quelle peine on doit infliger à chaque crime. Nous les avons déjà divisés en quatre classes. Si nous voulions suivre un autre procédé, il arriveroit que la multitude & la diversité des choses, de même que les diverses circonstances du tems, nous conduiroient dans des détails infinis. Il nous suffira 1°. de donner les regles fondamentales les plus générales : 2°. d'indiquer quels sont les crimes les plus préjudiciables.

134. *Premiere question.* Quelle est l'origine des peines, & quel est le principe sur lequel le droit

de punir les hommes repose ?

135. On peut appeller les loix, des moyens qui servent à réunir les hommes en société, & sans lesquelles aucune société ne peut subsister.

136. Mais il ne suffisoit pas de fournir aux hommes ces moyens, qui devoient leur servir de garant de leur sûreté, il falloit aussi leur donner quelque force ; & c'est dans ce but que l'on a infligé des peines à ceux qui le violent.

137. Toutes les punitions deviennent injustes dès qu'elles ne sont pas nécessaires ; car par-là ce garant de la sûreté publique perd tout son prix.

138. Il suit, en premier lieu, de ces principes, qu'il n'appartient à personne, excepté aux loix, d'établir des peines pour les coupables, & que c'est le législateur uniquement, comme étant celui

qui réunit en sa personne tout l'Etat, & qui en a en main toute la puissance, à qui il appartient de créer des loix pour infliger des peines. Delà suit encore, que les juges & les tribunaux, étant eux-mêmes partie de ce public, ne peuvent point se fonder sur l'équité, ni se servir du prétexte du bien public, pour infliger à un des membres de ce public, des peines dont les loix ne font pas mention.

139. Il suit delà, en second lieu, que le Prince qui représente cette puissance qui protege l'Etat, & qui l'a en ses mains, est le seul qui puisse établir une loi générale pour les peines, à laquelle tous les membres de l'Etat sont tenus de se soumettre. Dans ce but-là, il se renfermera dans ce qui a été dit au §. 90. pour se diriger à cet égard. Il faut par conséquent qu'il établisse d'autres personnes, qui

jugent suivant la teneur des loix.

140. Il suit, en troisieme lieu, que si cette vertu qui a pitié de l'humanité, n'avoit déjà pas fait rejeter les supplices cruels, on auroit des raisons suffisantes de les rejeter, parce qu'ils ne servent à rien, & que par conséquent ils sont injustes.

141. Il suit, en quatrieme lieu : que les juges qui jugent d'un délit, n'ont point le droit d'expliquer les loix pénales, parce qu'ils ne sont pas législateurs. Vous demanderez sans doute, qui les expliquera ? Je réponds que c'est le Prince & non pas le juge. Car le devoir d'un juge consiste uniquement, à rechercher si un tel homme a effectivement commis telle action contre la loi, ou s'il ne l'a pas commise.

142. Ainsi, tout homme qui juge sur un délit, peut se contenter d'un seul syllogisme pour tout

raisonnement , dont la première proposition renferme la loi ; la seconde proposition fait une application de la loi à l'action , si elle est conforme ou contraire à la loi ; & enfin la conclusion par laquelle l'accusé est absous ou condamné. Lorsque le juge soit pour s'éclaircir soi-même , soit à cause de l'obscurité de la loi , fait plus d'un raisonnement dans une cause criminelle , alors tout devient incertain & obscur.

143. Il n'est rien de si dangereux que ce qui se dit assez généralement, savoir : qu'il faut faire attention à l'esprit de la loi plutôt qu'à la lettre de la loi. Cela veut dire en tout autant de termes , qu'il faut rompre la digue qui s'oppose au cours impétueux des opinions humaines. C'est ici une vérité incontestable , dût-elle même paroître étrange à quelques personnes , savoir à ceux qui sont

plus affectés à la vue de quelques petits désordres , qu'ils ne le sont à la vue de suites beaucoup plus nuisibles , mais encore éloignées , & qui sont une suite d'un faux principe qui a été adopté par un peuple. Tous les hommes ont différentes manieres de se représenter les choses , & chacun a la sienne propre. Le sort d'un citoyen porté de tribunaux en tribunaux , pourroit ainsi voir sa vie & sa liberté dépendre de quelque faux jugement, ou bien de la mauvaise humeur du juge. Les mêmes crimes seroient punis différemment par les mêmes tribunaux , suivant les différents tems , s'il arrivoit jamais que l'on admît cette façon arbitraire d'expliquer les loix , & qu'on ne s'en tint pas à la signification précise des mots de la loi.

144. Les fautes qui résultent de ce que l'on s'en tient aux ter-

mes exprès de la loi , ne font pas à comparer avec les désordres qui naissent d'une autre méthode. Ces défauts passagers obligent quelquefois le législateur à faire de petits changemens nécessaires dans les termes de la loi , qui sont susceptibles d'un double sens. On prévient par-là toutes les explications arbitraires , & tant d'autres subtilités , qui ne servent qu'à causer la ruine de chaque citoyen.

145. Quand les loix ne sont pas exactement déterminées : quand on ne doit pas les entendre mot à mot , & lorsque le devoir du juge ne consiste pas à rechercher si une action est contraire à la loi ou si elle lui est conforme : si le principe fondamental du juste & de l'injuste , qui doit servir de guide à l'homme éclairé , & à l'ignorant pour y conformer ses actions , n'accompagne par les recherches exactes du juge , qui

veut favoir si on a fait une chose , ou si on ne l'a pas faite ; alors le sort d'un citoyen est exposé à bien des revers.

146. Mais si les loix sont tellement conçues , qu'on puisse toujours les prendre au pied de la lettre , chacun pourra alors exactement calculer & voir les suites fâcheuses d'une mauvaise action , ce qui est d'une grande utilité. C'est encore ce qui met les citoyens en sûreté , tant à l'égard de leurs biens que de leurs personnes ; avantage que les sociétés ont eu en vue & pour but quand elles se sont formées , & sans lequel le lien qui les réunit se romproit.

147. Si le droit d'expliquer les loix est un mal , ce n'en est pas un moindre , si les loix sont assez embrouillées pour avoir besoin d'explication. Il est encore plus mauvais , quand elles sont écrites

dans une langue inconnue au peuple, ou bien lorsqu'on y trouve des expressions inconnues.

148. Les loix doivent être écrites en langue vulgaire, & le code qui les renferme toutes, doit être un livre de moyenne grandeur, que l'on puisse acheter à bon marché, comme l'on fait un catéchisme. Si le citoyen, au contraire, n'est pas en état de connoître par lui-même les suites fâcheuses, que des actions mauvaises peuvent avoir à l'égard de sa personne ou de sa liberté, il devient en quelque sorte l'esclave d'un certain nombre de personnes, qui ont pris les loix sous leur protection, & qui les expliquent suivant ce que bon leur semble. Plus il y aura de personnes qui liront & entendront les loix, & moins il y en aura qui les violeront. C'est pourquoi il faut ordonner dans toutes les écoles, d'employer pour

apprendre à lire aux enfans , tantôt des livres de religion & tantôt de ceux qui traitent des loix.

149. *Deuxieme question.* Quels sont les meilleurs moyens dont on puisse faire usage pour s'assurer de la personne d'un citoyen , ou pour découvrir un crime , ou pour en convaincre quelqu'un ?

150. Permettre qu'un tribunal qui est tenu de juger selon les loix , & qui a le pouvoir d'arrêter un citoyen , arrête en effet & ôte la liberté à un citoyen sous de foibles prétextes , tandis qu'il laisse libre un autre citoyen contre lequel on a les indices les plus clairs ; c'est pécher contre la sûreté personnelle des citoyens.

151. Mettre quelqu'un aux arrêts , est une punition qui differe de toutes les autres en ceci, qu'elle precede nécessairement toute espece de jugement.

152. Mais on ne doit infliger

cette peine à personne, à moins qu'il ne soit vraisemblable, qu'il s'est rendu coupable de quelque faute.

153. Il faut par conséquent que les loix fassent clairement connoître les indices du crime, qui sont suffisants pour faire arrêter celui sur qui ils tombent & qui est accusé ; & même encore la méthode qu'on doit suivre dans les interrogations , puisque c'est-là un genre de peine. Par exemple :

154. La voix du peuple qui l'accuse généralement, sa fuite, un aveu qu'il peut avoir fait auparavant, le témoignage d'un complice, les menaces & l'animosité qui régnoit entre le plaignant & l'accusé, l'action même & d'autres indices pareils, toutes ces choses-là fournissent des raisons suffisantes pour arrêter un citoyen.

155. Mais il faut déterminer ces preuves par les loix, & ne les

pas laisser à la volonté arbitraire des juges , dont les décisions répugnent toujours avec la liberté des citoyens , lorsqu'elles ne sont pas tirées d'une règle du code général des loix , quelle que soit la nature de la chose.

156. Lorsqu'on ne craindra plus autant la prison , c'est-à-dire , lorsque la commisération & l'humanité auront pénétré jusques dans les prisons & dans le cœur des valets de justice , alors les loix se contenteront des indices ci-dessus pour arrêter quelqu'un.

157. C'est une différence d'ar-
rêter quelqu'un , ou de le mettre
en prison.

158. Mettre quelqu'un aux ar-
rêts , ne dit autre chose , sinon
s'assurer de la personne d'un ci-
toyen accusé , jusqu'à ce que l'on
soit assuré , s'il est coupable de ce
dont on l'accuse , ou s'il est inno-
cent. C'est pourquoi il doit être
détenu

détenu aussi peu de tems , & on doit le traiter pendant son arrêt avec autant de bonté qu'il est possible. Il ne faut pas y employer plus de tems , qu'il n'est nécessaire , pour mettre la chose en état d'être présentée aux juges. Toute la rigueur que l'on doit mettre là-dedans , ne doit avoir pour objet, simplement que d'empêcher l'accusé de s'échapper , ou de mettre au jour les circonstances précises du délit. Il faut que l'affaire soit décidée le plutôt possible.

159. Il ne faut pas que ce soit une tache à l'honneur de quelqu'un , que d'avoir été mis aux arrêts, s'il a été jugé innocent. Ne voyons-nous pas qu'il y a eu parmi les Romains des citoyens , qui ont été chargés devant les tribunaux des plus grands crimes , & qui ont été élevés aux plus hautes dignités , après qu'on a reconnu leur innocence ?

D

160. La prison est une suite de la sentence des juges , & elle est une espece de punition.

161. Il ne faut pas que le même lieu serve à mettre en sûreté ; 1°. un homme accusé avec quelque vraisemblance d'un crime ; 2°. un homme qui en est convaincu ; 3°. un homme auquel on a prononcé sa sentence. Le premier est simplement aux arrêts , & les autres sont en prison. Pour ceux-ci , la prison est une partie de la peine , & pour celui-là , c'est la seule peine.

162. On ne doit pas envisager comme une punition , d'être simplement mis aux arrêts ; mais on ne doit envisager cela que comme un moyen de s'assurer de la personne de l'accusé , & de l'assurer par-là d'autant mieux de sa liberté , au cas qu'on le trouve innocent.

163. Personne n'est déshonoré au service , pour avoir été mis aux

arrêts ; il faut que les citoyens regardent les arrêts civils sur le même pied.

164. On change les arrêts en prison, au cas que l'accusé soit trouvé coupable. Par conséquent, il faut qu'il y ait trois différents lieux destinés à cela.

~~165.~~ Ce que je vais dire maintenant servira de plan général pour la manière dont il faut procéder pour s'assurer de la réalité d'une faute commise. Quand les preuves d'une action sont tellement dépendantes les unes des autres, que les indices du crime & leur vérité, ne puissent être établis que les uns par les autres ; tout comme quand la vérité de plusieurs preuves dépend de la vérité d'une seule, alors la vraisemblance d'une action, n'est ni augmentée, ni diminuée par la multitude des preuves : car alors le tout ne dépend que d'une seule preuve ; & si cette

preuve unique n'est pas de poids , toutes les autres ne sont d'aucune valeur. Mais si les preuves ne sont pas dépendantes les unes des autres , & que la vérité de chacune ne dépende que d'elle-même , alors la vraisemblance de l'action augmente à proportion de la quantité d'indices ; & alors , quand même on trouveroit une de ces preuves qui ne seroit pas fondée , elle ne diminue en rien la force des autres. On trouvera peut-être étrange , que je me serve du terme de *vraisemblance* en parlant des délits , puisqu'on ne doit pas douter de leur réalité , quand on veut punir : mais il faut remarquer ici , qu'une certitude morale n'est qu'une vraisemblance que l'on appelle certitude , parce que tout homme raisonnable est forcé de la reconnaître pour telle.

166. On peut distinguer deux genres de preuves de délits , sa-

voir des preuves complètes , & incomplètes. J'appelle preuves complètes celles qui ôtent toute possibilité de prouver l'innocence de l'accusé ; les preuves incomplètes sont celles , au contraire , qui n'ôtent pas cette possibilité. Une seule preuve complète suffit pour assurer la justice de la sentence d'un criminel.

167. Pour ce qui regarde les preuves incomplètes , il faut en avoir une grande quantité pour en faire une preuve complète ; c'est-à-dire , il faut que toutes ces preuves réunies , fassent voir qu'il est impossible de rien alléguer pour défendre l'accusé , quoique chaque preuve prise à part ne puisse pas faire voir la même chose. A quoi il faut ajouter , qu'une preuve incomplète , & à laquelle le criminel n'a rien à répondre pour servir à sa justification , quoique son innocence dût lui en donner

les moyens, devient en ce cas-là une preuve complete.

168. Lorsque les loix sont claires & bien déterminées, tout l'office du juge consiste à mettre au jour l'action.

169. Il faut user de beaucoup de diligence, & avoir beaucoup d'habileté pour rechercher les preuves d'un délit, & il faut beaucoup d'exactitude & une grande clarté dans les idées, pour terminer les enquêtes & en tirer une conclusion. Quand il n'est plus question que de prononcer une sentence définitive, il n'est besoin que d'avoir simplement un bon génie qui ne donne pas à gauche en raisonnant; ce qui est un guide infiniment plus certain, que tout le savoir d'un juge, qui est accoutumé de trouver par-tout des coupables.

170. C'est par la même raison que la loi qui ordonne, que les

criminels seront jugés par leurs pairs, est utile au pays où elle est usitée. Car, quand il s'agit de la destinée d'un citoyen, toute considération, toute distinction d'état, de richesses, & de bonheur, doit totalement cesser. Ces distinctions ne doivent jamais être prises en considération par un juge vis-à-vis d'un accusé.

171. Si le délit est au préjudice d'un troisieme, il faut que la moitié des juges soient pris de la classe de l'accusé, & l'autre moitié de celle de l'offensé.]

172. Il est juste aussi que l'accusé puisse rejeter quelques juges, qu'il pourroit soupçonner de favoriser sa partie. Lorsque l'accusé jouit de ce droit, on peut envisager celui qui est condamné, comme ayant prononcé lui-même sa sentence.

173. Il faut rendre publiques les sentences des juges, & les faire

connoître au peuple , de même que la preuve des délits , afin que chaque citoyen puisse dire , qu'il vit sous la protection de la loi : c'est une idée qui encourage tous les citoyens , & qui est encore plus utile à un Prince, qui connoît & qui fait attention à ses véritables intérêts.

174. Il est une chose de la plus grande importance dans toutes les loix , savoir , de déterminer exactement les premières règles fondamentales , d'où dépendent l'authenticité des témoins , & la force des preuves de chaque délit.

175. Tout homme qui a l'entendement sain , c'est-à-dire , dont les idées se suivent dans un certain ordre , & dont les sensations sont les mêmes que celles d'un autre homme son semblable , celui-là peut servir de témoin ; & le degré de foi que l'on doit ajouter à ce qu'il dit , se mesure sur les

raisons qu'il peut avoir de dire la vérité, ou de ne la pas dire. On doit ajouter foi à ce que les témoins disent, lorsqu'ils n'ont aucune raison de dire des faussetés.

176. Nombre de gens regardent comme un effet de l'abus que l'on fait des mots, abus qui se glisse insensiblement dans le cours ordinaire de la vie, & qui a déjà poussé de fortes racines, l'opinion de quelques législateurs qui croient que l'on doit rejeter le témoignage d'un homme, qui a été condamné une fois par une sentence juridique. Un tel homme, disent les jurifconsultes, doit être censé mort civilement, & quiconque est mort, ne peut agir en aucune façon. Si le témoignage d'un coupable & qui a été condamné, n'apporte aucun empêchement dans le cours ordinaire de la justice, pourquoi n'accorderoit-on pas à un malheureux, à la veille d'être

prouver un fort terrible, (quoique le jugement ait été rendu contre lui) un court espace de tems pour lui aider à trouver la vérité, & pour se justifier de même que d'autres condamnés, en donnant de nouvelles preuves, qui changent la nature de l'affaire ?

177. Il est nécessaire qu'il y ait dans l'administration de la justice, certaines formes de procédure à observer ; mais les loix ne doivent pas tellement ordonner qu'on s'y tienne attachés, qu'elles puissent nuire aux innocents. Autrement elles feroient très-préjudiciables.

178. On peut donc admettre en témoignage tout homme qui n'est pas intéressé, & qui n'a aucune raison pour rendre un faux témoignage. Et la confiance que l'on doit avoir pour un témoin, est plus ou moins grande, selon qu'il est ami ou ennemi de l'ac-

cusé, ou qu'il regne entr'eux des liaisons ou des animosités.

179. Le témoignage d'un seul homme n'est pas suffisant, parce que si l'accusé nie ce qu'un seul témoin soutient, on ne peut pas avoir de certitude sur le fait; car l'un & l'autre ont le droit par devers eux d'être cru. Bien plus, cette égalité feroit pancher la balance du côté de l'accusé.

180. Le témoignage d'un homme est d'autant moins digne de foi, que le crime est énorme, & que les circonstances sont difficiles à croire. Ce principe doit entr'autre servir, lorsque quelqu'un est accusé de sortilège, ou de quelque cruauté qu'il auroit commise sans raison.

181. Celui qui par opiniâtreté ou par caprice, ne veut pas répondre aux questions qu'on lui fait en justice, mérite d'être puni; mais il faut déterminer la peine

par les loix. Il faut qu'elle soit des plus sévères , afin que les coupables servent inévitablement d'exemple au peuple comme cela le mérite. Mais cette punition devient inutile , quand il est hors de doute , que l'accusé est effectivement coupable du crime dont on l'accuse ; car quand il y a d'autres preuves invincibles pour le convaincre , il n'importe plus d'avoir son aveu. On fait d'ailleurs assez , & l'expérience nous le fait voir tous les jours , qu'ordinairement en fait de matieres criminelles , les coupables n'avouent jamais leurs crimes.

182. *Troisième question.* Ne blesse-t-on pas la justice en mettant un homme à la question , & est-ce un moyen propre pour parvenir au but auquel la loi tend ?

183. C'est une sévérité qui s'est introduite dans nombre d'Etats , par l'usage d'appliquer à la torture

un accusé dans le tems qu'on lui fait son procès. On prétend obtenir par-là son propre aveu ; on veut tirer au clair des contradictions dans lesquelles il s'est engagé dans ses interrogations ; on veut le contraindre à découvrir ses complices , ou à avouer d'autres crimes , qu'il auroit pu commettre , & dont cependant il n'est pas accusé.

184. I. Un homme ne doit pas être sensé coupable , avant que sa sentence soit prononcée , & les loix ne peuvent le priver de leur protection , jusqu'à ce qu'on ait prouvé , qu'il a violé les loix. Quel droit est-ce donc qu'un homme peut avoir , & qu'est-ce qui lui donne le pouvoir de punir un citoyen , lorsque l'on doute encore , s'il est coupable , ou s'il est innocent ? Il ne faut pas beaucoup de peine ni de réflexion , pour décider cette question. Le

crime est certain , ou il ne l'est pas. Est-il certain ? il ne faut donc pas infliger d'autres punitions au criminel, que celles que les loix indiquent pour un tel forfait : par conséquent la torture est inutile. Mais si le crime est incertain , il ne faut donc pas donner la torture par cette raison-là , puisqu'il est injuste de faire souffrir un innocent , & que suivant les loix , tout homme est innocent , lorsqu'on n'a pas prouvé son crime. Il est de la dernière importance , qu'aucun crime prouvé ne reste impuni. Un accusé n'est pas assez maître de soi-même , pendant qu'il est à la torture , pour dire la vérité. Auquel de ces deux faut-il plus ajouter foi ; à un homme qui par une fièvre ardente est transporté hors de lui-même , ou à un homme qui est de sens rassis , & qui se porte bien ? Le sentiment de la douleur peut augmenter à

un point, qu'il maîtrise entièrement l'ame , & qu'il lui ôte la liberté d'exercer ses facultés. Il ne lui reste pour ce moment rien autre , que de choisir le plus court chemin pour se délivrer de la douleur. Alors un innocent crie qu'il est coupable , uniquement pour faire cesser ses tourments. Et ce moyen , qui devoit servir à faire distinguer l'innocent du coupable , fait qu'il n'y a plus entr'eux aucune différence. Les juges sont tout aussi peu éclairés qu'avant la question , & ils savent tout aussi peu , si l'homme qu'ils ont devant eux est coupable ou innocent. Par conséquent, la torture est un sûr moyen de condamner un innocent qui seroit d'un tempérament délicat , & d'absoudre un coupable , qui se fie sur la force du sien.

185. II. On emploie encore la torture , pour éclaircir, comme l'on dit , les contradictions dans les

quelles l'accusé est tombé , en l'interrogeant : comme si la crainte des supplices , l'incertitude & le trouble qui affectent l'esprit , & même l'ignorance d'un fait , ne pouvoient pas tout aussi bien chez un innocent fort timide , être la cause de ses contradictions , que chez un malfaiteur qui cherche à cacher son crime. Que l'on se souvienne à ce sujet , que des personnes tranquilles & sensées , sont tout autant exposées à tomber dans des contradictions ; combien , à plus forte raison , n'y peut-on pas donner lieu , lorsque l'âme est agitée par les inquiétudes les plus grandes , & qu'elle est entièrement occupée de l'idée de ce qu'il faudroit faire ou tenter , pour se soustraire au danger qui menace ?

186. III. Mettre quelqu'un à la question , pour lui faire avouer s'il a commis d'autres crimes que

ceux dont il est déjà convaincu , c'est le moyen de laisser tous les crimes impunis , parce que le juge cherche toujours à en découvrir des nouveaux. D'ailleurs, cet usage est fondé sur ce raisonnement : tu es coupable d'un crime , par conséquent tu peux en avoir commis cent autres ; on te mettra donc à la torture , suivant la loi , non pas seulement parce que tu es déjà reconnu coupable ; mais parce que tu peux l'être beaucoup plus.

187. On applique encore à la question un accusé , pour le forcer à découvrir ses complices. Mais comme nous avons prouvé que la torture n'est pas un moyen propre à découvrir la vérité , il est évident qu'elle ne peut pas produire un meilleur effet , pour faire découvrir des complices. Celui qui peut par la violence être porté à se charger lui-même , n'aura pas

de scrupule d'en accuser d'autres. D'ailleurs , peut-on dire qu'il soit juste , de tourmenter un homme pour les crimes d'autrui ? Ne peut-on pas découvrir les complices en interrogeant les témoins, qu'il se font déjà présentés contre le criminel ? Ne peut-on pas faire servir à cela , les preuves qui sont alléguées contre lui , en les examinant à fond , & même la manière avec laquelle l'action a été commise ? Enfin les moyens dont on s'est servi pour convaincre l'accusé , d'avoir commis un crime, ne peuvent-ils pas contribuer à fournir cette connoissance ?

188. *Quatrième Question.* Doit-il y avoir un rapport entre les punitions & les crimes , & comment peut-on déterminer exactement cette relation ?

189. Il faut qu'il y ait un tems déterminé par les loix , pendant lequel & lorsqu'il s'agit d'un grand

crime , on doit rassembler les preuves , & tout ce qui est d'ailleurs nécessaire pour former la procédure. On empêche de cette façon, que les coupables n'éloignent la peine qu'ils ont méritée , en imaginant quelques changements , & ne rendent la procédure difficile , en cherchant à l'embrouiller. Quand on a rassemblé toutes les preuves , & qu'il n'y a plus lieu de douter de la réalité d'un crime , il faut donner le tems & les moyens nécessaires à l'accusé pour se justifier , s'il le peut. Il faut seulement que ce tems-là soit très-court , afin de ne pas retarder la promptitude de la punition , que l'on regarde comme un des plus puissans moyens , pour détourner les hommes du crime.

190. Il ne faut pas que la punition paroisse être un acte de violence , d'une ou de plusieurs personnes , qui se liguent contre

un citoyen. On préviendra ces apparences , en exécutant la sentence promptement & en public , si elle est nécessaire pour le bien public , & aussi modérée que les circonstances le permettent, & surtout si elle est exactement dictée par les loix suivant la nature du crime.

191. Quoique les loix ne puissent pas punir une simple intention ; cependant il est certain que , si une action est un commencement, un acheminement au crime, & qu'on connoisse manifestement par-là, la volonté de celui qui vouloit exécuter le crime ; cela mérite qu'on inflige une punition , quoi qu'il ne faut pas qu'elle soit aussi sévère que si l'action eût été réellement consommée. Les punitions sont nécessaires dans ces cas-là, parce qu'il faut prévenir jusqu'aux premiers essais du crime. Mais , comme il peut arri-

ver qu'il y ait un intervalle de tems entre ces essais & l'exécution du crime, il est convenable de réserver les peines les plus rigoureuses, pour les infliger à ceux-même qui passent à l'exécution; afin d'ébranler celui qui méditeroit quelque méchanceté, & l'empêcher de l'exécuter.

192. Il faudra de même infliger une punition moindre aux complices, qui n'ont pas immédiatement part à l'action, que celle qui est réservée à ceux qui l'ont commise. Lorsque plusieurs personnes s'accordent, pour courir ensemble les mêmes dangers, ils s'efforcent de faire en sorte que chacun y ait également part, & cela d'autant plus que le danger est grand: les loix qui infligent des peines plus sévères à ceux mêmes qui commettent l'action, qu'aux autres complices, empêchent par-là que le danger ne soit

également partagé parmi eux , & delà vient qu'il ne se trouve pas quelqu'un avec autant de facilité , pour exécuter le crime qu'ils ont résolu ; parce que le danger auquel celui - là s'expose , est plus grand , à cause de la punition à laquelle il s'expose , que celui de ses complices qui ont une punition moins sévère à attendre. Il est seulement un cas qui fait exception à cette règle générale ; savoir , lorsque celui qui exécute le crime , reçoit un salaire particulier de ses complices. Je dis que dans ce cas , ils méritent tous la même punition ; parce que la différence du danger est compensée par la différence du profit. Que celui à qui cette considération paroîtra trop sévère considère , qu'il est absolument nécessaire , que les loix laissent aussi peu de moyens qu'il est possible aux complices pour s'accorder entr'eux.

193. Il est des gouvernements, où l'on fait grace à quelques criminels, qui ont commis un grand crime, & qui découvrent leurs complices : ce moyen est utile, mais il a aussi ses inconvénients, quand on l'emploie dans certains cas. Une loi générale, & qui ait lieu dans tous les cas, par laquelle un complice qui vient découvrir un crime est absous, est préférable à quelques promesses particulières, & qui n'ont lieu que dans de certains cas. Car, au moyen d'une pareille loi, on prévient l'exécution de certains crimes qui demandent l'accord de plusieurs scélérats, parce qu'une telle loi les tient tous dans la crainte, que l'un ne découvre l'autre. Mais il faut aussi que la promesse que l'on a faite soit sacrée, & prendre invariablement sous sa protection, tous ceux qui auront recours à cette loi.

194. *Cinquieme question.* Quelle est la mesure de la grandeur des crimes?

195. On n'inflige pas des punitions dans le but de tourmenter des créatures douées de sensations : elles ne doivent uniquement servir, qu'à empêcher un malfaiteur de nuire dans la suite à la société, & retenir d'autres citoyens pour qu'ils ne commettent pas des actions semblables. Il est donc nécessaire d'établir des peines, qui aient un rapport avec le crime, qui fassent une impression sur le cœur de l'homme vive & permanente, & qui en même tems exercent le moins de cruauté sur le corps du criminel.

196. Qui est-ce qui ne frissonne pas d'horreur, en lisant dans l'histoire tous ces supplices barbares qui n'ont servi à rien, & qui ont été imaginés & mis en usage, par des gens auxquels on donnoit
le

le nom de sages , sans que leurs consciences leur en aient fait le plus petit reproche ? Où est le cœur assez insensible pour n'être pas pénétré de douleur , en voyant quelques milliers de malheureux qui ont souffert ces martyres , ou qui y sont encore exposés , & qui y sont souvent condamnés pour des crimes , qui sont très-difficiles ou même impossibles à commettre , & qui le plus souvent sont imaginés par l'ignorance , ou par la superstition ? Qui peut envisager de sang froid des hommes mettant en pièces d'autres hommes avec beaucoup d'appareil , des hommes qui sont leurs frères ? Les pays & les tems où les punitions les plus cruelles ont été usitées , sont ceux où régnoient les vices les plus inhumains.

197. Afin qu'une punition produise l'effet que l'on desire , il suffira que le mal qu'elle cause au

criminel , surpasse le bien ou le profit qu'il s'étoit promis de tirer de sa mauvaise action ; & pour déterminer plus exactement de combien le mal surpasse le bien , il faut mettre en ligne de compte la certitude de la punition , & la perte des avantages qui sont le fruit du crime commis. Toute sévérité qui passe ces limites est inutile , & par conséquent doit être regardée comme une tyrannie.

198. Là où les loix ont été trop rigoureuses , ou elles ont été changées , ou il s'en est suivi , que les crimes sont restés impunis. La grandeur des punitions doit être proportionnée à l'état présent & aux circonstances où un peuple se trouve. La sensibilité des citoyens augmente dans la même proportion , que l'entendement de gens qui vivent en société s'éclaire ; & par-tout où la sensibilité

augmente, il faut aussi diminuer la rigueur des peines.

199. *Sixieme question.* La peine de mort est-elle utile & nécessaire à la société, pour y maintenir la sûreté & l'ordre ?

200. L'expérience nous prouve qu'aucun peuple n'est devenu meilleur par les peines capitales : ainsi si je prouve, que dans l'état ordinaire de la société, la mort d'un citoyen n'est ni utile ni nécessaire, je réfuterai le sentiment peu humain de ceux qui sont d'un avis contraire. Je dis, *dans l'état ordinaire d'une société civile* ; car la mort d'un citoyen ne peut devenir nécessaire que dans un seul cas, savoir, lorsqu'un prisonnier pourroit, trouver les moyens & les forces pour causer de nouveaux troubles, en faisant soulever le peuple : mais ce cas ne peut jamais avoir lieu, que quand le peuple est sur le point

de perdre sa liberté, ou qu'il travaille à regagner celle qu'il a perdue, ou dans un tems d'anarchie, lorsque les plus grands défordres regnent à la place des loix. Je dis, au contraire, qu'il ne fera jamais nécessaire de punir un citoyen de mort, lorsque les loix regnent tranquillement, sous un gouvernement dont la durée est l'objet des vœux de tout un peuple; dans un Empire qui est puissamment défendu contre les ennemis du dehors, & qui au dedans est fermement soutenu par sa propre force & par l'opinion dominante des citoyens; dans un royaume où toute la force est réunie entre les mains d'un Monarque ou d'un Souverain: je le répète, dans un tel Empire jamais il ne sera nécessaire de punir de mort un citoyen. Le regne de vingt ans de l'Impératrice Elisabeth Petrowna, fournit aux Peres

des peuples un bel exemple à imiter , qui est infiniment plus noble , que les conquêtes les plus brillantes.

201. Ce n'est pas la rigueur extrême des châtimens , ni la destruction du corps humain , qui fait une impression particulière sur le cœur des hommes : on a plus à attendre d'une punition qui dure long-tems.

202. La mort d'un malfaiteur n'a pas autant de force pour empêcher que l'on ne commette des crimes , que l'exemple d'un homme que l'on a tous les jours sous ses yeux, auquel on a ôté la liberté , & qui est obligé d'employer le reste de sa vie à travailler pour réparer la perte qu'il a causé à la société. La frayeur qui résulte de l'image de la mort peut être assez forte ; cependant elle ne peut être au-dessus de l'oubli qui nous est naturel , dans lequel nous enseve-

liffons nos semblables. Il est un principe général , favoir , que les impressions violentes & vives de l'esprit peuvent toucher le cœur & l'inquiéter ; mais l'effet qu'elles font sur la mémoire , n'est pas de longue durée. Pour que la punition soit juste , il ne faut pas la rendre plus sévère qu'il n'est nécessaire pour détourner les hommes du crime : ainsi je soutiens hardiment , qu'il n'y a personne , qui , après avoir un peu réfléchi sur ce sujet , puisse égaler les avantages qui résultent du crime & qu'on peut s'en promettre , avec la perte totale de la liberté , qui ne finit qu'avec la vie , pour qu'il puisse trouver une juste compensation.

203. *Septieme question.* Quelles sont les punitions que l'on doit infliger aux différens crimes ?

204. Celui qui trouble ouvertement le repos public ; celui qui

s'oppose aux loix ; celui qui dérange les moyens qui ont servi à réunir les hommes en société, & qui leur servent à se défendre les uns les autres, celui-là doit être banni de la société, & être regardé comme un membre qu'on a rejeté.

205. Il faut avoir des raisons plus fortes pour chasser un citoyen qu'un étranger.

206. Toute punition qui note un homme d'infamie, indique, que tout le monde doit avoir mauvaise opinion de lui : un citoyen perd de cette façon toute la considération & toute la confiance qu'on avoit en lui auparavant : il est exclus de la confraternité qui réunit tous les membres de l'Empire. Mais les loix ne doivent pas établir d'autres notes d'infamie , que celles qui suivent les mœurs de toutes les nations, sont toujours regardées

sur ce pied-là : car si les loix déclarent une action comme étant diffamante , tandis qu'en morale on la regarde comme indifférente , il résulte de là un désordre , c'est que des actions qui sont regardées comme déshonnêtes , parce qu'elles sont contraires au bien public , cessent dans peu de tems d'être regardées comme telles.

207. Gardez-vous de punir de peines corporelles qui causent de la douleur , des gens qui sont saisis d'un esprit d'enthousiasme , & qui pensent être inspirés. Cette folie qui a son origine dans l'orgueil & dans la vanité , reçoit par la douleur même , une espece de gloire qui la soutient : on en trouve des exemples dans les chancelleries secretes , où il est arrivé que des gens se sont fait connoître sur ce pied-là , uniquement pour être punis.

208. Les seules punitions que

L'on doit infliger à ces gens qui veulent se faire passer pour des saints ou des inspirés , font la honte ou le mépris ; c'est-là le seul moyen de mortifier leur vanité & de l'abaisser. Lorsqu'on oppose des forces de même genre les unes aux autres , des loix sages feront bientôt évanouir cette admiration , qu'une fausse doctrine produit chez des esprits foibles.

209. Il ne faut pas infliger des peines diffamantes à un grand nombre de personnes à la fois.

210. Il faut que la punition soit toujours prête , qu'elle soit proportionnée au délit , & qu'elle soit connue du peuple.

211. Moins il s'écoule de tems entre un délit commis & sa punition ; plus on y apporte toute la célérité requise , plus aussi la punition sera juste & plus utile. Elle deviendra plus juste , parce qu'elle épargne au criminel le

tourment qu'il éprouve , quand il est dans la longue & pénible incertitude quel sera son sort : il faut donc finir en aussi peu de tems qu'il est possible les procédures criminelles. J'ai encore dit, *qu'une punition infligée avec la promptitude requise étoit utile* ; parce que , moins il s'écoule de tems entre le délit & sa punition , & plus on envisagera le délit comme étant la cause de la peine, & la peine comme étant l'effet du délit. Il faut que la punition soit regardée comme certaine , & qu'on ne puisse pas l'éviter.

212. Le moyen le plus sûr pour détourner du crime , ce n'est pas seulement d'infliger des peines sévères ; mais c'est plutôt quand on est assuré , que celui qui viole les loix sera infailliblement puni.

213. Une punition douce , mais que l'on est comme assuré de ne pas pouvoir éviter , fait une

bien plus forte impression sur le cœur des hommes, que la crainte d'un supplice cruel, qu'on espere pouvoir éviter. Ainsi, plus les peines sont douces & modérées, & moins il est nécessaire de faire grace en les adoucissant : alors les loix sont véritablement telles que l'esprit de miséricorde les demande.

214. Il faut, en général, qu'il n'y ait aucun lieu dans un empire ou un royaume, quelque grand qu'il soit, qui ne soit soumis aux loix.

215. Tous les efforts que l'on fait, ne doivent tendre qu'à déraciner les crimes, & sur-tout ceux qui sont les plus nuisibles à la société : par conséquent, pour en détourner les hommes, il faut se servir des moyens les plus puissants, suivant que chaque genre de délits le demande, suivant qu'ils sont plus ou moins contraires au bien public, & à proportion que

des gens mal-intentionnés, ou qui sont faciles à séduire, sont plus ou moins portés à les commettre. Il faut donc qu'il y ait toujours un rapport entre la punition & le crime.

216. Si l'on punit de la même manière deux crimes qui nuisent différemment à la société, cette punition égale qu'on inflige dans ces deux cas, produit une contradiction singulière, à laquelle on a fait jusqu'ici peu d'attention, quoiqu'elle ait souvent lieu; savoir, que les loix punissent des crimes qu'elles occasionnent elles-mêmes.

217. Si l'on inflige la même punition à un homme pour avoir tué un animal, ou pour avoir tué un autre homme, ou bien pour avoir contrefait quelque écrit important, il arrivera que dans peu de tems, les hommes ne mettront plus de différence entre ces crimes.

218. Si l'on suppose la connoissance des besoins & des avantages, qui ont engagés les hommes à se réunir & à former une société, on pourra, en partant delà, ranger tous les délits dans un tel ordre, depuis le plus grand au plus petit, enforte que celui-là occupera la premiere place qui rompt tous les liens qui forment la société, & qui la menace d'une entière destruction ; & le dernier des délits fera celui par lequel on aura très-légèrement offensé un particulier. On pourra renfermer entre ces deux extrêmes, toutes les actions contraires au bien public, & que l'on appelle en général, criminelles, en allant par gradation depuis la premiere jusqu'à la derniere.

Il suffira de considérer dans cet ordre les quatre genres de délits, que nous avons décrits à l'article septieme, en faisant connoître le

degré de méchanceté qui est dans chaque action , en les rangeant suivant l'ordre , chacune dans leurs classes.

219. Nous avons placé à part ces délits , qui intéressent immédiatement le bien public , qui menacent la société d'une ruine prochaine , & qui tendent encore à la perte de celui qui en est le chef : ce sont-là les plus considérables , puisqu'ils exposent toute la société aux plus grands périls ; ce sont aussi ceux que l'on nomme crime de lèze Majesté.

220. Le genre de délits qui suit celui-ci , est celui qui renferme les actions contraires à la sûreté des particuliers.

221. On ne peut pas se dispenser de les punir de la manière la plus rigoureuse ; car toute entreprise injuste contre la vie ou la liberté d'un citoyen , est une action qui doit être mise au nom-

bre des crimes les plus graves. On ne renferme pas seulement sous ce genre, les meurtres qui sont commis par des gens du bas peuple ; mais aussi tout autre acte violent semblable à celui-ci, commis par des personnes de quelque rang & de quelque qualité qu'elles soient.

222. Le larcin, qu'il soit accompagné de quelque violence ou non, est contraire à la sûreté publique.

223. Tout acte qui blesse l'honneur de quelque particulier, y est encore plus ou moins opposé ; car on ôte par-là à un citoyen le degré d'estime qu'il est en droit d'exiger des autres.

224. Il n'est pas inutile de répéter ici ce que plusieurs affirment, & que d'autres ont déjà publié sur les duels ; savoir, que le meilleur moyen pour prévenir ce crime, consiste à punir celui

qui attaque , c'est-à-dire ; celui qui donne lieu ou qui est la cause du duel, & de déclarer innocent, au-contraire , celui qui n'a pas donné lieu à la querelle , & qui a été forcé de défendre son honneur.

225. La contrebande qu'on exerce au préjudice des douanes , est un larcin effectif que l'on fait à l'Etat. C'est la loi même qui est la cause de cette fraude ; car plus l'impôt sur une marchandise est considérable , & plus aussi sont grands les profits qu'on a à espérer des marchandises qu'on a fait entrer en secret, d'autant plus grande par conséquent est la tentation. Celle-ci augmente encore plus par la facilité qu'on trouve à l'exécuter ; soit que le pays dans lequel on fait entrer ces marchandises , ait des frontières fort étendues, enforte qu'on ne puisse pas se garantir absolu-

ment par le nombre des douanes, soit que les marchandises défendues ou qui doivent payer, prennent peu de place, enforte qu'on puisse les cacher facilement. La confiscation des marchandises défendues, ou d'autres qu'on a introduites en même tems, est très-juste. Ce délit mérite les punitions les plus sévères, telles sont la prison & les arrêts, qui sont conformes à la nature du délit : la prison destinée aux contrebandiers ne doit cependant pas être la même, que celle où l'on renferme les meurtriers & les voleurs de grand chemin. La peine la plus naturelle qu'on doive infliger à ceux qui s'en sont rendu coupables, est, à ce qu'il semble, de les condamner à des travaux publics, que l'on peut proportionner à la valeur de ce qu'ils ont voulu faire perdre à la douane.

226. Il est nécessaire de faire

ici mention des banqueroutiers, c'est-à-dire, de ceux qui à cause de leurs dettes, quittent le commerce. La nécessité de conserver & de faire régner la bonne foi dans les conventions, & la sûreté du commerce exigent, que tout législateur fournisse aux créanciers les moyens qui peuvent leur faire obtenir le payement de leurs justes prétentions. Mais il faut distinguer un banqueroutier frauduleux d'un autre qui peut être très-honnête homme, & qui par une suite de malheurs, sans qu'il y ait de sa faute, fait aussi banqueroute. Il ne faut pas procéder avec la même rigueur contre ces derniers, qui peuvent prouver clairement que leurs propres débiteurs ne leur ont pas tenu parole, qu'ils ont souffert des pertes, qu'ils ont été privés de leurs propres biens par des événements qui sont au-dessus de la pré-

voyance humaine : pourquoi mettre en prison un tel homme ? pourquoi le priver de sa liberté, qui est le seul bien qui lui reste encore ? pourquoi doit-il subir le même châtiment que l'on destine à un criminel, & être forcé enfin de pleurer & de se repentir de sa bonne foi ? Que l'on regarde sa dette comme non-payée, jusqu'à ce que tous les créanciers soient entièrement satisfaits ; qu'on ne lui permette pas de s'éloigner sans le consentement ou la participation de ses créanciers ; qu'on l'oblige à faire usage de ses talents, & d'employer tous ses soins pour être un jour en état de les satisfaire : mais on ne peut pas trouver des principes certains pour soutenir une loi, qui priveroit un tel homme de la liberté, sans que les créanciers en retirent le moindre avantage.

227. Quand l'on peut distin-

guer , comme je crois que la chose est possible , une fraude accompagnée de circonstances odieuses , d'une lourde faute , & celle-ci , au-contre , d'une faute moins considérable , & cette dernière enfin de la parfaite innocence , alors on peut régler là-dessus les loix aussi-bien que les punitions.

228. On pourroit prévenir la plupart des banqueroutes frauduleuses , en établissant des sages loix de commerce , & en indiquant comment un négociant doit se gouverner dans de certaines circonstances , dans lesquelles le plus honnête homme & le plus appliqué peut aussi se rencontrer , afin de se mettre à couvert du malheur qui le menace. Par exemple , si on tenoit un registre exact de tous les contrats des négocians , & qu'il fût libre à tous les citoyens de les voir pour

se régler là-dessus ; si des négociants se réunissoient pour établir une banque bien entendue , de laquelle on pût tirer des sommes pour aider à des négociants malheureux , mais qui sont laborieux , à se relever ; de pareils établissemens feroient très-utiles , sans être sujets à aucun inconvénient dans l'exécution.

229. *Huitieme question.* Quels sont les moyens les plus efficaces pour prévenir les crimes ?

230. Il vaut incomparablement mieux prévenir les crimes que de les punir.

231. Le dessein & le but de tout bon législateur , doit être de prévenir les crimes ; ce qui ne consiste que dans la science d'amener les hommes au plus haut degré de bonheur ; ou bien , s'il n'est pas possible de déraciner tous les maux , de ne laisser que les moins nuisibles,

232. Si l'on défend nombre d'actions, qu'on regarde en morale comme étant indifférentes, on n'arrête point par ce moyen là les crimes qui peuvent en résulter, au-contraire, on donne lieu à des nouveaux.

233. Voulez-vous prévenir les crimes, faites enforte que les loix ne favorisent pas plus certains états, ou certain ordre d'hommes, que tous les hommes en général, ou chacun en particulier.

234. Faites enforte que les hommes ne craignent que les loix, & rien autre chose.

235. Voulez-vous prévenir les crimes ? faites enforte que les sciences se répandent davantage parmi tous les hommes, & que l'entendement s'éclaire.

236. On peut dire qu'un bon code n'est autre chose, que le moyen d'arrêter un génie mal-

faisant , & de l'empêcher de faire du mal à ses semblables.

237. On peut aussi empêcher qu'il n'arrive du mal , en récompensant la vertu.

238. Enfin , voici le plus sûr , mais aussi le plus difficile des moyens de rendre les hommes meilleurs ; c'est d'introduire une meilleure éducation des enfants.

239. On a trouvé dans ce chapitre quelques répétitions de sujets dont on avoit déjà parlé auparavant ; mais en y faisant un peu attention , on trouvera que cela étoit nécessaire par la nature même de la chose : outre cela , on ne peut jamais assez rappeler à l'esprit un sujet d'où dépend le bonheur du genre humain.

ARTICLE XI.

*Les sociétés civiles demandent ;
comme toute autre chose , qu'il
regne un certain ordre. Il faut
qu'il y ait des gens qui gouver-
nent & qui commandent , &
d'autres qui obéissent.*

240. C'est-là l'origine de toute
espece de sujétion , laquelle est
plus ou moins grande , suivant
l'état des sujets ou leur dépen-
dance.

241. Puisque le droit naturel
nous ordonne de concourir, au-
tant que nous pouvons, à la prof-
périté & au bien-être de tous les
hommes , nous sommes tenus, par
conséquent, d'adoucir autant que
la saine raison le permet, le sort
de tous les sujets.

242. Par le même principe ,
nous devons éviter de réduire
personne à l'état de serf, à moins
que

que nous n'y soyons forcés par une extrême nécessité ; que ce ne soit jamais uniquement pour notre propre intérêt , ou l'intérêt d'un certain ordre ; mais pour le bien de l'Etat : je pense même , que des cas pareils qui rendroient la servitude nécessaire , se présentent très-rarement.

243. De quelque genre que soit la sujétion , il est nécessaire , sans doute , que les loix civiles enlèvent d'un côté les abus qui se commettent avec les serfs , & de l'autre qu'elles préviennent le danger qui pourroit en résulter.

244. Ce seroit un gouvernement malheureux , que celui où l'on seroit forcé de donner des loix sévères.

245. Pierre le Grand fit une loi l'an 1722 , qui ordonnoit de donner des tuteurs ou curateurs à ceux qui avoient l'esprit dérangé , & qui tourmentoient leurs

sujets. On observe encore la première partie de cette loi ; j'ignore pourquoi on n'observe plus la seconde.

246. Les Lacédémoniens n'écoutoient point leurs esclaves en justice, & ils n'en recevoient aucune. Le malheur de ces infortunés étoit d'autant plus grand, qu'ils n'étoient pas les esclaves d'un seul citoyen, mais de tout l'Etat.

247. Chez les Romains, quand on bleffoit un esclave, on ne faisoit attention qu'au dommage qui en pouvoit résulter pour le maître : c'étoit la même chose de bleffer un esclave ou un animal : on ne considéroit uniquement que la diminution de la valeur qui en résultoit pour le maître, & tout le dédommagement que l'on obtenoit, revenoit au maître, & non pas au bleffé.

248. Les Athéniens punissoient

rigoureusement & avec raison ; ceux qui ufoient de cruauté envers leurs esclaves.

249. Il ne conviendrait pas de donner la liberté à un grand nombre de serfs à la fois , par une loi générale.

250. Les loix peuvent opérer quelques bons effets à cet égard , en donnant aux serfs des biens qui leur appartiennent en propre.

251. Terminons cet article en rappelant notre principe fondamental, que le gouvernement qui approche le plus de la nature , est celui qui par sa disposition est le plus conforme au naturel du peuple pour qui il a été établi.

252. J'ajouterai encore , qu'il est très-nécessaire de prévenir toutes les causes , qui ont si souvent donné lieu aux esclaves de se soulever contre leurs maîtres. Il n'est pas possible d'empêcher par des loix des événements semblables ;

à moins que d'en connoître les causes ; on doit les chercher puisqu'il faut que le repos des uns & des autres en dépend.

ARTICLE XII.

De la Population de l'Empire.

253. La Russie non-seulement n'a pas assez d'habitants, mais elle renferme encore des pays d'une très-grande étendue, qui ne sont ni habités ni cultivés ; on ne fau-roit donc trop s'appliquer à chercher les moyens d'augmenter la population de cet Empire.

254. La plus grande partie des payfans, ont de 12, 15 à 20 enfans d'une seule femme ; & il arrive rarement que la quatrième partie parvienne à un âge avancé. Il faut nécessairement qu'il regne quelque vice, soit dans la nourriture, soit dans le genre de vie.

ou dans l'éducation , qui détruit l'espérance de cet Empire : quel ne feroit pas son état florissant , si on parvenoit par des sages arrangements , à détourner un mal si nuisible , ou si on pouvoit le prévenir !

255. Ajoutez encore , que nous avons depuis 200 ans dans le Nord, une maladie que nous avons reçue d'Amérique , qui étoit auparavant inconnue , & qui menace le genre humain d'une ruine prochaine : cette maladie se répand dans beaucoup de provinces , & a les suites les plus fâcheuses. C'est un devoir que de veiller à la conservation de la santé des citoyens ; par conséquent, il feroit très-sage d'empêcher , au moyen des loix , que cette maladie ne se répande davantage.

256. Les loix de Moyse peuvent ici servir d'exemple.

257. Il semble aussi que la ma-

niere avec laquelle les nobles lèvent les impôts sur leurs payfans , est nuisible à la population & à l'agriculture. Presque tous les villages paient à leur seigneur une somme en argent. Les Seigneurs qui ne visitent jamais ou très-rarement leurs villages , mettent un impôt d'un , de deux , qu'ils poussent quelquefois jusqu'à cinq roubles par tête , sans qu'ils s'inquiètent comment les payfans peuvent ramasser cet argent.

258. Il seroit , sans contredit , très-nécessaire de prescrire des loix à la noblesse , afin qu'elle usât de plus de réflexion en établissant les impôts , qu'elle les rendît tels , qu'ils n'éloignassent que le moins possible , les payfans de leurs maisons & de leurs familles : cela releveroit l'agriculture ; & la population de l'Empire augmenteroit.

259. Maintenant, qu'un labou-

reur demeure pendant quinze ans hors de chez lui, qu'il aille chercher sa subsistance dans des villes & des régions éloignées, qu'il coure tout l'Empire, il paie également chaque année les impôts dont il est chargé.

260. Plus les habitans d'un Empire vivent heureux, & plus facilement leur nombre s'augmente.

261. Des pays bas, & qui sont propres à nourrir des bestiaux, renferment pour l'ordinaire assez peu d'habitans, parce qu'il y a peu d'occupations pour eux. Les pays, au contraire, où l'on s'occupe beaucoup de la culture, donnent de l'occupation à un plus grand nombre de personnes, & sont par cette raison beaucoup plus peuplés.

262. Dans tous les lieux où on vit bon marché, le nombre des habitans y augmente.

263. Mais quand un pays est

furchargé d'impôts , au point que malgré ses soins & ses travaux , le peuple ne se procure qu'avec peine le nécessaire , les habitans ne peuvent qu'y diminuer , & y manquer pour long-tems.

264. Lorsque les habitans d'un pays ne sont pauvres , que parce qu'ils vivent sous des loix dures ; lorsqu'ils envisagent leurs terres non pas comme devant fournir à leur entretien , mais comme étant une source d'oppression , il n'est pas possible alors que le peuple augmente : ils manquent eux-mêmes d'une subsistance nécessaire ; comment pourroit-il leur venir dans l'esprit de partager le peu qu'ils ont avec leurs descendans ? Dans leurs maladies , eux-mêmes sont dénués de tous secours ; comment pourroient-ils élever des créatures qui pendant une longue enfance , sont toujours dans un état de foiblesse & d'infirmité ?

Ils enfouissent leur argent , parce qu'ils craignent de le faire paroître & d'en faire usage dans le commerce ; ils craignent de passer pour riches , parce qu'ils appréhendent que leurs richesses ne soient une cause de persécution & d'oppression.

265. Il est des gens , qui sachant saisir l'occasion de placer quelques mots à propos , sans être en état d'approfondir le sujet dont il est question , disent ordinairement : *que plus grande est la pauvreté des sujets , & plus nombreuses sont les familles : que plus on les charge d'impôts , & plus ils sont en état de les acquitter promptement.* Ce sont-là des subtilités , qui ont toujours été suivies de beaucoup de maux , & qui causeront toujours la perte de tout Empire qui en fera usage.

266. Le mal est presque incurable , lorsque la dépopulation d'un

pays est produite par un vice interne qui existe depuis long-tems , & par un mauvais gouvernement : les habitans diminuent par les ravages insensibles d'une maladie , qui est presque devenue comme naturelle. Nés sous l'oppression & dans la pauvreté , ils vivent dans la gêne , & seulement comme le permettent les faux principes que le gouvernement a adoptés. Ils ont vu diminuer leur nombre , & le plus souvent ils n'ont pas su quelle en étoit la cause.

267. C'est se faire illusion , que de compter sur les enfans qui pourroient naître dans la suite , pour repeupler un pays qui manque d'habitans par les raisons que nous venons d'indiquer. Quel encouragement , quels motifs d'émulation offriroient à un peuple , des pays qui , quoique assez fertiles naturellement pour nourrir beaucoup d'habitans , donnent

cependant à peine de quoi nourrir une famille ; des campagnes incultes où le peuple ne possède rien ; des terrains dont il n'a pas le droit de disposer , où jamais la charrue ne fit un sillon ; des quartiers considérables , mais que quelques habitans plus puissans , ou un seigneur , se sont insensiblement appropriés , & que des familles pauvres ont été contraintes de leur abandonner , pour en faire des pâturages ; des terres enfin , où le plus laborieux n'a aucune part.

268. Dans de telles circonstances , il faut faire par rapport à toutes ces terres , ce que les Romains ont fait dans une partie de leur Monarchie : ce que la quantité d'habitans à occasionné chez eux , peut être ici pratiqué à cause du manque d'habitans. Qu'on partage toutes ces terres incultes , entre toutes les familles qui n'ont encore point de biens fonds :

qu'on leur donne les moyens de les cultiver ; mais , que l'on ne perde point de tems , & que dès qu'il se trouve un homme pour cultiver la terre , on le mette sans délai à l'ouvrage.

269. Jules César récompensoit ceux qui avoient une famille nombreuse. Les loix d'Auguste étoient encore plus encourageantes : il mettoit à l'amende ceux qui ne se marioient pas ; il augmenta les récompenses des gens mariés & de ceux qui avoient beaucoup d'enfans : mais ces loix ne sympathisent pas avec ce que notre vraie religion nous prescrit.

270. Dans de certains pays , il est de grands avantages attachés à ceux qui sont mariés ; par exemple , il faut prendre dans certains villages le Maire du village , de même que les autres chefs des payfans , parmi les gens mariés. Un homme qui n'est pas marié,

& celui qui est sans enfans, ne peut point avoir d'emploi de judicature, ni assister dans aucune de leurs justices. Celui qui a le plus grand nombre d'enfans occupe la premiere place. Un payfan qui a plus de cinq fils, est franc de tout impôt.

271. Chez les Romains, ceux qui n'étoient pas mariés, ne pouvoient pas hériter ce que des étrangers leur laissoient par testament, ni aucun leg de leur part : & ceux qui étoient mariés & qui n'avoient point d'enfans, n'avoient que la moitié du leg.

272. Les avantages qu'un homme & une femme pouvoient se faire l'un à l'autre par legs, étoient limités par des loix. Quand ils avoient des enfans de leur lit, ils pouvoient tout se donner par testament : lorsqu'ils n'avoient pas d'enfans, le survivant héritoit du mort seulement la dixieme partie

du bien qu'il avoit apporté en mariage : mais s'il y avoit des enfans d'un premier lit , alors l'un pouvoit léguer à l'autre autant de dixiemes qu'il avoit d'enfans.

273. Lorsqu'un mari étoit éloigné de sa femme , pour quelque autre sujet que pour l'intérêt de la république , il ne pouvoit point en hériter.

274. Il est des pays où l'on a fixé des subsides à un pere qui a dix enfans , & ceux qui ont le bonheur d'en avoir douze en ont des plus forts. Mais il ne s'agit pas tant ici , de récompenser une fécondité extraordinaire , que de chercher à faire en sorte que l'on rende à ces familles nombreuses , la vie autant agréable qu'il est possible ; c'est - à - dire , qu'il faut faciliter à un pere de famille laborieux , les moyens de s'entretenir lui & les siens.

275. La sobriété & la tempé-

rance régnant chez un peuple , contribueront certainement à en augmenter la population.

276. Selon l'usage ordinaire , c'est aux peres qu'il appartient de marier leurs enfans. Quels maux n'occasionneroit-on pas , si l'oppression & l'avarice étoient poussées au point , de s'arroger à cet égard l'autorité paternelle ? Il convient bien plutôt d'encourager les parens , que de leur ôter la liberté d'établir leurs enfans selon qu'ils le jugeront le plus avantageux.

277. Par rapport aux mariages , ce seroit une chose très-nécessaire & de la dernière importance , de fixer une fois pour toutes , & d'une façon claire & certaine , le degré de parentage auquel il est permis de se marier , & celui où le mariage est défendu.

278. Il est des pays où les loix permettent (lorsqu'il manque

d'habitans) de recevoir parmi les citoyens , les étrangers , les bâtards , ou au moins ceux qui sont nés d'une femme du pays : mais lorsque le peuple s'est assez accru de cette façon-là , on cesse d'en recevoir.

279. Les sauvages du Canada ont accoutumé de brûler leurs prisonniers : cependant s'ils ont des cabanes vacantes , qu'ils puissent abandonner à leurs prisonniers , ils les reçoivent parmi le corps de la nation,

280. Il est des peuples , qui après la conquête d'un pays , se lient par des mariages avec les naturels de ce pays-là. Ils satisfont ainsi à deux objets importants : d'un côté , ils s'affurent d'autant mieux la possession du pays conquis , & de l'autre , leur nombre devient toujours plus grand.

ARTICLE XIII.

*Des Arts & Métiers & du
Commerce.*

281. Il ne fauroit y avoir d'habiles ouvriers, ni de commerce bien établi, là où l'agriculture est négligée, & où elle n'est pas en vigueur.

282. L'agriculture ne fleurira jamais là où le laboureur ne possède rien en propre.

283. Ceci est fondé sur un principe très-naturel. „ Il n'est aucun
„ homme, qui n'ait plus de soin
„ de ce qui lui appartient en propre, que de ce qui appartient à
„ d'autres : il ne donne pas ses
„ soins à un objet qui peut lui être
„ enlevé par d'autres “.

284. L'agriculture est un des plus pénibles travaux pour les hommes : & plus le climat le rend

laborieux, & plus aussi les loix doivent encourager le peuple.

285. A la Chine, le Bogdochan s'informe toutes les années quel est le laboureur, dont le savoir surpasse celui des autres du même canton, & il l'éleve à la dignité de Mandarin de la huitième classe. Le Monarque de cet Empire conduit toutes les années une fois les cornes de la charrue, & fait avec beaucoup de cérémonies l'ouverture du labourage.

286. Il seroit convenable de récompenser les laboureurs qui ont considérablement bonifiés leurs fonds.

287. On devroit aussi traiter de même les ouvriers qui excellent dans leur art, & qui le perfectionnent.

288. De telles ordonnances feroient beaucoup de bien dans tous les pays où elles seroient observées : elles ont déjà servi de nos

jours à l'établissement de manufactures très-considérables.

289. Il est des pays, où dans chaque Eglise, il y a par ordre du gouvernement un livre imprimé qui traite de l'agriculture, que chaque payfan peut consulter pour s'instruire sur les sujets qu'il ne connoît pas.

290. Certains peuples sont adonnés à la paresse. Lorsque la cause vient du climat, alors il est nécessaire de faire pour la déraciner, des loix qui privent ceux qui ne veulent pas travailler des moyens de subsister.

291. Un peuple adonné à la paresse est orgueilleux dans le commerce de la vie : car celui qui ne travaille pas, se regarde en quelque façon comme le maître de ceux qui travaillent.

292. Les peuples livrés à la paresse, étant ordinairement vains, on pourroit tourner cet effet de

la fainéantise contre sa propre cause , & se servir de la vanité pour détruire la paresse.

293. Mais le desir de la gloire est un soutien aussi ferme du gouvernement, que la vanité lui est dangereuse. Pour se convaincre de cette vérité, il faut seulement d'un côté jeter les yeux sur les biens sans nombre que l'amour de la gloire produit, & voir de l'autre tous les maux que la vanité a causé chez de certains peuples : celle-là est la source de l'application, aux sciences & aux arts, de la douceur & de l'élégance des mœurs, & du bon goût ; celle-ci, au contraire, est la source de la paresse, de la pauvreté, & du mécontentement ; elle cause la destruction du peuple, qui a le malheur de dépendre de maîtres vains, & enfin elle entraîne la ruine totale de ceux qui sont esclaves de ce défaut.

294. De même que la vanité éloigne les hommes du travail, l'ambition & la gloire, au contraire, leur donnent de l'émulation, & les portent à mieux faire que les autres.

295. Considérez attentivement tous les peuples ; vous trouverez en général, que la paresse est la compagne inséparable de l'orgueil & de la vanité.

296. Les peuples du royaume d'Achim sont vains & paresseux. Celui qui n'a pas d'esclaves, en loue, ne fût-ce que pour porter un sac de ris à la distance de cent pas ; il croiroit être déshonoré s'il faisoit cela lui-même.

297. Les femmes dans les Indes croient que c'est un déshonneur pour elles que d'apprendre à lire : c'est-là, disent-elles, l'ouvrage des esclaves, qui chantent des hymnes à l'honneur des Dieux dans leurs temples.

298. Un homme n'est pas pauvre , parce qu'il n'a rien , mais parce qu'il ne travaille pas. Celui qui n'a pas de patrimoine , mais qui travaille , vit avec autant d'aïfance , qu'un autre qui fans travailler , auroit une rente de cent roubles.

299. Un artisan qui apprend à fes enfans la profefſion qu'il entend , & qui leur laiffe cela pour héritage , leur laiffe un bien qui s'augmente à proportion du nombre des enfans.

300. L'agriculture eſt le premier des arts & le plus confidérable , & celui auquel il faut le plus encourager les hommes : celui qui tient le rang immédiatement après , eſt celui des manufactures , où l'on met en œuvre les productions du pays , :

301. Les machines qui ſervent à abrégér la main d'œuvre ne ſont pas toujours utiles. Lorsqu'une

marchandise de fabrique est à un prix modique , qui satisfait l'acheteur & le fabricant , alors les machines qui abrègent le travail , & qui diminuent le nombre des ouvriers , sont nuisibles dans un pays fort peuplé.

302. Il faut distinguer ici , ce qui se fait pour le pays même , d'avec ce qu'on travaille , pour envoyer dans l'étranger.

303. On ne peut jamais assez employer de machines , dans la fabrication des marchandises que l'on envoie au dehors ; sur-tout si les peuples chez qui on les envoie , en ont eux-mêmes , ou qu'ils puissent en tirer de nos voisins ou d'autres peuples ; & sur-tout de ceux qui sont dans la même position que celle où nous sommes.

304. Le commerce s'éloigne des lieux où on le gêne , & il s'établit là où on ne trouble pas son repos.

305. Le commerce des Athéniens n'étoit pas aussi considérable, qu'on auroit dû l'attendre du travail de cette quantité d'esclaves qu'ils avoient, du nombre de leurs vaisseaux, de la puissance que la ville d'Athènes avoit sur les autres villes de la Grèce; & (ce qui devoit y contribuer encore davantage) des loix excellentes, que Solon leur avoit données.

306. Dans certains pays, où tout est à ferme, cette régie des revenus publics qui est toujours accompagnée d'injustice; d'oppression & d'impôts exorbitans, ruine totalement le commerce: elle le ruineroit déjà sans tout cela, par toutes les difficultés que l'on fait aux négocians, & par toutes les formalités qu'ils sont tenus d'observer.

307. Dans d'autres pays, où les douanes sont régies de bonne foi

foi, au nom du Prince, on peut négocier avec une facilité beaucoup plus grande. Quelques mots couchés par écrit finissent des affaires très-importantes. Le négociant ne perd pas inutilement son tems, & n'a pas besoin d'avoir des gens uniquement occupés, ou à éviter les difficultés que les fermiers peuvent faire, ou à s'y soumettre.

308. La liberté du Commerce ne consiste pas à permettre au négociant de faire tout ce que bon lui semble : ce seroit, au contraire, la lui ôter & le réduire dans une espece de servitude. Ce qui gêne le négociant, ne gêne pas pour cela le commerce. Dans les Etats libres, un négociant éprouve des oppositions sans nombre ; & dans un Etat monarchique, il s'en faut de beaucoup qu'il soit tenu à observer tant de loix. L'exportation des laines est défendue en

Angleterre ; il n'est pas permis de transporter le charbon de pierre à la capitale , sinon par eau ; il est défendu de fortir du pays les chevaux qui peuvent servir à la multiplication de l'espece ; les vaisseaux marchands qui viennent des colonies d'Amérique , ne peuvent aborder nulle part qu'en Angleterre : ces réglemens & d'autres pareils gênent à la vérité les négocians , mais ce n'est que pour l'avantage du commerce.

309. Là où il y a du commerce , là aussi font des douanes.

310. Le commerce a pour objet , de faire entrer & fortir du royaume des marchandises , en sorte qu'il en résulte un avantage au pays. Le but des douanes tend aussi à l'avantage du pays , en levant des impôts sur ces marchandises qui entrent & sortent. Il faut donc que le gouvernement tienne un juste milieu entre les

douanès & le commerce, en faisant des réglemens tels, qu'ils empêchent ces deux choses de se nuire l'une à l'autre : là où de telles regles sont suivies, là aussi existe la liberté du commerce.

311. Les Anglois n'ont pas de tarif fixe à l'égard des autres nations ; leurs réglemens de commerce varient, pour ainsi dire, d'une séance de Parlement à l'autre ; tantôt on met de nouveaux droits, tantôt on enlève les précédents.

Comme l'Angleterre est extrêmement jalouse du commerce qu'on fait dans ses terres, il est rare qu'elle se lie par un traité de commerce avec d'autres nations, & elle ne dépend d'aucun peuple à cet égard, mais uniquement de ses propres loix.

312. On a fait dans de certains pays des loix très-utiles, pour traverser un commerce économi-

que, que quelques puissances y font : elles défendent, par exemple, l'entrée des marchandises brutes qui ne sont pas travaillées, & que le pays produit; elles ordonnent de ne se servir pour le transport, que de vaisseaux construits dans l'endroit d'où elles viennent.

313. Une puissance qui établit de pareilles loix, doit être en état de faire le commerce par elle-même, sans avoir besoin du secours de ses voisins; sans quoi elle se causeroit autant de préjudice qu'elle en feroit aux autres. Ce qu'il y a de mieux, c'est de n'avoir à faire qu'à un peuple qui a peu de prétentions, que les nécessités de son commerce lient en quelque façon à nous; avec un peuple qui, suivant l'étendue de ses vues & de ses entreprises, fait où il peut placer ses marchandises superflues; qui peut, au contraire,

nous enlever une grande partie des productions de notre pays, & les payer argent comptant ; qui, pour ainsi dire, est forcé d'être juste ; qui par ses principes aime la paix ; qui cherche à gagner & non pas à faire des conquêtes : je dis qu'il vaut infiniment mieux avoir à faire avec un tel peuple, qu'avec d'autres qui ne cessent de nous porter envie, & qui ne nous voient pas jouir de bon œil de nos avantages.

314. Il convient bien moins encore, qu'une puissance consente à vendre ses marchandises à une seule nation, sous prétexte qu'elle prendra toutes ses marchandises à un certain prix.

315. Voici un principe certain : il ne faut exclure aucun peuple de votre commerce, à moins que d'en avoir des raisons de la plus grande importance.

316. On a établi des banques

avec beaucoup de succès dans différents Etats, qui ont trouvé par leur crédit de nouveaux signes de la valeur, & qui en ont augmenté le change. Mais afin que dans un Empire on ait une pleine confiance dans ces établissemens, il faut réunir ces banques à d'autres établissemens que l'on regarde comme sacrés; tels sont, par exemple, les hôpitaux, les maisons des orphelins, & d'autres semblables: il faut les rendre indépendantes des tribunaux de judicatures ordinaires, & il faut leur donner des lettres de franchises authentiques, pour que personne ne puisse saisir l'argent qu'on y place, & que tout le monde soit assuré, que le Prince n'y mettra jamais la main, & qu'il ne fera pas perdre à la banque son crédit.

317. Voici ce que dit un des meilleurs écrivains que nous ayons sur les loix. „ Des gens, dit-il ,

„ qui sont prévenus pour tout ce
„ que l'on fait dans d'autres pays ;
„ croient qu'il convient de don-
„ ner des loix pour engager la
„ noblesse à négocier : ce seroit-
„ là un moyen de la détruire en-
„ tièrement , sans que le commer-
„ ce en retirât le moindre avan-
„ tage. Ce procédé est très-sage
„ pour les lieux où les négociants
„ ne sont pas nobles , & où ils
„ peuvent cependant le devenir :
„ ils ont l'espérance de devenir
„ gentilshommes , sans qu'ils trou-
„ vent dans leur chemin quel-
„ qu'obstacle ; ils n'ont pas de plus
„ sûr moyen pour quitter l'état
„ de bourgeois que de pousser leur
„ commerce avec toute la vigueur
„ possible , à moins que le hasard
„ ne les favorise extrêmement ;
„ c'est une chose qui est ordinai-
„ rement accompagnée de beau-
„ coup de richesses & de superflu.
„ C'est une chose , au contraire ,

» très-nuisible au commerce,
» lorsque la noblesse d'un Em-
» pire négocie : ce seroit la ruine
» des villes, comme les Empereurs
» Honorius & Théodosius l'ont
» déjà remarqué ; il n'y auroit
» plus cette aisance & ces com-
» modités entre le négociant &
» le bas peuple pour vendre &
» acheter leurs marchandises. Il
» est donc contraire au bien d'u-
» ne monarchie, que la noblesse
» y exerce le commerce. La
» coutume, qui dans un certain
» royaume a permis à la noblesse
» de négocier, est une des causes
» qui ont beaucoup contribué à
» y affoiblir l'ancienne forme du
» gouvernement. “

318. D'autres sont d'un sen-
timent opposé, & soutiennent,
qu'un noble, pourvu qu'il n'ait
pas un emploi militaire, peut com-
mercer, avec la réserve cependant,
qu'il sera obligé de se soumettre

en tous points aux loix du commerce.

319. L'Empereur Théophile voyant arriver un vaisseau chargé de marchandises , apprit qu'il appartenoit à son épouse l'Impératrice Théodora ; il y fit mettre le feu sur le champ , & lui dit : je suis Empereur , & vous faites de moi un patron de vaisseau : avec quoi se nourriront les pauvres , si nous leur en ôtons les moyens ? Il auroit pu ajouter encore ; qui est-ce qui s'opposera à nous , si nous voulons nous charger des fermes ? qui est-ce qui nous obligera alors à remplir nos devoirs ? Lorsque les courtisans & les autres seigneurs nous verront négocier , ne voudront-ils pas aussi nous imiter ? ils nous surpasseront en cupidité , sans nous surpasser en droiture. Le peuple n'a pas mis sa confiance en nous , à cause de nos richesses ; mais parce que

nous aimons la justice : tous les impôts dont nous le surchargeons & qui l'appauvrissent, sont les preuves de notre indigence.

320. Lorsque les Portugais & les Castillans firent la conquête des Indes orientales, ce pays leur donnoit de si riches branches de commerce, que les Rois mêmes jugerent à propos d'y prendre part ; ce qui causa un préjudice infini aux colonies qu'ils établirent dans cette partie du monde. Le Vice-Roi de Goa donnoit à certaines gens la permission exclusive de trafiquer : ces gens-là n'eurent point de crédit ; le commerce diminua à cause des fréquents changements de ces gens à qui on le remettoit : d'ailleurs, personne ne prend à cœur de faire un tel commerce ; personne ne s'inquiète s'il le remet à son successeur en plus mauvais état qu'il ne l'avoit reçu ; le gain ne s'é-

tend pas fort loin , il reste tout entier entre les mains de quelques personnes.

321. Solon donna une loi aux Athéniens , qui défendoit d'arrêter jamais personne pour une dette civile. Cette loi étoit très-bonne pour le cours ordinaire des affaires civiles ; mais nous avons des raisons pour ne la pas suivre dans les affaires de commerce ; car les négociants sont souvent obligés de se confier les uns aux autres, pour peu de tems , des sommes considérables , que l'on est obligé de rendre & de recevoir. Il faut que le débiteur s'acquitte à point nommé de ce à quoi il s'est engagé , & cela suppose qu'on peut le forcer en le mettant aux arrêts. Dans les affaires, au-contraire , où il ne s'agit que de quelques contrats civils ordinaires , il ne faut pas que les arrêts dans ces cas-là soient autorisés par aucune loi ;

parce que cela nuit plus au citoyen , à qui on ôte la liberté , que cela ne cause de profit à l'autre : mais à l'égard des engagements des négociants , il faut faire plus attention au bien général , qu'à la liberté d'un seul citoyen ; cependant cela n'empêche pas que l'on ne prescrive des bornes , que l'on ne fasse des exceptions , telles que l'humanité & le bon ordre peuvent l'exiger.

322. Les Genevois ont une loi très-louable , qui exclut des charges , ou prive de l'entrée du grand conseil , tous les enfans des peres qui sont morts insolubles , & dont ils n'acquittent pas les dettes. L'effet de cette loi a été d'établir comme il faut le crédit des négociants , de même que celui du gouvernement & de toute la ville. Le crédit de chaque citoyen de cette ville vaut tout autant , que si toute la ville se por-

toit pour caution.

323. Les habitans de l'isle de Rhode alloient encore plus loin à cet égard : il n'étoit aucun fils qui pût se dispenser de payer les dettes de son pere, quoiqu'il renonçât à l'héritage. Puisque cette loi a été donnée à un Etat, dont le commerce a été le soutien, je pense que le commerce d'ici demande par sa nature, que l'on fasse à cette loi les restrictions suivantes : savoir, si le pere a contracté des dettes après que le fils a commencé à négocier pour son compte ; il paroît alors que ces dettes ne doivent pas tomber à la charge du fils, & qu'il n'est pas obligé de les payer avec ce qu'il a acquis. Un négociant doit toujours connoître ses engagements, & il doit se gouverner suivant l'état de sa fortune.

324. Xénophon avoit déterminé une récompense pour les

juges de commerce , qui terminoient promptement une difficulté : il a vu combien les décisions de bouche étoient nécessaires.

325. Les difficultés des négociants sont de nature à supporter le moins la forme de procès : c'est le commerce même que l'on fait qui les produit , & chaque jour elles sont suivies par d'autres de même nature ; il faut donc pouvoir les terminer chaque jour. C'est toute autre chose à l'égard d'autres actions qui influent sur l'avenir , mais qui n'arrivent que rarement. Il est rare de voir beaucoup de monde se marier deux fois ; on ne fait pas chaque jour des testaments ou des présents ; on devient seulement une fois majeur.

326. Platon disoit , que dans une ville qui ne commerce pas par mer , il n'étoit besoin seule-

ment que de la moitié des loix civiles ; & je trouve qu'en cela il avoit raison. Le commerce ramasse dans le même lieu des gens de toutes les nations ; il donne lieu à une multitude de différentes conventions ; il y a même différents genres de biens , & donne encore lieu à différentes façons de l'acquérir : par conséquent , il y a moins de juges dans une ville de commerce ; mais il y a un plus grand nombre de loix.

327. Le droit par lequel un Prince s'arroe la succession d'un étranger qui meurt dans ses Etats, sans laisser d'héritier ; de même que celui en vertu duquel lui ou ses sujets s'emparent des débris & de la charge d'un vaisseau , qui fait naufrage sur ses côtes, sont ce qui se peut de plus insensé & de plus inhumain.

328. La grande Chartre des Anglois défend de s'emparer des

terres d'un débiteur ou de retirer ses rentes, lorsque son mobilier, ou ce qu'il a de comptant est suffisant pour payer ses dettes, & que lui-même veut l'appliquer pour cela : tout ce qu'un Anglois possédoit, étoit alors envisagé comme argent comptant. La Chartre ne défend pas de regarder les terres d'un Anglois, de même que les revenus de ces terres-là, comme aussi tout ce qu'il possède d'ailleurs, comme représentant de l'argent comptant; son but est uniquement d'empêcher que l'on ne soit inquiété & vexé par quelque créancier impitoyable. On viole la justice, lorsqu'on saisit plus de bien en place de la dette, que la dette n'est forte; par-là on viole la sûreté que chacun est en droit de demander. Lorsqu'une partie des biens suffit pour payer la dette, il n'est aucune raison de faire servir à cela

encore une autre partie des biens d'un homme ; mais lorsqu'on prend les terres & les revenus pour payer les dettes seulement, quand les autres biens ne suffisoient pas pour les payer, il paroît qu'alors on ne doit pas les ôter du nombre des choses qui servent à représenter de l'argent comptant.

329. Il faut établir sur un pied invariable l'aloi de l'or, de l'argent, & du cuivre pour la monnoie, de même que les especes & leur valeur intrinseque, & il ne faut pas s'en écarter pour quelque raison que ce soit ; parce que toutes les variations qui arrivent dans les especes, font baisser le crédit de l'État : ce qui est la mesure commune de toutes choses, doit être le moins exposé à des changements. Le commerce est par lui-même très-incertain, & ce mal deviendroit d'autant plus grand, si on joignoit encore à

cette espece d'incertitude qui provient de la nature de la chose, celle qui proviendrait de la variation de la valeur des monnoies.

330. Il est des loix dans certains pays, qui défendent aux sujets de vendre leurs biens fonds, afin qu'ils ne fassent pas passer leur argent dans des pays étrangers. Ces loix pouvoient être bonnes dans le tems où elles ont été faites, lorsque les richesses de chaque Etat-lui étoient tellement propres, que l'on ne pouvoit les faire sortir & passer dans l'étranger sans beaucoup de difficultés : mais dès-lors on a imaginé les lettres de change, & les richesses ont cessé d'appartenir uniquement à tel ou tel Etat, parce qu'il est très-facile de les faire passer où l'on veut : c'est donc une mauvaise loi, que celle qui ne permet pas d'user de son bien suivant son bon plaisir, ou suivant que les

circonstances le demandent , quoique d'ailleurs chacun ait la liberté de faire de son argent comptant tout ce qu'il juge à propos. Cette loi est encore mauvaise à cet égard , parce qu'elle fait donner la préférence aux biens mobiliaires sur les immeubles ; & encore parce qu'elle dégoûte les étrangers de s'établir dans un tel pays ; & enfin parce qu'il est possible de se soustraire à cette loi.

331. Toutes les fois que l'on défend une action qui par sa nature est permise , ou qui est absolument nécessaire , on ne fait autre chose par-là que de forcer les gens qui la font malgré la défense , à courir le risque de se déshonorer.

332. Dans les pays adonnés au commerce , où il se trouve beaucoup de monde qui n'a rien en propre , hormis son industrie , le gouvernement se trouve sou-

vent obligé d'affister dans leurs nécessités les malades, les vieillards & les orphelins. Mais un gouvernement bien ordonné fait tirer parti du reste de capacité de ces gens-là, pour pourvoir à leur subsistance : il donne aux uns des ouvrages qui sont proportionnés à leurs forces, & il fait apprendre aux autres des métiers ; ce qu'on doit regarder comme une espèce de travail.

333. On ne doit pas regarder comme étant un devoir du gouvernement, de distribuer des aumônes aux pauvres qui mendient sur les chemins ; son devoir se borne à fournir à tous les citoyens en général, une subsistance assurée, le manger & le boire, l'habillement convenable, & un genre de vie qui ne nuise pas à la santé.

A R T I C L E X I V .

De l'éducation.

334. Les regles de l'éducation sont les premiers principes, qui nous préparent à être de bons citoyens.

335. Chaque famille doit être gouvernée sur le même plan, que la grande famille, qui les comprend toutes.

336. Il est impossible de donner à un peuple nombreux une éducation commune, & d'élever tous les enfans dans des maisons destinées à cela. Il sera, par conséquent, très-utile d'établir quelques regles générales, qui servent de directions à tous les peres & meres.

I.

337. Chacun est obligé d'imprimer dans le cœur de ses enfans la crainte de Dieu, comme

étant le commencement de toute sagesse , & de graver dans leur esprit tous les devoirs qui nous sont prescrits par les dix commandemens , de même que ceux que notre vraie religion grecque orientale nous enseigne , conformément aux principes de doctrine qu'elle nous inculque.

338. Chaque pere est de même obligé de leur inspirer de l'amour pour la patrie , & de les accoutumer à respecter les loix civiles , de même que les Magistrats qui les gouvernent , comme étant ceux que Dieu a établis pour veiller ici sur la terre à leur bien-être.

II.

339. Un pere doit s'abstenir en présence de ses enfans , non-seulement de toute espece d'action , mais aussi de tous discours qui tendent à quelque injustice ou à quelque acte de violence ; tels sont

les termes injurieux , les jur-
rements, les coups, toute espece
de cruauté & d'autres fautes sem-
blables: il ne doit pas non plus
permettre, que ceux qui sont
autour de ses enfans, leur don-
nent de pareils mauvais exemples.

III.

340. Il doit défendre le men-
songe à ses enfans, & à ceux qui
les soignent, ne fût-ce même que
pour badiner; car le mensonge
est le vice le plus nuisible.

341. Nous joignons ici pour
l'instruction de tout le monde,
ce que nous avons déjà ordonné
d'imprimer & de répandre, pour
servir de regle générale dans ces
écoles érigées pour l'éducation de
la jeunesse, & de celles que l'on
érigera encore.

342. „ Il faut inspirer la crain-
„ te de Dieu à la jeunesse, for-
„ tifier les bonnes inclinations
„ qui peuvent paroître dans leurs

„ cœurs , & leur donner des
„ principes convenables à leur
„ état. Il faut les exciter au tra-
„ vail, & leur donner de l'hor-
„ reur pour la fainéantise , com-
„ me étant la source de tous les
„ maux & de tous les égare-
„ ments : il faut les accoutumer
„ à des procédés honnêtes , tant
„ dans leurs discours que dans
„ leurs actions ; c'est-à-dire , qu'il
„ faut les accoutumer à la poli-
„ tesse , à la bienfiance , à avoir
„ pitié des pauvres & des mal-
„ heureux , & les détourner de
„ toute indécence : il faut les
„ instruire de toutes les parties
„ de l'économie , & de tout ce
„ qui peut leur être utile en ce
„ genre ; les préserver de la dis-
„ sipation , & principalement leur
„ donner un esprit d'ordre , &
„ leur faire aimer la propreté ,
„ non-seulement à l'égard d'eux-
„ mêmes , mais à l'égard de tout

„ ce qui les entoure : en un mot,
„ il faut les former à toutes les
„ vertus , & leur donner toutes
„ les bonnes qualités qui les ren-
„ dront avec le tems de bons
„ citoyens , qui en feront des
„ membres utiles & honorables
„ dans la société. “

A R T I C L E X V.

De la Noblesse.

343. Le payfan habite les ha-
meaux & les villages , travaille la
terre , qui nourrit de ses pro-
ductions les hommes de tous les
autres états : c'est-là son fort.

344. Les citoyens habitent les
villes ; ils s'occupent du commer-
ce , des arts , des différents mé-
tiers & des diverses sciences.

345. La noblesse est un titre
honorifique , qui distingue des
autres personnes ceux qui en sont
revêtus.

346. Comme il y a eu de tout tems des hommes qui ont été plus vertueux que d'autres, & qui se font distingué par des services importants ; ç'a été une ancienne coutume que l'on a adoptée , de distinguer par un titre les gens les plus vertueux , & ceux qui avoient rendu le plus de services ; & on a en même tems résolu de les laisser jouir de certaines prérogatives, fondées sur les principes que nous avons rapportés ci-devant.

347. On est encore allé plus loin ; on a fixé par les loix les moyens par lesquels on peut acquérir du Prince cette qualité , & on a indiqué les actions qui la font perdre.

348. La vertu & les services sont ce qui peut élever un homme aux honneurs de la noblesse.

349. La vertu & l'honneur sont les principes qui animent à

aimer la patrie , à lui rendre service avec zele , à obéir & à être fidele à son Prince , & qui font que l'on ne se permet jamais rien de déshonorant.

350. L'état d'un guerrier est celui qui offre plus que tout autre les moyens d'acquérir de l'honneur. Défendre sa patrie , vaincre ses ennemis , sont des actions qui donnent le plus grand droit , & qui font l'occupation la plus digne d'un gentilhomme.

351. Cependant , quoique l'art de la guerre soit le plus ancien des moyens pour parvenir à la noblesse , & que les vertus guerrieres soient absolument nécessaires pour conserver & défendre l'Etat ;

352. L'administration de la justice , soit en tems de paix , ou en tems de guerre , n'est pas moins nécessaire ; sans quoi l'Etat tomberoit de lui-même en ruine.

353. Il fuit delà , que la magistrature est un état qui convient aussi à la noblesse , & que les vertus civiles peuvent y conduire aussi-bien que les vertus guerrières.

354. Il fuit encore delà , que l'on ne peut priver personne de la noblesse , que celui qui s'en prive lui-même , en se comportant d'une manière opposée au but de son ordre , & qui se rend par-là indigne de son titre.

355. Car dans ce cas , la dignité de la noblesse qui doit maintenir son honneur sans tache , demande , que celui qui par sa conduite renverse lui-même le fondement de l'établissement de son état , soit exclus du nombre des nobles , dès qu'il en est convaincu , & qu'il doit perdre sa dignité.

356. Les actions qui sont incompatibles avec la noblesse , sont

les crimes de leze Majesté, les vols de grand chemin, toute espèce de larcins, le parjure, le manque de parole, le faux témoignage, soit qu'on le rende soi-même, ou qu'on persuade à d'autres de le rendre, les faux signés ou autres actes frauduleux.

357. En un mot, toute espèce de fraude qui marque un homme sans honneur, & sur-tout les actions qui par leurs suites exposent au mépris.

358. La véritable noblesse consiste, au-contrainre, à aimer sa patrie, à observer toutes les loix & à remplir tous ses devoirs. Les avantages qui en découlent sont,

359 La louange & la bonne renommée, sur-tout quand une famille compte parmi ceux qui en sont sortis un grand nombre de personnes, qui ont brillés par leurs vertus, par leur honneur, par leurs services, par la fidélité

& l'amour qu'ils ont eu pour leur patrie , & par-là même pour leur Souverain.

360. Il faut donc que tous les avantages en général que la noblesse donne , soient fondés sur les principes mentionnés ci-dessus, qui constituent l'essence de la noblesse.

A R T I C L E X V I.

De l'Etat moyen.

361. J'ai dit dans l'article XV. *que les citoyens habitoient les villes , où ils s'occupoient des métiers, du commerce, des arts & des sciences.* Dans un Etat où la noblesse est fondée sur les principes que nous venons d'indiquer , il ne faut pas négliger de prendre les mesures les plus propres à donner de l'émulation aux personnes qui travaillent , & qui , en les encou-

rageant, entretiennent & réveillent parmi elles les bonnes mœurs.

362. Cette classe d'hommes, dont il est nécessaire de faire ici mention, & de laquelle l'Etat a beaucoup de bien à attendre, pourvu qu'elle reçoive une constitution propre à exciter les bonnes mœurs & l'émulation, est celle que nous appellons l'état moyen.

363. Cét état moyen qui jouit de la liberté, ne fait partie ni de la noblesse ni des payfans.

364. On mettra dans cette classe tous ceux, qui, sans être nobles ni payfans, s'occupent des arts, des sciences, de la navigation, du commerce & des métiers.

365. On comptera aussi de ce nombre tous ceux, qui, sans être nés de parens nobles, ont été élevés dans ces écoles & ces maisons que nous & nos prédécesseurs ont fondées, de quelle

qualité qu'ils soient, ecclésiastiques ou séculiers.

366. Outre cela, tous les enfans des officiers de la chancellerie : mais comme cette troisieme classe est susceptible d'avoir divers degrés de prérogatives, nous nous contentons d'indiquer ici la route qu'il faut suivre pour l'examiner plus à fond.

367. L'obligation de cette troisieme classe consistant principalement à avoir de bonnes mœurs, & à s'appliquer au travail, il suit delà, que ceux qui ne voudront pas s'acquitter des devoirs qui découlent de ce principe fondamental de leur ordre, devront en être exclus, comme quand ils manqueront de bonne foi, ou qu'ils violeront leurs promesses, sur-tout s'ils commettent ces fautes par un principe de paresse ou de fraude.

A R T I C L E XVII.

Des Villes.

368. L'état des diverses villes varie beaucoup ; les unes méritent plus d'attentions que les autres , suivant leurs situations.

369. Chez les unes , c'est le commerce maritime qui l'emporte , chez les autres , c'est celui qui se fait par terre.

370. Celles-ci ne servent presque que d'entrepôt aux marchandises , pour les faire passer plus loin.

371. Celles-là ne servent qu'à débiter les denrées , que les habitants de la campagne & des cantons d'alentour y apportent les jours de marché pour les vendre.

372. Telle ville fleurit par ses fabriques.

373. Telle autre bâtie auprès de la mer , réunit en sa faveur

tous ces avantages & d'autres encore.

374. Une troisieme retire de très-grands avantages des foires qu'on y tient.

375. D'autres sont des Capitales, &c.

376. Quelque diversité qu'il regne dans la situation des villes, toutes doivent avoir ceci de commun, c'est qu'il faut nécessairement qu'elles aient toutes une loi uniforme, qui détermine ce que c'est qu'une ville, & ce qui la constitue telle; qui sont ceux que l'on doit regarder comme ses habitans; quels sont les gens qui en forment la commune; qui sont ceux qui doivent avoir part aux avantages que la situation de la ville fournit, & de quelle façon on peut devenir habitant d'une ville.

377. Il paroît donc par-là, que tous ceux qui ont sujet de

prendre part à la prospérité d'une ville , parce qu'ils y ont une maison & leurs biens, doivent porter le nom de bourgeois. Ceux-ci doivent payer certains impôts, ils sont tenus de s'acquitter de certains devoirs, afin qu'on veille à leur bien-être & à leur propre sûreté, tant à l'égard de leurs vies & de leurs biens, que de leur santé, & qu'ils puissent jouir sans empêchement de ces avantages, & de ce qu'ils possèdent.

378. Mais ceux qui ne veulent pas fournir à cette espèce de contribution commune, ne peuvent pas non plus avoir le droit de participer aux avantages communs des bourgeois.

379. Après avoir ainsi déterminé ce que c'est proprement qu'une ville, il reste encore à examiner, quels avantages on peut faire à telle ou telle espèce de villes, sans

porter préjudice au bien général ; & quels sont les arrangemens les plus propres à les faire fleurir.

380. Il faut faire une grande attention dans les villes qui sont extrêmement commerçantes , que le crédit se conserve dans toutes les branches , par la droiture des procédés des citoyens : car la bonne foi & le crédit sont l'ame du commerce ; & par-tout où la fourberie & la fraude prennent le dessus sur la droiture , le crédit ne peut se soutenir.

381. Les petites villes sont très-nécessaires , afin que l'habitant de la campagne , puisse y venir vendre les fruits que lui rapportent ses terres , & l'ouvrage de ses mains ; & qu'il puisse s'y pourvoir en échange de tout ce qui lui est nécessaire.

382. Les villes d'Archangel , St. Pétersbourg , Astracan , Riga , Revel & d'autres semblables , sont

des villes maritimes qui ont des ports ; Orenbourg , Kiachta , & beaucoup d'autres font un commerce différent de celui des précédentes : on peut voir par - là , quelle connexion il doit y avoir entre la situation des lieux , & les arrangemens civils qu'il faut prendre à leur égard ; & qu'il est impossible de donner des ordonnances convenables à une ville , sans connoître les circonstances où elle se trouve.

383. On dispute beaucoup s'il convient d'ériger dans les villes des maîtrises , & de permettre qu'on établisse des confrairies pour les corps de métiers : on demande s'il vaut mieux avoir des confrairies dans les villes , que de n'y en point avoir ? Et le quel des deux est le plus propre à faire prospérer les métiers.

384. Il est incontestable , que les confrairies sont utiles pour éta-

blir les métiers & y faire régner un certain ordre ; & qu'elles ne font nuisibles que quand elles limitent le nombre des ouvriers , puisqu'on empêche de cette façon que le nombre des artisans n'augmente.

385. Il est beaucoup de villes en Europe , où les confrairies sont franches , enforte que le nombre n'en est par limité , & qu'il est libre à chacun d'entrer dans celle qu'il juge à propos. On a aussi remarqué que cela avoit beaucoup contribué à enrichir ces villes.

386. Les confrairies peuvent être utiles dans des villes qui ne sont pas fort peuplées , pour avoir des gens qui soient habiles dans leurs métiers.

ARTICLE XVIII.

Des Héritages.

387. L'ordre que l'on observe pour les successions est tiré des principes du droit civil , & non pas des principes du droit naturel.

388. Le partage des biens, les loix qui traitent de ces partages, la succession après la mort de celui qui a eu cette portion d'héritage, toutes ces choses-là n'ont pu être déterminées, que par la société, & par conséquent par des loix de l'Empire ou civiles.

389. Le droit naturel charge les peres de nourrir & d'élever leurs enfans ; mais il ne les oblige pas d'en faire ses héritiers.

390. Par exemple , un pere qui laisse à son fils un art, ou un métier, qui peut lui procurer sa subsistance, ou qui le lui fait apprendre, le rend ainsi beaucoup

plus riche , que s'il lui avoit laissé le peu de bien qu'il avoit , & qu'il en eût fait par-là même un fainéant & un paresseux.

391. Il est vrai que les loix particulieres d'un pays & les loix civiles demandent pour l'ordinaire , que les enfans soient les héritiers de leurs peres ; mais elles ne l'exigent pas toujours.

392. Voici une regle générale : nourrir ses enfans est un devoir que le droit naturel impose à tous les peres ; mais d'en faire leurs héritiers , c'est un arrangement qui dépend du droit civil ou du droit du pays.

393. Chaque Etat a ses loix sur la possession des biens , qui s'accordent avec le reste de sa constitution ; il faut donc aussi procéder , suivant ce que les loix prescrivent , pour la prise de possession des biens paternels.

394. Il est donc nécessaire ,

que l'on établisse un ordre invincible à observer dans les successions ; afin que l'on connoisse suffisamment qui doit être héritier , & qu'on ne puisse former là-dessus ni plainte ni procès.

395. Il faut que tout le monde se conforme à ce qui est établi par ces loix ; & il ne faut permettre à aucun citoyen d'agir autrement en faisant quelque arrangement contraire.

396. L'ordre des successions étant établi chez les Romains suivant la teneur des loix de l'Empire , il étoit défendu à tout citoyen de s'en écarter en les interprétant mal. Premièrement il étoit défendu à chacun dans les premiers âges de faire un testament : cependant il paroît qu'il est bien dur de priver un homme dans les derniers momens de sa vie du pouvoir de témoigner de la bonne volonté à quelqu'un.

397. Cette considération fit que l'on chercha un moyen propre à accorder la loi & la volonté des particuliers : on permit à un homme de disposer de son bien en présence du peuple assemblé ; chaque testament devenoit ainsi , en quelque maniere , un acte de la puissance législative de cette république.

398. Quelque tems après on permit aux Romains de faire des testamens comme bon leur sembloit ; ce qui contribua beaucoup à faire tomber insensiblement les regles établies pour le partage des terres , & qui introduisit plus que toute autre chose , cette différence si nuisible que l'on faisoit entre les citoyens pauvres & les riches. Des biens de campagne qui avoient été partagés tomberent ainsi entre les mains d'un seul ; les citoyens Romains avoient des

possessions immenses , & un grand nombre d'autres n'avoient rien , & tomberent ainsi à la charge de la République ; ce qui fut pour elle un fardeau insupportable.

399. Les anciennes loix des Athéniens ne permettoient pas à leurs citoyens de tester. Solon le leur permit , excepté à ceux qui avoient des enfans.

400. Mais les Législateurs Romains , prévenus de l'idée qu'ils s'étoient formée du pouvoir paternel , permirent aux peres de faire des testamens , même au préjudice de leurs enfans.

401. Il faut avouer , que les anciennes loix des Athéniens étoient plus conformes aux principes que nous fournit une saine raison , que celles des Romains.

402. Il est des Empires où l'on a prit un milieu entre ces différentes voies , en permettant à un homme de faire un testament pour

les biens qu'il a acquis; mais en défendant en même tems de partager un bien de campagne en plusieurs parties. Et si les biens paternels , ou pour mieux dire , si les terres du pere avoient déjà été vendues ou dissipées , il est ordonné , que l'on doit donner à l'héritier naturel , une portion équivalente au patrimoine vendu , portion que l'on prendra sur le bien acheté ou sur l'acquis ; à moins qu'il n'y ait des raisons fondées sur les loix , qui le rendent inhabile à hériter ; au quel cas les héritiers qui le suivent immédiatement prendront sa place.

403. On peut permettre tant aux héritiers naturels qu'aux testamentaires , de renoncer à l'héritage.

404. Les filles chez les Romains étoient exclues des testaments ; c'est pourquoi on employoit des détours & des noms

empruntés pour leur donner quelque chose. Ces loix obligeoient les hommes d'avoir recours à des voies contraires à la bonne foi, ou bien les forçoient de renoncer à l'amour que nous devons naturellement avoir pour nos enfans. Il faut donc en donnant des loix éviter ces inconvéniens.

465. Comme il n'est rien qui énerve plus les loix, que la possibilité de s'y soustraire par quelques détours ; il n'est rien aussi qui contribue plus à faire perdre le respect que l'on doit aux loix utiles & nécessaires, que des loix qui ne le font pas.

406. Chez les Romains, les femmes héritoient lorsque cela étoit conforme à la loi sur le partage des terres ; mais lorsque cela ne pouvoit pas avoir lieu sans violer cette loi, elles étoient exclues de l'héritage.

407. Je pense à cet égard qu'il

vaut mieux partager les biens , parce que je regarde comme étant de mon devoir , de faire enforte que chacun ait une portion de bien suffisante pour son entretien. L'agriculture fleurira toujours plus de cette façon-là , & l'Etat trouvera plus d'avantage , à avoir une couple de mille sujets jouissans d'un bien modique , qui leur fait passer la vie tranquillement , qu'à n'en avoir que quelques centaines qui ont beaucoup de superflu.

408. Cependant le partage des biens , & les loix que nous avons prises en considération, & que nous croyons qu'il faut établir là-dessus, ne doivent pas être opposées à d'autres principes généraux , qui ne sont pas moins nécessaires à la conservation de l'Etat, & qui peut-être le sont davantage.

409. Partager les terres selon le nombre des payfans, comme cela s'est pratiqué jusques à présent,

est un usage nuisible à l'agriculture, qui rend plus pénible la levée des impôts, & qui réduit les derniers participans à une misère déplorable. Mais si l'on ne soumet à ce partage qu'une portion déterminée d'un héritage, cela suffira pour procurer le maintien des règles générales, l'utilité de tout le public & l'avantage de chaque particulier. C'est à cet égard le plan qui me paroît le plus supportable.

410. On est mineur, jusqu'à ce qu'on ait atteint l'âge que les loix prescrivent pour être majeur : pendant ce tems-là on est membre des familles, mais on ne l'est pas encore de l'état civil ; par conséquent il est utile qu'il y ait des réglemens pour donner des tuteurs.

411. Premièrement aux enfans qui se trouvent à la mort de leur pere dans un âge si tendre, qu'il

leur est impossible de régir par eux-mêmes leurs biens , & qu'on ne peut pas les leur confier , parce qu'il seroit à craindre que manquant des lumières nécessaires , ils ne vinssent à les perdre.

412. En second lieu , & par la même raison , aux imbécilles & aux fols.

413. En troisieme lieu , aussi à ceux que l'on ne peut qu'envifager sur le même pied que les précédents.

414. Dans certaines villes libres , il est permis au plus proche parent d'un homme , qui a dissipé follement la moitié de son bien , ou qui a fait des dettes pour une somme équivalente à cette moitié , de lui faire ôter l'administration de l'autre moitié. On partage les revenus de cette moitié restante , en plusieurs portions , dont une est prise pour l'entretien de cet homme-là , & l'autre est destinée à payer
ses

ses dettes , & on lui défend en même tems de ne plus rien vendre ou engager. Lorsque les dettes sont éteintes , & s'il a changé de conduite , on lui rend le bien que pour son avantage ses parens ont empêché qu'il ne dissipât : mais au cas qu'il soit toujours le même, on ne lui donne que les rentes annuelles.

415. Il faut avoir des réglemens stables , qui conviennent à tous ces cas , afin que la loi mette chaque citoyen à couvert de toute violence & de toute oppression, dont on pourroit aisément user envers lui à ces divers égards.

416. Les loix qui donnent à la mere la tutele , ont pour objet la conservation & le bien-être des orphelins : mais celles qui la confient au plus proche héritier , ont eu plutôt en vue la conservation du bien.

417. Chez les peuples qui ont

les mœurs corrompues, les législateurs ont donné à la mere la tutele des orphelins : mais chez ceux, où les loix se fient davantage à la vie réglée de leurs citoyens, elles donnent la tutele au plus proche héritier, quelquefois à tous les deux ensemble.

418. Chez les Allemands, les femmes ne peuvent pas être sans tuteur. Auguste ordonna, que les femmes qui étoient meres de trois enfans ne fussent pas soumises à une tutele.

419. Chez les Romains, les loix permettoient à l'époux de faire un présent à son épouse avant la noce; la même chose étoit permise à l'épouse : mais après leur mariage cela étoit défendu à l'un & à l'autre.

420. Les Gots occidentaux avoient une loi, qui défendoit à tout homme libre de donner plus de la dixieme partie de son bien

à la future épouse : mais il ne lui étoit pas permis de lui donner la moindre chose dans la première année après leur mariage.

ARTICLE XIX.

De la composition des loix & du style dans lequel on les doit écrire.

421. Tout le droit doit être partagé en trois parties.

422. La première partie sera intitulée, *les loix*.

423. La seconde aura pour titre, *ordonnances dépendantes des circonstances*.

424. La troisième sera nommée, *mandemens*.

425. On comprend sous le nom de *loix*, tous les réglemens, qui ne peuvent jamais être changés, & le nombre n'en peut pas être grand.

426. On entend sous la déno-

mination d'ordonnances dépendantes des circonstances, tous les réglemens suivant lesquels toutes les affaires doivent se traiter, avec les diverses instructions & réglemens qui appartiennent à ce sujet.

427. Sous le nom de *mandemens*, on renferme, en général, tout ce qui a été ordonné par rapport à tel ou tel cas, ce qui est purement accidentel, ou qui se rapporte à une personne particulière, & ce qui peut être changé avec le tems.

428. Chaque matiere sera placée à part dans le code suivant l'ordre & à la place où elle appartient : par exemple, celles qui concernent les affaires de justice, de guerre, de commerce, ce qui se rapporte au civil, à la police, aux villes, au pays &c.

429. Chaque loi sera conçue & exprimée en termes qui soient

intelligibles à tout le monde , & en même tems le plus brièvement possible. Mais cela demande sans doute , que l'on ajoute des éclaircissements ou des explications pour les juges dans les endroits où on les jugera nécessaires, afin qu'ils comprennent mieux l'esprit de la loi , & qu'ils voient l'usage qu'on en doit faire. Les réglemens militaires en fournissent nombre d'exemples très-propres à suivre.

430. Mais il faut user de beaucoup de prudence en donnant ces éclaircissements & ces interprétations ; parce qu'il est fort facile d'obscurcir les cas , plutôt que de les éclaircir ; c'est de quoi on trouve nombre d'exemples.

431. Si une loi n'a besoin ni d'exception , ni de limitation , ou de modération , il vaut beaucoup mieux n'en pas ajouter du tout ; parce que toutes ces particularités

ne font que donner lieu à un plus grand nombre d'autres.

432. Si l'auteur d'une loi trouve à propos d'indiquer les raisons qui l'ont engagé à la donner, il est nécessaire que les motifs soient dignes de la chose. Il étoit une loi Romaine, qui défendoit à ceux qui étoient privés de la vue de poursuivre une cause en justice, par la raison qu'ils ne pouvoient pas voir les marques & les ornements de la justice : c'étoit une bien mauvaise raison, & rien n'est si facile que d'en donner d'autres aussi bonnes.

433. Il ne faut pas remplir les loix de subtilités, qui supposent dans les lecteurs de l'esprit & du savoir : elles sont faites aussi-bien pour les gens de peu d'intelligence, que pour ceux qui sont les plus pénétrants. Elles ne renferment pas la science qui prescrit des regles à l'entendement humain;

mais elles renferment les décisions simples & droites d'un pere , qui veille à l'intérêt de ses enfans & de ses domestiques.

434. Il faut que l'intégrité & la candeur brillent dans toutes les loix : elles ont été données pour punir les crimes & les méchancetés ; par conséquent il faut qu'elles parlent le langage de la vertu & de la bonté.

435. Les loix doivent être écrites dans un style simple & précis : on comprend toujours plus facilement une expression juste , qu'une longue circonlocution.

436. Lorsque les loix sont écrites dans un style guindé & empoulé , elle ne font autre chose que des compositions , qui découvrent une présomption & un orgueil extrême.

437. Les loix ne doivent pas renfermer des expressions indéterminées , comme par exemple : il

étoit ordonné par une loi d'un Empereur Grec , de punir de mort celui qui acheteroit un homme qui avoit été affranchi , *ou qui inquiéteroit cet homme-là*. On n'auroit pas dû se servir d'une expression aussi vague , & autant indéterminée : les chagrins & les inquiétudes que l'on cause à un homme , dépendent entièrement du degré de sensibilité dont cet homme-là est susceptible.

438. Le style du code qu'a donné le Czar Alexis Michailowitz de glorieuse mémoire , est en général clair , simple & précis. On écoute avec plaisir tous les passages que l'on en cite : personne ne peut se tromper pour le sens de ce qu'il entend : les expressions sont à la portée des génies du commun.

439. Les lois sont faites pour tous les hommes en général, ils sont tous obligés d'y conformer leur

vie : il est par conséquent nécessaire que chacun les comprenne.

440. Il faut éviter toutes les expressions de rhétorique, empoulées ou guindées, & ne pas ajouter un mot de plus qu'il ne faut pour l'intelligence de la loi ; afin que l'on comprenne plus aisément ce que la loi ordonne précisément.

441. Il faut encore bien prendre garde, qu'il n'y ait aucune loi dans le nombre, qui manque le but que l'on se propose, qui emploie beaucoup de paroles pour exprimer peu de pensées, qui ait des expressions brillantes, & qui n'exprime par elles, rien d'important.

442. Les loix qui font regarder comme très-nécessaires, certaines actions qui n'ont aucune liaison ni avec la vertu, ni avec le vice, produisent des effets pernicieux, tel que celui de faire en-

visager des actions absolument nécessaires , comme ne l'étant pas.

443. Les loix qui condamnent à payer certaines sommes d'argent déterminées pour de certains délits, doivent au moins être revues , tous les cinquante ans ; parce qu'une amende qui est censée suffisante dans un certain tems , peut être envisagée comme rien dans un autre ; parce que la valeur de l'argent diminue à proportion que sa quantité augmente. Il se trouva autrefois à Rome un homme assez insensé pour donner des soufflets à tous ceux qu'il rencontroit , en donnant en même tems à chacun l'amande que les loix ordonnoient dans ce cas.

A R T I C L E X X.

*Différens points qui ont besoin
d'éclaircissement.*

444. 1°. le crime de leze Majesté.

445. On comprend sous cette dénomination tous les délits contre la sûreté du Souverain & de l'Empire.

446. Toutes les loix avons-nous dit, doivent être conçues en termes clairs & précis ; mais de toutes les loix, il n'en est aucune dont la sûreté du citoyen dépend davantage, que celles qui concernent le crime de leze Majesté.

447. Il n'est rien qui attaque si vivement la liberté d'un citoyen, que les accusations que l'on fait contre lui, qu'elles soient intentées par la justice ou par quelque particulier. A quel danger ne seroit-elle pas exposée, si on laissoit

dans l'incertitude cet objet de la législation ; puisque la liberté des citoyens dépend sur-tout de l'excellence des loix criminelles ?

448. Mais il ne faut pas confondre les loix criminelles avec les loix qui reglent la forme des procédures.

449. Si le crime de leze Majesté est décrit dans les loix en termes trop vagues , c'est ouvrir la porte à beaucoup d'abus.

450. Par exemple , les loix Chinoises ordonnent de punir de mort celui qui aura manqué de rendre à l'Empereur le respect qui lui est dû : mais comme les loix ne déterminent pas , en quoi consiste le manque de respect qui est dû , on peut avoir par-là une multitude de prétextes pour ôter , quand on le juge à propos, la vie à ceux qu'on veut perdre , & d'exterminer une famille dont on desire la ruine. Deux personnes qui étoient

chargées d'écrire les gazettes de la cour , avoient inféré dans la description d'un événement , qui en lui-même n'étoit d'aucune importance , quelques circonstances qui n'étoient pas bien conformes à la vérité. On fit contr'eux cette accusation : inférer des menfonges dans les nouvelles de la cour , c'est manquer au respect que l'on doit à l'Empereur ; & sur cela tous les deux perdirent la vie.

Un certain Prince ayant fait une marque par imprudence à une représentation signée par l'Empereur , on conclut delà qu'il n'avoit pas rendu au Bogdochan l'honneur qui lui est dû & cela attira à toute la famille de ce Prince la plus cruelle persécution.

451. C'est un des abus les plus terribles , que celui de qualifier de crime de leze Majesté une action qui n'y a cependant aucun rapport. Il étoit une loi des Empe-

reurs Romains qui traitoit comme coupable de blasphême, & en conséquence condamnoit à mort, ceux qui manifestotent quelques doutes sur la capacité & le mérite de ceux qui étoient revêtus de quelque dignité.

452. Une autre loi déclaroit les faux monnoyeurs coupables de leze Majesté, quoiqu'on ne doive les regarder que comme des gens qui volent l'État : c'est ainsi que l'on confond les idées de choses très-différentes.

453. Donner le nom de crime de leze Majesté à un crime d'une autre espece quel qu'il soit, ne peut produire d'autre effet que celui de l'horreur, que l'on doit avoir réellement pour ce qui est véritablement crime de leze Majesté.

454. Un gouverneur marquoit à un Empereur Romain, que l'on étoit sur le point de condamner un juge comme étant coupable

du crime de leze Majesté ; parce que dans un jugement qu'il avoit rendu , il étoit allé contre les ordres de l'Empereur : il répondit , qu'il vouloit que sous son regne , on ne traduisît devant les tribunaux que ceux qui étoient effectivement coupables , & non pas ceux dont on interprétoit ainsi les actions.

455. On trouve encore parmi les loix Romaines , une autre loi qui ordonnoit de punir comme coupable de crime de leze Majesté, celui qui par mégarde ou par imprudence jetteroit quelque ordure devant les statues des Empereurs.

456. En Angleterre, il est une loi qui déclare coupable du crime de haute trahison au suprême degré , ceux qui prédisoient la mort du Roi. Lorsque les Rois tomberent malades , les médecins n'osèrent plus dire qu'ils étoient en danger. On peut penser qu'ils se condui-

soient conformément à cela dans la guérison des maladies.

457. Quelqu'un songea qu'il avoit tué le Roi; le Roi ordonna de le punir de mort, parce, disoit-il, qu'il n'auroit pas fait un tel songe cette nuit-là, s'il n'eût eu cette idée le jour étant réveillé. Ce procédé étoit celui d'un tyran; car quand même il auroit eu une telle idée, il n'étoit pas allé jusqu'à l'exécution de ses pensées : les loix ne doivent punir uniquement que les actions externes.

458. Lorsque l'on eut accoutumé d'envifager nombre de délits comme des crimes de leze Majesté, il fut absolument nécessaire de distinguer ces crimes & de les déterminer; enfin on est venu par-là à n'envifager comme tels, que ceux par lesquels on attente à la vie ou à la sûreté du Prince, ou bien qui renferment quel-

que trahison contre l'Etat, ou quelque chose de pareil ; on a ordonné pour ces crimes-là les peines les plus sévères.

459. Ces actions ne se commettent pas journellement ; beaucoup de monde peuvent en avoir connoissance , & on peut facilement éclaircir une fausse accusation de ce crime.

460. Les paroles qui accompagnent une action , prennent la nature de cette action : par exemple , un homme se rend coupable du crime de leze Majesté , lorsque se trouvant dans un lieu public où le peuple s'assemble , il tâche de le porter à la révolte par ses discours ; car ses paroles ont une étroite liaison avec l'action , & elles y participent en quelque manière : on ne le punit pas alors à cause de ses discours ; mais à cause de l'action , pour l'exécution de laquelle il s'est servi de ces discours.

On ne regarde jamais des simples discours comme des délits , à moins qu'ils ne tendent à faire commettre une action contraire aux loix , ou qu'ils n'y soient liés , ou qu'ils n'en soient la fuite. C'est renverser & confondre tout , que de faire des discours , des crimes qui méritent la mort : il faut envisager les paroles comme étant seulement des indices d'un crime digne de mort.

461. Il n'est rien qui rende le crime de leze Majesté autant dépendant de l'explication & de la volonté d'un autre , que quand des discours inconsiderés y ont donné matiere. Les discours sont si fort sujets à être interprétés ; il est une si grande différence entre l'imprudence & la méchanceté , & il en est une si petite entre les expressions dont l'imprudence & la méchanceté se servent , qu'aucune loi ne peut condamner à

mort quelqu'un , pour de simples discours , à moins que l'on n'ait exprimé en propres termes , ces mots qui méritent la mort.

462. Par conséquent, ce qui ne consiste qu'en des simples paroles , ne doit jamais être envisagé ici comme un crime. La plupart de ces discours ne signifient le plus souvent rien en eux-mêmes ; mais c'est le ton de voix qui les accompagne qui leur donne le sens : en répétant les paroles d'une autre personne , il arrive souvent qu'on ne leur donne pas le même sens. Le sens des mots dépend de la liaison qu'ils ont avec d'autres choses : le silence est quelquefois plus significatif , que tous les discours : il n'est rien qui puisse avoir aussi facilement un double sens que tout cela. Comment peut-on donc en faire un si grand crime , tel qu'est le crime de leze Majesté , & punir ainsi des simples

discours comme des actions ? Je ne prétends pas diminuer par-là , le déplaisir qu'il est naturel de ressentir, lorsqu'on entend des choses contraires à la gloire du Souverain ; mais je veux seulement dire, qu'une forte reprimande convient mieux pour ce cas-là , que l'accusation de crime de leze Majesté , qui est toujours terrible , même à celui qui se trouve innocent.

463. Les écrits sont des choses qui ne s'envolent pas comme les mots ; cependant si on voit qu'ils ne tendent pas à préparer le crime de leze Majesté , on ne peut pas les envisager comme une chose qui renferme en effet un tel délit.

464. On défend dans les monarchies les papiers qui sont offensans ; mais cela est plutôt du ressort de la police , qu'un crime. Il faut bien prendre garde de ne pas

pousser ses recherches trop loin pour ces cas , parce qu'il seroit à craindre que l'on n'étouffât le génie par cette contrainte : il ne peut résulter delà que de l'ignorance ; on anéantit les dons de l'entendement humain , & on ôte toute envie d'écrire.

465. Il faut punir les calomniateurs.

466. Il est nombre d'États où la loi commande sous peine de vie , de révéler toutes les conjurations , dont quelqu'un peut avoir quelque connoissance , sans être du complot , ou sans avoir de relation avec les conjurés , simplement par oui dire. Il est très-juste d'observer cette loi à l'égard du crime de leze Majesté au suprême degré.

467. Enfin il est de la dernière importance , de ne pas confondre les différens degrés de ce délit.

468. 2°. *Des corps de justice ;*

que l'on établit d'après des ordres particuliers.

469. Une chose tout-à-fait inutile à celui qui gouverne un Etat, c'est d'établir quelquefois des juges particuliers, pour juger quelque individu. De tels juges extraordinaires doivent être des gens très-vertueux & très-droits, afin qu'ils n'aillent pas peut-être s'imaginer, qu'ils puissent toujours se justifier par l'ordre qu'ils ont reçu, par l'intérêt de l'État qui peut-être a occasionné cette démarche, par le choix qu'on a fait de leurs personnes, ou par leur propre crainte. On a si peu d'utilité à attendre de ces justices-là, qu'il ne vaut pas la peine de changer pour cet objet la forme ordinaire des justices.

470. Cela peut être encore une source d'abus, qui peuvent extrêmement nuire au repos des citoyens : on peut en voir un exem-

ple par ce qui fuit. Il étoit d'usage en Angleterre sous le regne de plusieurs Rois , de faire faire le procès aux membres de la chambre haute par des juges nommés exprès & tirés de cette même chambre ; on faisoit périr de cette façon tous ceux dont on avoit envie de se débarrasser.

471. Il est arrivé souvent parmi nous , qu'on a fait examiner certaines choses par de pareils juges , & qu'on a mêlé leur sentiment avec un jugement prononcé là-dessus dans les formes.

472. C'est encore une chose très-différente , de rassembler tous les indices & les circonstances d'une affaire , & de donner son avis là-dessus , ou de prononcer définitivement une sentence judiciaire.

473. 3°. *Regles très-importantes & très-nécessaires.*

474. Ce seroit une chose extrê-

mement nuisible au repos & à la sûreté des sujets, que de défendre le libre exercice de la religion, ou bien de ne vouloir pas le permettre, dans un Empire d'une vaste étendue, dont la domination s'étend sur plusieurs nations différentes.

475. Car, il n'est pas de meilleur moyen, pour ramener les brebis égarées dans le véritable troupeau des fideles, que de tolérer ces religions étrangères, conformément à ce qu'approuve notre Eglise orthodoxe, aussi-bien qu'une saine politique.

476. La persécution irrite l'esprit de l'homme : la liberté de conscience adoucit, au contraire, les cœurs les plus endurcis, soumet les plus obstinés, & elle étouffe les disputes qui sont si nuisibles au repos de l'Empire & à l'union qui doit être entre les citoyens.

477. Il faut agir avec beaucoup de

de prudence dans l'examen de ces causes où il s'agit d'accusation de sortilege & d'hérésie. Ces genres d'accusations peuvent troubler le repos , la liberté & le bien-être des citoyens au-delà de toute expression , & être une source infinie de persécutions , à moins que les loix n'y mettent des bornes. Car comme cette accusation est plutôt fondée sur l'idée que l'on se fait du caractère moral d'un citoyen , que sur une action réellement commise , elle devient d'autant plus dangereuse , suivant le degré d'ignorance du commun peuple ; car alors il n'est rien qui puisse mettre à l'abri d'être soupçonné de ce crime , ni la meilleure conduite , ni l'intégrité des mœurs , ni l'accomplissement le plus exact de ses devoirs.

478. Sous le regne de l'Empereur Grec , Manuel Commeni , le Protostrator fut accusé d'avoir eu

dessein d'exécuter quelque méchanceté contre son Prince, & qu'il s'étoit servi pour cela de quelques sortileges qui rendent les gens invisibles.

479. On trouve dans l'histoire de Constantinople, qu'après qu'on eut découvert, qu'un miracle avoit cessé par l'effet d'un sortilege d'un certain homme, cet homme-là & son fils furent condamnés l'un & l'autre à la mort. Combien ne trouve-t-on pas ici de choses dont ce crime dépendoit, & que le juge auroit bien dû distinguer ? 1°. Il auroit fallu s'assurer si le miracle avoit effectivement existé. 2°. S'il avoit réellement cessé. 3°. S'il y avoit eu quelque sortilege lorsqu'il a cessé. 4°. Si un forcier a le pouvoir d'anéantir un miracle. 5°. Si cet homme-là l'étoit effectivement. 6°. Et enfin, si c'étoit bien lui qui eût usé de sortilege dans ce cas-là.

480. L'Empereur Théodore Lascarin attribuoit sa maladie à l'effet de quelques sortilèges. Ceux qui en étoient accusés n'avoient pas d'autres moyens pour se justifier, que de saisir ayant les mains nues un fer rouge, sans se brûler : on employoit ainsi, pour s'assurer d'un des crimes les plus douteux qu'il y ait au monde, un essai qui est tout aussi douteux.

481. 4°. *Comment on peut savoir, si un Empire approche de sa ruine & de son entière décadence.*

482. La chute de tout gouvernement commence presque toujours par la corruption de son principe fondamental.

483. Le principe d'un gouvernement se gâte, non-seulement, lorsque le caractère national, que la loi a gravé dans le cœur d'un chacun, & que l'on peut appeler l'égalité prescrite par la loi, s'éteint; mais aussi lorsque l'esprit

d'égalité étant monté au suprême degré prend tellement racine , que chacun veut être égal à celui , qui a été ordonné par la loi pour être son supérieur.

484. Lorsqu'on ne rend pas à celui qui gouverne , aux tribunaux & à ses préposés , l'honneur qui leur est dû ; lorsqu'on ne respecte plus ni vieillards , ni pere , ni mere , ni maître , il faut que l'Etat tombe en ruine insensiblement.

485. Si le principe du gouvernement se corrompt , on appelle toutes les ordonnances qu'on y trouve *cruauté* , & *rigidité* ; les regles les mieux établies s'appellent *contrainte* , & ce qui étoit autrefois *zele* , est appelé *timidité*. Les biens de quelques particuliers faisoient autrefois le trésor du peuple ; mais dans un tel tems le trésor du peuple devient l'héritage

de certains particuliers, & l'amour de la patrie s'évanouit.

486. Il faut conserver l'Etat dans sa grandeur réelle, afin de préserver les principes du gouvernement de toute atteinte : mais cet Etat tombe en décadence, lorsque ses principes se changent.

487. Il est deux genres de corruption : le premier lorsqu'on néglige d'observer les loix ; le second lorsque les loix sont si mauvaises, qu'elles mêmes entraînent après elles la corruption ; alors le mal est incurable, parce qu'il gît dans les remèdes mêmes qu'on emploie pour le guérir.

488. Un Etat peut aussi subir deux genres de changements, soit quand sa constitution devient meilleure, soit quand elle devient moins bonne. Lorsqu'un Empire conserve ses principes, & que sa constitution change, alors il se perfectionne ; mais si les principes

sont perdus , lorsque la constitution se change , alors il tombe en décadence.

489. Plus le nombre des peines capitales augmente , & plus grand est le danger qui menace l'Etat ; car les punitions augmentent à proportion que les mœurs se corrompent ; ce qui produit également la chute de l'Empire.

490. Qu'est-ce qui a renversé du trône les familles de Tsin & de Sui ? dit un certain écrivain Chinois : c'est , parce que ces Princes ne se contentoient pas d'avoir cette inspection suprême , qui convient uniquement à un Souverain , mais qu'ils vouloient gouverner tout immédiatement par eux-mêmes , & qu'ils tiroient à eux toutes les choses qui auroient dû être régies par différens tribunaux.

491. Le pouvoir d'un Souverain tombe donc aussi , lorsque

le Prince a dans l'idée qu'il montrera mieux sa puissance en changeant l'ordre des choses, qu'en le suivant, & en écoutant plutôt ses fantaisies que sa volonté, qui est la source d'où les loix découlent, ou d'où elles sont sorties.

492. Il est vrai qu'il survient des cas, dans lesquels la puissance doit avoir son libre cours & peut l'avoir, sans que l'Etat coure aucun danger: mais il survient aussi des cas de tel genre, dans lesquels cette puissance est obligée de contenir ses effets, dans de certaines limites, qu'elle s'est elle-même prescrites.

493. Le plus haut degré de perfection de la politique consiste à savoir exactement, quel degré de puissance, grand ou petit, on doit employer suivant les diverses circonstances; car dans un Empire, le bonheur de l'Etat consiste en partie, dans un

gouvernement doux & humain.

494. Dans les machines les plus parfaites , l'art y emploie le moins de mouvement , le moins de force & le moins de roues qu'il est possible. Cette regle peut aussi être utile dans le gouvernement. Les moyens les plus simples sont souvent les meilleurs , & les plus compliqués sont à l'ordinaire les plus mauvais.

495. Une chose très - avantageuse dans un gouvernement , c'est lorsque c'est le Souverain qui encourage , & que ce sont les loix qui menacent.

496. Le ministre est bien peu versé dans son art , qui vous dit à tout propos : que le Prince est fâché ; qu'on l'a prévenu contre vous ; & qu'il veut agir dans votre affaire suivant sa propre puissance.

497. Ce seroit encore un grand malheur pour un Etat , si per-

sonne n'osoit hasarder de manifester ses craintes, sur un certain événement qui se présente; ni justifier la mauvaise réussite de ses entreprises, lorsqu'on doit en attribuer la cause aux caprices de la fortune; ni oser dire librement sa pensée.

498. Mais, quelqu'un pourroit demander : quand est-ce qu'il est nécessaire de punir, & quand faut-il faire grace? C'est ici une chose que l'on sent mieux qu'on ne peut la prescrire. S'il est quelque danger en faisant grace, on le voit manifestement. Il est très-facile de distinguer entre la douceur, & cette espece de foiblesse qui conduit le Souverain à omettre la punition, & à ne favoir enfin plus distinguer quand il doit punir.

499. Il est vrai, que la bonne opinion que l'on conçoit de la gloire & de la puissance d'un

Prince , peut augmenter la force de son Empire ; mais la bonne opinion qu'on aura de son amour pour la justice , n'y contribuera pas moins efficacement.

500. Il n'est pas possible que tout ceci puisse plaire aux flatteurs , qui répètent tous les jours aux Princes de ce monde , que leur peuple a été créé pour eux. Mais pour nous , nous croyons , & nous nous faisons gloire de dire , que *nous avons été créés pour notre peuple* : c'est à cause de cela que nous sommes obligés de dire les choses comme elles doivent être ; car , à Dieu ne plaise ! qu'après que ces loix seront données , il y ait un peuple sur la terre plus juste , & par conséquent plus fleurissant que le nôtre : car le but de nos loix ne seroit pas rempli ; ce seroit un malheur auquel je souhaite de ne pas survivre.

501. Tous les exemples & les coutumes des diverses nations rapportées dans ce traité, ne doivent avoir d'autre effet, que d'aider à choisir les moyens, qui peuvent rendre le peuple Russe aussi heureux, que l'humanité peut permettre qu'on le soit sur la terre.

502. Il ne reste à présent à la commission plus rien à faire, que de comparer les différens articles de chaque partie des loix, avec les principes de cette instruction.

CONCLUSION.

503. Il peut arriver, que quelques-uns de ceux qui auront lu cette instruction, diront, que tout le monde ne la comprendra pas: mais il n'est pas difficile de leur répondre. Il est certain que ceux qui ne la liront qu'une fois légèrement, ne la comprendront

pas tous ; mais chacun la comprendra, s'il se donne la peine d'en tirer avec soin tout ce qui peut lui servir de direction pour porter son jugement, suivant que les événemens & les circonstances le prescrivent. Il faut lire très-souvent cette instruction, afin qu'elle soit familière à chacun, & chacun peut alors être assuré qu'il la comprendra. Car,

504. L'application & l'attention surmontent toutes les difficultés ; de même que la paresse & la dissipation détournent de tout bien.

505. Afin de faciliter cet ouvrage pénible, nous ordonnons que la présente instruction soit lue une fois, au commencement de chaque mois, dans l'assemblée de la commission qui a été établie pour travailler au plan d'un nouveau code, de même que dans les autres commissions qui en se-

ront tirées : mais il faudra lire surtout les articles qui concernent les sujets particuliers , du travail desquels on a chargé ces diverses commissions ; & cela devra se faire aussi long-tems que la commission subsistera.

506. Mais comme tout ce qui est l'ouvrage des hommes n'est jamais parfait , si le cas arrive que dans l'exécution , on ne trouve pas dans cette instruction , des regles établies sur un arrangement qui pourroit se présenter , il sera permis à la commission de nous faire des représentations là-dessus , pour nous prier de suppléer à ce qui manque.

L'original est signé de la propre main de Sa Majesté Impériale , comme suit :

CATHERINE

Moscou le 30 Juillet 1767.



REGLEMENT

*Sur la forme & la maniere de
procéder de la commission éta-
blie, pour travailler au projet
d'un nouveau Code de Loix.*





REGLEMENT

*Sur la forme & la maniere de
procéder de la commission éta-
blie , pour travailler au projet
d'un nouveau Code de Loix.*

I.

Six mois après la publication du manifeste dans chaque lieu , les députés devront se trouver à Moscou , & se présenter au sénat.

I I.

Chaque député remettra au sénat , après son arrivée , le plein pouvoir du lieu dont il est envoyé. On examinera ces pleins pouvoirs , & on les portera dans

un journal, suivant le rang des gouvernemens , & suivant que chacun arrivera plus vite ou plus tard à la capitale. Il y aura quelques membres du sénat chargés de ce soin-là, qui feront une note particulière des députés qui ne seront pas encore arrivés. Dès qu'il y aura un certain nombre de députés de rassemblés, le sénat nous en avisera.

I I I.

On fixera après cela un jour , auquel les députés se rassembleront dans la cathédrale, nommée l'assomption de la Vierge, afin de prêter serment. Le procureur général marchera à la tête, tenant en main un bâton de maréchal ; les députés des tribunaux supérieurs le suivront, ensuite viendront les autres tribunaux, & après ceux-ci, les députés des

gouvernemens, dans l'ordre que je vais dire : 1°. ceux de Moscou, 2°. de Kiowie, 3°. de St. Pétersbourg, 4°. de Novogorod, 5°. de Kafan, 6°. d'Astracan, 7°. de Sibérie, 8°. d'Irken, 9°. de Smolensko, 10°. d'Estonie, 11°. de Livonie, 12°. de Wibourg, 13°. de Nischegorod, 14°. de la petite Russie, 15°. de l'Ukraine de Slobo, 16°. de Voronefe, 17°. de Belogrod, 18°. d'Archangel, 19°. d'Orengburg, 20°. de la nouvelle Russie. Les députés des cercles de chaque gouvernement marcheront dans l'ordre auquel ils se sont présentés au sénat; ceux qui y ont paru les premiers précéderont les autres comme suit; les nobles marcheront les premiers, ensuite ceux des villes, ensuite ceux des Odnodwor, & enfin les députés de l'ancienne milice & des paysans. Les députés de nos troupes Cosaques prendront place avec

les députés du gouvernement , dans lequel ils habitent , après ceux des villes , comme on vient de le dire. Tous les députés qui professent la religion chrétienne , entreront dans l'Eglise ; ceux qui ne sont pas baptisés n'y entreront pas. Après avoir assisté au service divin , ils se rendront dans le même ordre au palais , pour avoir audience de notre part , & pour entendre ce que nous avons à leur dire encore sur le sujet pour lequel nous les avons fait demander. Nous leur remettrons ensuite une instruction , & la présente ordonnance , en ajoutant , qu'avec le secours de Dieu , ils doivent commencer à travailler au projet d'un nouveau code de loix , & qu'ils y doivent apporter tous les soins que leur devoir & l'importance du sujet exigent d'eux. Les députés qui arriveront de différens endroits après l'ouverture

de la commission, seront amenés au maréchal des députés, qui leur fera prêter serment, pour pouvoir assister à la commission. Ceux qui sont d'une communion étrangère, & ceux qui ne sont pas baptisés, prêteront serment suivant l'usage de leur pays.

I V.

Les députés s'assembleront le jour suivant dans une salle qui leur est préparée, & prendront place dans le même ordre qu'ils ont observé en allant à l'Eglise. Le procureur général fera faire, après cela, lecture de la présente ordonnance, & signifiera à la commission, qu'il est tems d'élire un chef des députés; qu'ils doivent proposer quelques candidats, & qu'il leur donne une demi-heure de tems pour réunir leurs voix. Après que ce tems se fera

écoulé , ils remettront au procureur général , suivant la diversité des suffrages , la liste des candidats , qu'ils proposent pour chef , & ils commenceront à balotter selon ces listes ; après quoi , on viendra nous dire les noms des deux personnes qui auront eu le plus grand nombre de balles pour être élus , ou qui en auront eu un nombre égal : le procureur général proposera aussi un candidat , comme une troisième personne , dont le nom nous sera présenté avec celui des deux autres ; au cas cependant que la commission ne s'y oppose pas ; si le contraire arrive , le procureur général proposera trois candidats , & les députés éliront un de ces trois par les balottes , & on mettra le nom de celui qui aura eu le plus grand nombre de balles , sur l'information qui nous sera donnée. Mais s'il arrive que

le procureur général présente aussi un de ces candidats de la commission, il est permis dans ce cas-là, de nous présenter deux députés, parmi lesquels nous en choisirons un, pour être le chef ou le maréchal des députés. Le procureur général remettra, de notre part, le bâton de maréchal, à celui que nous aurons choisi ; & jusqu'alors, c'est le procureur général qui le portera, en notre nom, dans l'assemblée. Ce maréchal recevra tous les Ukases, de même que tous les ouvrages préliminaires, qu'on doit lire dans la grande assemblée, & les instructions des députés ; c'est pourquoi on lui donnera la quantité de secrétaires qui lui seront nécessaires.

V.

Le maréchal commencera par

faire faire la lecture de l'instruction que nous avons donnée pour les guider ; après quoi on lira la présente ordonnance , qui renferme la manière suivant laquelle la commission établie pour travailler au plan d'un nouveau code , devra opérer.

V L.

Après que tout cela sera fait , le maréchal proposera aux députés de créer quelques candidats , pour former une commission de directeurs , laquelle sera composée de cinq personnes , en se servant de la même méthode qu'ils ont employée pour élire leur maréchal. Le maréchal , de même que le procureur général , peuvent chacun y joindre un candidat , ou se réunir pour en choisir un , & on nous présentera les noms de deux ou de trois personnes

sonnes, pour remplir chaque place. On procédera dans ce cas-ci, tout comme on a fait auparavant, pour élire un maréchal ; & on attendra là-dessus notre confirmation. Quand on l'aura reçue, le chef fera connoître à la grande assemblée des députés, ceux qui ont été nommés pour former la commission de direction. On donnera à celle-ci des copies, tant de l'instruction que de la présente ordonnance ; & on y joindra encore le nombre d'écrivains que le procureur général & le maréchal jugeront être nécessaires.

V I I.

Les membres de la commission de la direction témoignent à l'assemblée, combien ils sont sensibles à la confiance qu'on leur marque, par le choix qu'on a fait d'eux ; après quoi ils pas-

L

feront dans un autre appartement ; ils liront de nouveau l'instruction & la présente ordonnance , & ils commenceront à s'acquitter du devoir de leur charge , en délibérant sur ce qu'il faut faire.

Le devoir de cette commission sera , de représenter à l'assemblée par le maréchal , qu'il convient d'élire encore des députés , pour remplir certaines fonctions , qui formeront des commissions particulières. Ces commissions s'occuperont des sujets suivans : elles feront des recherches sur la justice , sur les biens de terre , sur les procédures , sur le commerce , sur l'agriculture , sur la conservation des bois , sur la police générale , & sur celle des villes , & sur tous les autres sujets qui sont l'objet des loix , sur les ordonnances & les ukases.

La commission de la direction pourra , suivant qu'elle le trou-

vera à propos, demander à l'assemblée générale les membres qu'il faut pour former ces différentes commissions ; & l'assemblée générale élira ces membres, tout comme elle a élu par balottes le maréchal, & ceux de la commission de la direction : le procureur général & le maréchal des députés pourront y joindre le même nombre de candidats, comme il a été dit au §. 4 ; chacune de ces commissions ne sera composée que de cinq personnes. Il est aussi permis à l'assemblée générale d'établir les membres de ces commissions particulières, sans avoir besoin d'une plus ample information. Le maréchal & le procureur général pourront s'ajointre chacun quatre personnes prises parmi les députés, en qui ils auront leur confiance, & qui se prêteront volontiers à leur donner du secours ; on laisse

de même la liberté à chacun des membres des commissions particulières, de choisir une ou deux personnes parmi les députés, sur qui ils peuvent se fier, & qui voudront bien les aider dans un ouvrage si pénible. Ces députés, qui serviront d'aides dans ces commissions particulières, n'y auront aucun suffrage à donner; mais ils serviront seulement de conseils à ceux auxquels ils font l'amitié d'aider; faisant d'ailleurs, relativement à cet objet, tout ce dont ils seront capables: c'est pourquoi les membres des commissions ne traiteront pas ces assistants comme gens à leurs ordres; mais ils auront pour eux tous les égards qu'ils doivent en général aux députés. Ceux-ci auront leurs places derrière celle de ceux qui les ont appelés, pour leur aider.

Si la commission de la direction

trouve qu'il est convenable de joindre encore quelques membres aux commissions pour accélérer la confection de l'ouvrage , elle pourra demander , comme auparavant , le nombre des personnes nécessaires. La commission de la direction fera toutes les occasions pour porter les autres commissions à faire leur devoir. Quand on aura fini de traiter une matière devant celles - ci , elle sera portée devant la première , qui examinera , si l'ouvrage est conforme à ce qui est dit dans l'instruction générale ; s'il n'y a pas de contradictions dans les différentes parties ; & enfin si toutes les parties tendent au grand but : *de faire fleurir l'Empire par les bonnes mœurs , en rendant le peuple heureux , par la douceur des loix , qui est la source de l'amour , de la fidélité & de l'obéissance que l'on doit à ses supérieurs.* Les.

commissions particulieres donneront toutes les semaines à la direction, un mémoire abrégé, de ce qu'on aura traité pendant le courant de la semaine. Si celle-ci trouve, que l'une de ces commissions s'est écartée de la regle générale, il faudra lui rappeler l'instruction qu'on lui a donnée.

Si l'assemblée générale avoit besoin du journal ou d'un mémoire d'une des commissions particulieres, pour mieux traiter un sujet, ou pour avoir les lumieres convenables, la commission des directeurs fera chargée de lui fournir tout ce qui lui sera nécessaire.

Les commissions particulieres enverront à la direction tout ce qu'elles auront arrêté & conclu ; celle-ci lira le mémoire, le confrontera avec les regles fondamentales contenues dans l'instruction ; ou elle l'agréera, ou bien.

elle y fera les changemens conformes à l'instruction ; après quoi elle l'enverra à l'assemblée des députés , pour être examiné , & lui dira en même tems pourquoi on y a fait des changemens.

Si la grande instruction ne fournit pas sur un sujet des regles bien précises , ou que l'on ne rapporte que des exemples ; alors la direction présentera cette affaire à l'assemblée générale , en ajoutant son sentiment sur le sujet en question , en les priant d'examiner eux-mêmes la chose , & de dire lequel de ces exemples ils jugent qu'il est le plus convenable de suivre , & qu'ils pensent être le plus conforme à la constitution de l'Empire. Là-dessus , l'assemblée générale fera de nouveau lecture de la matiere dont il s'agit dans la grande instruction ; & la direction se reglera enfin sur ce qu'on aura arrêté ici.

. Dans toutes ces commissions ; dans la commission de direction & d'expédition , de même que dans toutes les autres , les membres qui les composent seront assis autour d'une table ronde.

V I I I .

Toutes les commissions particulières auront chacune un exemplaire de notre instruction , qu'ils tiendront sur la table. Après qu'une des commissions aura fini de traiter un des sujets qui lui auront été proposés ; (à supposer qu'alors soient en ville les colleges & les chancelleries qui ont fourni des députés à l'assemblée , & qui sont chargés de faire exécuter certains réglemens de l'assemblée , après qu'ils auront été confirmés) , cette commission , dis-je , fera assembler ces colleges & ces chancelleries , leur fera

lecture de ce qui aura été projeté , & leur en demandera leur jugement. Mais si ces tribunaux se trouvent être dans une autre ville , on leur enverra lesdits projets : s'il arrive que le college qui est dans la ville ne donne pas son approbation à ce qu'on lui propose ; alors on lui donnera copie de ce qui s'est passé dans les séances de la commission , & on ne leur accordera pas au-delà de quinze jours , pour faire connoître leurs idées & leurs doutes. On accordera le même terme pour le même cas à ceux qui se trouveront dans d'autres villes , sans comprendre le tems qu'il faut pour leur faire parvenir le mémoire & celui pour le retour ; alors ces colleges & ces chancelleries s'assembleront les jours de vacance , ou bien même l'après midi , ils coucheront par écrit leurs sentimens , & ils les enverront à la

commission qui les leur demande. Celle-ci examinera leurs idées ; les comparera avec la grande instruction & avec les principes qu'elle renferme , elle corrigera ses idées , ou bien elle les adoptera & les laissera telles que le college ou la chancellerie les leur aura envoyées : elle les remettra alors , avec ce qu'elle peut avoir déterminé d'ailleurs , à la commission des directeurs , en leur marquant en même tems , pourquoi on a fait tels changemens.

I X.

Après que l'on aura établi les membres de la commission des directeurs , le maréchal fera connoître à l'assemblée générale qu'il est nécessaire qu'il y ait aussi une commission d'expédition , sans laquelle toutes les autres & même l'assemblée générale feroient in-

fructueuses , que l'on doit donc procéder à en établir une , de la même manière qu'on a établi la première. Le devoir de cette commission consistera à mettre au net, suivant les règles de la langue, tout ce que les autres commissions auront arrêté. Elle ne changera rien au fond des matières ; mais si elle trouvoit dans quelque endroit une contradiction , elle pourra en avertir la commission qui leur a envoyé le mémoire. Elle aura son rang immédiatement après la commission des directeurs qui est la première. Aucune commission, ni même l'assemblée générale, ne nous présentera rien, ni au public, qui n'ait été examiné par cette commission d'expéditions, & qu'elle n'ait signé ; c'est elle qui répond de toutes les expressions qui ont un double sens, qui sont obscures, indéterminées, des ter-

mes & des expressions inintelligibles.

X.

Le maréchal ordonnera, suivant qu'il le jugera à propos, qu'on fasse lecture dans la grande assemblée de ces loix, qui suivant l'instruction, ont le plus besoin d'être corrigées, & sur lesquelles les députés insistent le plus dans leurs requêtes & dans leurs instructions. L'assemblée fera ses remarques là-dessus, & elle enverra à la direction ce qu'elle a résolu unanimement, on l'enverra delà aux autres commissions particulieres, non pas pour leur servir d'instruction, mais comme des remarques qu'il faut comparer avec les autres propositions, & qu'il faut mûrement examiner; c'est pourquoi les commissions rendront réponse sur chaque article à la grande assemblée.

X I.

Cependant , on élira de la manière prescrite. cinq députés particuliers , qui s'occuperont à faire des extraits des instructions données aux députés , relativement aux matieres qui les occupent. Après qu'on en aura fait lecture dans la grande assemblée , on fera des remarques là-dessus , & on les enverra, comme on l'a déjà dit, à la commission des directeurs. On lira suivant que le maréchal le jugera à propos tour à tour, les loix, les ukases, & les projets qui se feront ; puis les susdites instructions ; par exemple , on lira un jour ceux-là , & le lendemain on fera lecture de celles-ci , savoir des instructions ; suivant que les matieres l'exigeront , jusqu'à ce que l'on ait fini la lecture des uns ou des autres , ou

bien comme le maréchal jugera qu'il convient le mieux.

X I I.

Le procureur général présidera ordinairement à la commission de la direction , avec le maréchal des députés de la chancellerie : car un seul ne peut pas être dans deux endroits à la fois. Il est aussi nécessaire que le procureur général préside à la commission de la direction , qu'il l'est que le maréchal préside à l'assemblée générale : c'est pourquoi on n'interdit ces places ni à l'un ni à l'autre dans ces deux endroits ; puisqu'il faut pour l'avancement de nos desseins , que l'un & l'autre aient une pleine connoissance de tout ce qui se passe dans les différentes commissions. Le procureur général & le maréchal des députés , siegeront dans tou-

tes les commissions particulieres avec les cinq membres que l'on a choisis , qui feront ensemble sept personnes. Au cas que l'un des deux tombe malade , l'autre remplira sa place ; & il se trouvera où il jugera qu'il est le plus nécessaire.

X I I I.

Le maréchal des députés & le procureur général délibéreront & conviendront de la matiere qu'on doit proposer à la grande assemblée , de même que du jour auquel on doit s'assembler , & on fera afficher un jour auparavant à la porte , qu'il y aura une assemblée générale le jour suivant. Dès que les députés seront assemblés , le maréchal leur fera connoître verbalement , ou par écrit , suivant que la chose est importante , ou demande beaucoup de discours , l'objet sur lequel on va délibérer.

& il en fera faire la lecture. Si la chose est importante, on la lit pour la première fois d'un bout à l'autre avec la plus grande attention ; ensuite on la lit encore une fois, afin que chacun puisse faire ses remarques là-dessus : en cas que la chose ne soit pas de grande importance, & que personne ne demande qu'on en répète la lecture, on se contente de la lire une fois. Chacun fera ses remarques de la manière suivante : il se levera de sa place, & dira d'une manière convenable, & pas trop haut, à la personne la plus près qui tiendra le journal, qu'il a quelques remarques à faire sur tel ou tel point. Celui-ci le dit au maréchal, & il note le nom du député, afin que quand on a achevé de lire, le maréchal demande à chacun son avis, suivant l'ordre dans lequel ils sont inscrits, sans que l'un interrompe l'autre ;

alors le député auquel on a adressé la parole se levant de sa place, s'en ira auprès de celui qui tient le journal, & proposera sa pensée. S'il arrive à quelqu'un d'interrompre celui qui parle, le maréchal le fera souvenir la première fois, qu'il a oublié la considération que les uns doivent avoir pour les autres dans une matière si importante; la seconde fois, il lui rappellera la même chose à l'esprit; & à la troisième, il le condamne à payer deux roubles d'amende. Si après cela il continue à faire la même chose, on lui défendra de parler au nom de toute l'assemblée; & il sera obligé de tout donner par écrit à l'avenir. Celui qui a quelque chose à dire, adressera son discours au maréchal, ou en son absence au procureur-général. Il faut que chacun soit clair & précis dans ses discours, & il doit proposer son opinion.

avec la liberté, qui convient pour avancer le but de cette affaire : mais personne ne parlera plus d'une demi-heure : il ne faut pas le permettre à celui qui auroit intention de le faire ; le maréchal lui ordonnera de donner son sentiment par écrit. Si un jour ne suffit pas pour proposer toutes les objections, on marquera sur le journal où l'on a cessé, afin qu'on puisse commencer par-là le jour suivant.

Si on ne fait point d'objections à la seconde lecture du mémoire, & que tout le monde garde le silence, on envisagera cela, comme si la grande assemblée n'avoit rien eu à objecter à ce qui vient d'être lu, & qu'elle l'approuve. Si le maréchal ou le procureur-général assistant à la grande assemblée, jugent à propos de dire leur sentiment sur la lecture & l'examen d'un sujet, en le proposant en forme de question, cela leur

est permis , & alors le maréchal demande , suivant l'usage , la décision de la grande assemblée. S'ils sont tous du même avis , alors le maréchal signe cette affaire dans la grande assemblée , & trois députés avec lui dans l'ordre où ils sont placés. Si on fait des représentations & des plaintes sur les anciennes loix que l'on lira , & qu'il y eût quelques membres de la grande assemblée qui ne fussent pas satisfaits des remarques que d'autres ont faites sur ces loix ; alors le maréchal formera sur cette diversité d'opinions une question , à laquelle on peut répondre par un oui ou un non : il proposera donc cette question à haute voix , & il inscrira le nombre de ceux qui seront pour , & de ceux qui seront contre ; il le signera de la manière prescrite , & il l'enverra à la direction : celle-ci renverra cette affaire avec son propre ju-

gement, à la commission particulière à laquelle elle appartient. Cette commission examinera les remarques des deux parties, elle les comparera avec la grande instruction; elle conclura pour ce qui est le plus utile relativement à la loi, & elle procédera de même quand on lui en enverra d'autres semblables.

Quant à la décision d'un point sur lequel on n'est pas d'accord; lorsque tous ceux qui sont assemblés ne sont pas du même avis, que les uns disent oui & les autres non, on leur donnera un certain tems pour se réunir; le maréchal les interrogera alors pour la seconde fois, & s'ils ne sont pas encore unanimes, on commencera à recueillir les voix par les ballotes. On prendra garde ici que personne ne jette plus d'une balle, & on verra si le nombre des balles s'y trouve: on comp-

tera alors de quel côté est le plus grand nombre. Au cas que les voix soient égales, le maréchal & le procureur-général auront chacun deux voix à donner au parti qu'ils jugeront à propos : si les voix sont encore égales dans ce cas-là, le maréchal & le procureur-général chercheront de nouveau à réunir l'assemblée en leur donnant un peu de tems, & ils proposeront de rechef l'affaire : quand il y a de rechef une diversité, on passe de nouveau à ramasser les voix, & si elles se trouvent encore égales, le maréchal & le procureur-général donneront leur seconde voix, & protesteront contre toute autre proposition ultérieure ; là-dessus le procureur-général nous rapportera la chose.

Si une affaire étoit tellement importante, qu'elle ne pût en aucune façon être terminée dans un jour, on réservera au lendemain

ce qui reste à décider , & l'affaire sera laissée sur la table , afin que chacun la puisse lire , & qu'il en ait une idée complete.

En cas qu'une affaire donnât lieu à quelques réflexions qui fussent telles , que la grande assemblée jugeât à propos de les faire passer avec son avis , devant une commission particuliere , ou à la direction , afin de l'examiner plus à fond , & de voir si à cause des difficultés qui se sont manifestées , il n'y auroit rien à changer là-dedans ou à ajouter ; alors le maréchal y enverra cette affaire. Dès qu'elle leur sera parvenue , cette commission particuliere ou celle de la direction examinera ces remarques , & les renverra à la grande assemblée en y joignant leur avis. Celle-ci examinera quelque tems leur sentiment, elle comparera l'un avec l'autre, sur quoi le maréchal des députés

formera une question sur cette affaire. On rassemblera alors les voix & on les comptera , & le sentiment qui aura en sa faveur le plus de voix , fera censé être le sentiment de toute l'assemblée. Le maréchal doit faire attention en toute occasion , que les membres aient toujours un tems suffisant pour examiner les sujets qu'on leur propose , & donner leur sentiment là-dessus. Le directeur du journal fera une relation claire & précise de tout ce qui se passe , & il la lira à l'assemblée.

On lira toujours les journaux & ce qui a été arrêté les jours précédens , à l'ouverture de l'assemblée , & avant que de lire quoi que ce soit d'autre.

X I V.

Les députés qui siegent dans

les commissions particulières , ne font pas à cause de cela exclus de la grande assemblée ; mais ils y ont leur voix , de même que tous les autres députés suivant leur rang , & ils proposeront de même que tous les autres , les intérêts de la ville qui les a choisis.

X V.

La commission établie pour travailler au plan d'un nouveau code , ne s'occupera pas d'autre chose , que de ce qui fait le sujet pour , quoi on l'a établie , c'est-à-dire , pour exécuter ce plan.

Si un membre de la commission fait une faute à l'égard de quelque chose qui ne soit pas du ressort de la commission , il sera jugé par le tribunal d'où cette affaire ressortit ; mais la commission des loix n'a rien à faire là-dedans.

Tous

Tous les députés seront exempts pendant leur vie ; 1°. de toute peine capitale ; 2°. de la torture ; 3°. de toute peine corporelle, quelque action qu'ils aient commise.

Puisque tous les députés sont sous notre protection immédiate, nous ordonnons de ne jamais mettre en exécution aucune sentence prononcée par des juges contre leurs personnes sur l'un de ces trois points, avant que nous l'ayons confirmée, & sans qu'on nous en ait avisé ; mais nous voulons qu'on attende nos ordres là-dessus : on ne pourra pas non plus confisquer le bien d'aucun des députés depuis le jour de son élection, dans aucun cas, à moins que ce ne soit pour dettes.

Quiconque attaquera, volera, battrà ou tuera un député, tandis qu'il sera occupé à travailler à ce code, il sera puni au double, ou il encourra une peine deux fois

plus rigoureuse que celle qui est ordinairement usitée dans ces cas-là.

Si un des députés attaque un autre député avec des termes outrageants, tandis que l'on est assemblé & que l'on délibère sur les affaires, ou qu'il l'offense d'une autre manière indécente, les députés puniront le coupable suivant qu'ils le jugeront à-propos, ou ils l'excluront de l'assemblée, soit pour un tems, soit pour toujours.

Afin qu'on puisse reconnoître les membres de la commission, il faut qu'ils portent tous une marque que nous déterminerons, & qui leur sera laissée aussi longtemps qu'ils vivront.

Il est permis à un député noble, après avoir terminé cet ouvrage & pas plutôt, de placer cette marque dans ses armes, afin que les descendans sachent, à quel grand ouvrage ils ont eu

part. Ceci s'entend de ceux qui ont effectivement travaillé à cette affaire , & dont la signature se trouvera quelque part dans l'une ou l'autre partie du projet.

Celui des députés qui sera exclus de la commission , perdra tous ses avantages , de même que la marque qu'il porte.

X V L

Toutes les amendes que l'on tirera de ceux qui y seront condamnés , seront envoyées à la maison où l'on élève la jeunesse.

X V I L

Aucune assemblée ne peut rien faire sans le maréchal ou le procureur général ; & lorsque le maréchal frappera de son bâton , tous les députés se tairont & iront se mettre à leurs places ; s'il voit

que l'on n'obéit pas à la première fois , il frappera une seconde fois ; & si on n'obéit pas non plus , alors il prendra son bâton & s'en ira ; l'assemblée fera ce jour - là sans effet. Le maréchal proposera à l'assemblée le jour suivant , de porter un jugement contre les auteurs du désordre , que l'on lira devant toute l'assemblée.

Le maréchal & le procureur général agiront cependant dans ce cas avec beaucoup de précaution , & ils feront sur-tout attention , que les affaires ne soient arrêtées ni ne traînent en longueur dans l'assemblée : c'est pourquoi ils employeront tous les moyens convenables qu'ils ont en main pour éviter cela.

X V I I I.

Chaque membre de la direction dira sa pensée dans l'assemblée ,

& lorsque le procureur-général verra où tendent les opinions, il leur dira ce qu'il pense là-dessus; s'ils sont unanimes, on l'écrira sur le protocole, & l'affaire sera terminée: mais s'ils ne sont pas tous du même avis, on invitera le maréchal à s'y joindre; lorsque celui-ci & le procureur-général auront donné leurs voix, on inscrira dans le-journal les voix différentes pour chaque opinion, avec les actes, & on enverra le tout dans l'endroit prescrit; mais la plus grande partie des voix sera regardée comme faisant le sentiment de la commission. On établira aussi les propositions dans les autres commissions à la pluralité des voix; on inscrira aussi les voix qui seront opposées à la même opinion, & on les joindra toujours aux actes.

XIX.

Après que toutes les autres commissions nécessaires seront établies , & que l'on verra paroître dans la nouvelle commission des loix , toutes sortes d'opinions & de projets ; alors la commission de la direction proposera à la grande assemblée , d'élire cinq députés pour examiner ces papiers , & juger si effectivement ces projets concernent la commission des loix.

Ces membres enverront les affaires , qui doivent y parvenir à la commission de la direction , après en avoir donné avis à la grande assemblée , suivant l'ordre rapporté ci-dessus : mais si ces affaires sont du ressort de quelque autre tribunal , on les rendra en écrivant dessus où ces affaires doivent être rapportées.

XX.

Le maréchal déterminera l'heure & l'endroit, où la grande assemblée doit se tenir. Il fera note de ceux qui n'y ont pas été, qui se sont retirés avant l'heure, ou qui sont venus trop tard. On avertira pour la première fois celui qui s'en va trop tôt, ou qui vient trop tard ; mais celui qui s'absentera toute une semaine sera puni suivant que les députés le jugeront convenable. Celui qui s'absente pour cause de maladie, doit en faire avertir le maréchal de même que les commissions.

XXI.

Si un des députés n'est pas présent un jour à l'assemblée, on pourra sans lui finir l'affaire dont on a déjà délibéré en sa présence ; on regardera ce qui a été arrêté

comme n'ayant pas eu d'opposition de sa part, & on n'écouterà pas ce qu'il pourroit y objecter dans la suite. Mais si un des membres est malade, au delà de vingt-neuf jours, il faudra qu'avec le consentement de l'assemblée, il propose une autre personne à sa place, en qui il puisse se confier, qui soit d'une conduite irréprochable, & contre laquelle il n'y ait aucune action intentée; mais il faut que ce soit quelqu'un qui ne soit pas de la commission, parce qu'un député ne peut pas avoir deux voix.

Celui qui choisira quelqu'un pour mettre à sa place, est obligé de lui donner un plein pouvoir par écrit, qu'il signera lui-même ou deux témoins à sa place, s'il ne fait pas écrire, & il y déclarera, qu'il l'autorise pour assister à sa place à la commission. On remettra au maréchal ces pleins pouvoirs, qui sur cette affaire de-

mandera l'approbation de l'assemblée : si ce plénipotentiaire a les qualités requises pour être député, alors l'assemblée l'acceptera, sans quoi il faut en choisir un autre. Si quelqu'un veut faire un voyage, il faut qu'il fasse la même chose, & qu'il demande la permission à l'assemblée : mais celui qui s'en ira pour des affaires particulières, sans en avoir la permission, perdra tous les avantages que nous avons accordés ci-dessus aux députés ; celui au contraire qui fait un voyage pour les affaires de l'Etat, ne perdra par sa place de député. Le maréchal pourra permettre à un député de s'absenter pendant vingt - neuf jours ; cependant, pourvu que cela ne retarde ni n'arrête l'exécution des différentes affaires qui se traitent dans les commissions.

X X I I.

Il est défendu à tout député qui ne fait pas écrire de présenter à la commission des loix aucun papier que ce soit, aucun projet, sans la signature de celui qui l'a écrit ; sans au moins rassembler au dessous la signature d'autres personnes ; celui qui fait écrire se signe lui-même, outre l'écrivain.

X X I I I.

Lorsque la nouvelle commission des loix aura entièrement fini l'ouvrage dont elle est chargée, elle nous le présentera ; on l'enverra delà au Sénat, qui le lira ; & après qu'il l'aura accepté ou qu'il aura fait sur cela ses remarques, il assemblera tous les colleges pour le leur lire encore une fois. Maintenant soit que l'on agrée le tout, ou que l'on

fasse quelque nouvelle remarque ; on nous le présentera , en nous priant de déterminer un jour pour le confirmer. Lorsque cela aura eu lieu , la commission & le sénat nous remettront le projet , signé dans l'ordre prescrit par ces deux corps , par tous les députés , par les membres du Sénat absents , & par tous les colleges ; & ils attendront nos ordres.

X X I V.

Toutes les ordonnances que fera la commission établie pour travailler au projet du nouveau code , seront écrites de la manière suivante. Ensuite des ordres de Sa Majesté Impériale , & conformément au contenu de l'instruction. Art. --- §. --- qui renferme ce qui suit : (ainsi que l'on écrit à-présent en Sénat : ensuite de telle ou telle ordonnance) ou

bien aussi, ensuite des ordres de Sa Majesté Impériale.

Lorsqu'il arrivera qu'il faille se communiquer des affaires par écrit, celles qui regarderont notre sénat lui parviendront par des lettres, par le canal du maréchal & du procureur-général ; mais ce qui s'enverra aux autres colleges & aux chancelleries sera en forme de notes, & sera signé par le directeur du journal.

X X V.

S'il arrivoit qu'un des membres de la commission des loix vînt à mourir, pendant qu'on travaille au projet d'un nouveau code, la commission en donnera avis au sénat ; afin qu'il puisse ordonner qu'on envoie un autre député de l'endroit d'où le précédent étoit, pour le remplacer.

X X V I.

Les gouverneurs qui se trouvent dans la capitale , siégeront tous dans la commission des loix ; & chacun enverra un mémoire sur ce qu'il a remarqué qui seroit nécessaire ou qui manque dans son gouvernement , ou bien il l'apportera lui-même. On le placera sur un siege devant le banc des députés de son gouvernement , qui assistent à la commission.

X X V I I.

Toutes les ordonnances , avec le journal seront composées sous la direction du procureur-général & du maréchal des députés ; & parce que c'est une chose très-importante pour toute la commission , & en particulier pour la grande assemblée , il faudra choi-

fir des gentils-hommes , qui aient assez de capacité pour tenir le journal. L'un deux fera directeur du journal ; on placera pour celui-ci une table dans la sale où se tient la grande assemblée , il se placera au milieu de la table , ayant le procureur - général à sa gauche & le maréchal à sa droite. On placera devant les députés , à quelque distance les uns des autres , les pupitres de ceux qui tiendront les Journaux. Chacun d'eux écrira tout ce qu'il voit & qu'il entend ; & le Journal de cette commission renfermera ce qui suit : 1. Il faut donner un précis de ce dont on a fait lecture : 2. il faut inscrire l'opinion de celui qui propose quelque chose , en faisant son possible pour garder ses propres termes : 3. on marquera si tout se passe tranquillement , 4. à quelle heure chacun est venu , & à quelle heure il s'en

va : 5. combien de tems on a employé à lire : 6. combien de tems on a mis à délibérer : 7. s'il y a eu quelque dispute : 8. qui a changé de sentiment : 9. à quoi on en est finalement resté ; quelle résolution on a prise ; & quels principes on a suivis sur ce sujet , ou si on n'en a suivi aucun. Le directeur du journal partagera cet ouvrage suivant qu'il le jugera à-propos , & il augmentera ou diminuera le nombre des personnes qui le tiennent. Lorsque la session est finie , on apportera auprès du directeur tous les journaux , & après les avoir comparés ensemble , on en formera le journal principal de ce jour , sous les yeux du directeur. Celui-ci ne laissera pas que d'écrire de son côté tout ce qu'il trouvera de remarquable , & il fera attention que les journaux soient faits comme il est ordonné ;

il les signera aussi & il les fera voir au procureur général & au maréchal, à qui il importe beaucoup que les journaux soient exacts.

Le directeur du journal a non-seulement l'entrée dans les autres commissions, à cause de sa charge ; mais c'est lui qui établit aussi les personnes, qui tiendront les journaux dans les autres commissions, conjointement avec le procureur-général & le maréchal.

J'ajouterai encore ceci pour l'instruction de celui qui sera directeur du journal : savoir, que le but pour lequel on tient un journal est, pour que les siècles futurs aient un récit fidèle de ce qui s'est passé dans cette importante affaire, & qu'ils puissent juger de la façon de penser de ces tems où nous vivons, & qu'en conséquence ils y trouvent des règles qui puissent servir à les instruire. Car la durée de cet ouvrage dépend

beaucoup de ces regles , & il nous auroit bien moins coûté de peines , si nous eussions eu de pareilles rélations des tems passés : c'est pourquoi le directeur fera sur-tout attention , que les journaux soient aussi fideles & aussi clairs qu'il est possible.

X X V I I I.

On ne donnera pas d'autres noms aux députés dans la commission , & on ne leur écrira pas autrement que sous cette adresse , à M. le député d'un tel endroit , avec son nom de baptême & de famille : les députés se signeront ainsi N. N. Député de N.

X X I X.

On prendra des gentilshommes de bonne conduite , & qui aient de la capacité , qu'on char-

gera des écritures dans les affaires de la commission. Nous espérons que l'on en trouvera plusieurs portés de bonne volonté, & qui desireront d'être utiles à leur patrie dans une affaire si importante. C'est pourquoi ceux d'entr'eux qui auront donné tous leurs soins à ce genre d'occupation depuis le commencement à la fin, auront le plaisir de jouir après que cet ouvrage sera fait, de quelqu'un des avantages accordés aux députés, c'est ce que la commission nous proposera en son tems. Tous ceux qui seront occupés à écrire dans la commission, seront sous l'inspection & la direction du procureur général & du maréchal.

X X X.

Puisque dans cette affaire on ne doit avoir d'autre intention,

que celle de conduire à sa perfection l'ouvrage qu'on a commencé ; nous espérons , qu'après les arrangemens que nous avons prescrits , il ne viendra dans l'esprit de personne , d'avoir des difficultés pour la préférence. Cependant s'il survenoit quelque différent entre ceux qui n'ont pas leurs places clairement désignées , il faudra que le fort en décide ; & on marquera dans le journal , qu'une dispute frivole s'étant élevée entre deux personnes , le fort en a décidé en faveur de celle-là.

Quoique nous croyons avoir donné par cette ordonnance toutes les regles nécessaires à la nouvelle commission des loix ; cependant , en cas que contre notre attente il manquât encore quelque chose à l'ordonnance que nous donnons ici , qui pût fournir matière à des difficultés dans cette affaire importante & utile , nous

ne laisserons pas de faire connoître notre volonté sur ce qu'on nous fera voir être nécessaire.

X X X I.

Pour conclusion de ces réglemens , nous ordonnons à la commission de la maniere la plus expresse , de se conformer autant qu'il est possible à ce qui est ici prescrit , & de le remplir exactement ; parce que tout ce qui y est contenu tend uniquement à amener à sa fin , d'une maniere réguliere , cette grande affaire. Nous ne pouvons pas non plus nous figurer qu'il y ait quelqu'un qui ne préfere ce grand but , à tout ce que pourroient lui suggérer des mouvemens particuliers , d'orgueil , de caprice ou de quelque autre passion. Mais si contre toute attente cela avoit lieu , voici la sentence que nous prononçons

contre quiconque commettrait cette faute : *que ce soit à son éternelle honte ; & que son amour propre porte la peine du mécontentement qu'il cause à toute la commission !*

Nous espérons, au contraire, de tous les députés qui auront été choisis par nos sujets , pour être membres de cette commission importante , qu'après avoir prêté serment , ils seront portés par la fidélité & l'amour qu'ils doivent à notre Couronne , par le sincère attachement qu'ils doivent avoir pour leur patrie , par l'obéissance qu'ils doivent rendre à des réglemens qui ne tendent qu'à procurer leur bonheur , qu'ils seront portés , - dis - je , par tous ces motifs à faire voir qu'ils ne connoissent & ne sentent pas moins bien que nos prédécesseurs la force de cette ancienne & inestima-

ble sentence , *que ma faute tourne à ma honte !*

L'Original est signé de la propre main de Sa Majesté Impériale

CATHERINE

Moscou , le 30 Juillet 1767.



APPROBATION.

Permis d'imprimer *l'instruction*
adressée par Sa Majesté Impériale
de toutes les Russies à la commis-
sion établie pour travailler à l'exé-
cution du projet d'un nouveau Code
de Loix. Traduite de l'Allemand.
A Yverdon le 17 Février 1769.

D. VERDELHAN, Censeur.

XVIII

13

29



